

LES LIMITES DE « DOCTEUR GOOD »

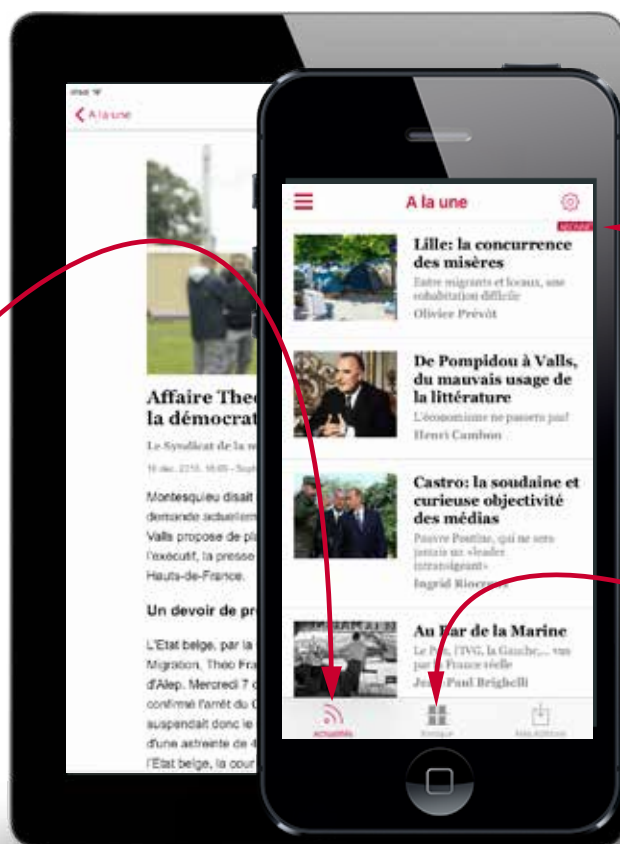
CAUSEUR

FRÉDÉRIC TADDEÏ**« JE ME FOUS D'ÊTRE
PAYÉ PAR POUTINE ! »****SOUÂD AYADA : LE REDRESSEMENT DE L'ÉCOLE
SE HEURTE À DES RÉSISTANCES PROFONDES**

NOUVEAU

Une application unique pour lire les articles de Causeur.fr et le magazine

Suivi du contenu du site Web en temps réel



Possibilité de lire les articles réservés aux abonnés

Accès au magazine et aux archives

Articles réservés aux abonnés



Retrouvez les articles gratuits et réservés aux abonnés dans votre application

Design repensé



Profitez d'une application plus ergonomique avec une meilleure qualité de photo

Confort de lecture accru grâce au "mode article"



Sélectionnez un article du magazine, touchez de manière prolongée votre écran pour passer en "mode article"

CAUSEUR
Surtout si vous n'êtes pas d'accord | Mensuel



GÉNÉRATIONS ADN

Il m'arrive de me laisser bercer par le ronron des chaînes d'info, voire de m'assoupir devant – je sais c'est plouc. C'est donc dans un demi-sommeil que je crois avoir vu, une nuit, passer sur l'écran une publicité pour les tests ADN commercialisés par la société israélienne MyHéritage. Cela m'en a rappelé une autre où l'on voit Stéphane Bern vanter les mérites d'un site de généalogie – « *Vos origines vont vous étonner* ». Certes la généalogie à l'ancienne, même dopée par le numérique (qui permet d'explorer des milliers de documents d'état-civil), fait figure d'aimable passe-temps à côté de l'industrie en pleine expansion qui propose aujourd'hui à tout individu de savoir quel pourcentage de sang aztèque, ashkénaze ou mongol coule dans ses veines. La vogue de l'une et de l'autre témoigne en tout cas de la force de passions que le progressisme du XXI^e siècle (peut-être faudrait-il parler de néo-progressisme) croyait avoir éradiquées et qui resurgissent avec la force du refoulé : celle des origines et celle des races.

Depuis le 17 avril, on peut donc commander un kit pour 59 euros : « *Dévoilez vos origines ethniques et trouvez de nouveaux parents avec notre test ADN* », promet le site de MyHéritage. On l'a appris à l'occasion d'un piratage, l'entreprise possède un fichier de 92 millions de clients. Et aux États-Unis, de nombreuses sociétés, tout aussi florissantes, proposent le même service. Le succès du business de l'ADN montre aussi, au passage, le génie du capitalisme pour tirer profit des désordres qu'il contribue à installer.

On pourrait s'étonner d'une acclimatation si rapide, alors que nous nous employons depuis des siècles à nous affranchir des déterminismes biologiques. Il y a quelques années, Nicolas Sarkozy faisait scandale en proposant d'utiliser les tests ADN pour vérifier les liens de parenté des demandeurs d'asile. Certains croyaient même avoir définitivement congédié la nature, tandis que chacun était invité à se réinventer à son goût. Pour en finir avec le racisme, nous avons aussi destitué les races, allant jusqu'à interdire la seule mention de leur existence. La science, après tout, a prouvé qu'elles n'existaient pas et validé l'hypothèse d'une seule famille humaine. Et voilà que la science nous les ramène par la fenêtre, assignant chacun à sa seule définition biologique (ou génétique). Je ne sais pas quelle est la logique scientifique qui permet d'annoncer à quelqu'un qu'il est un dixième noir et trois quarts anglais ni quel fichu intérêt cela peut bien avoir, mais il y a des tas de gens

dans le monde (et en France visiblement) prêts à payer pour savoir s'ils ont du sang chinois ou zoulou. Sur le net américain, on peut ainsi visionner des suprémacistes latinos, noirs, juifs ou blancs se soumettant au test ADN pour vérifier la « *pureté de leurs origines* ».

Il faut croire que ces affaires d'identité, dont on nous serine qu'elles n'intéressent que quelques cerveaux malades, tourmentent encore pas mal de nos contemporains. Peut-être écoutent-ils tous Zemmour. À moins que l'antiracisme obsessionnel ait conduit à l'obsession de la race.

En tout cas, voilà encore un refoulé qui la ramène. Et qui dit pas mal d'âneries. Car quoi qu'en disent ceux qui veulent disqualifier la notion même d'identité, celle-ci procède bien plus de la culture qui libère que de la nature qui assigne. On ne peut rien faire contre la génétique. À part s'en moquer. Ce n'est malheureusement pas l'humeur de l'époque.

Un autre phénomène contribue à développer le business de l'ADN : le découplage en cours entre la reproduction et la sexualité qui peut désormais se passer de la rencontre avec l'autre sexe. L'universalisation de l'accès aux technologies procréatives, réclamée au nom de l'égalité des droits, permet et permettra de plus en plus de faire naître les enfants que le célibat ou l'amour homosexuel ne savent pas (encore) engendrer. En conséquence, la « *naissance sous X* » finira par devenir une norme, voire la norme principale. On imagine sans peine que ce grand bazar de la filiation nourrira frustrations et troubles, lançant des enfants dans la quête névrotique de parents biologiques qui se seront contentés de fournir quelques cellules.

En effet, même dans le monde de la fluidité, les humains sont toujours taraudés par les mêmes questions : qui suis-je, d'où viens-je, qui sont ceux qui m'ont précédé ? C'est même tout le contraire car la transparence, autre vache sacrée de l'époque, exige la levée de tous les secrets.

Après avoir vu la pub pour MyHéritage, j'ai fait des cauchemars où il était beaucoup question d'ADN. Je commandais mon profil et figurez-vous que je recevais un mail m'affirmant que j'étais un homme. J'ai été soulagée en me réveillant de découvrir que non. Mais à la réflexion, qu'est-ce qui me permet de dire que je suis une femme ? •

CAUSEUR

Directeur de la publication
Gil Mihaely

Directrice de la rédaction
Élisabeth Lévy

Directeur adjoint de la rédaction
Daoud Boughezala

Rédaction en chef
Kevin Erkeletyan, Jérôme Leroy (pages culture).

Rédaction
François-Xavier Ajavon, Sophie Bachat, Sami Biasoni, Françoise Bonardel, Stéphane Edelson, Lucien Ehrard, Thomas Fauré, Patrice Jean, Pierre Lamalattie, David L'Epée, Thomas Morales, Gabriel Robin, Peggy Sastre, Erwan Seznec, Jonathan Siksou, Emmanuel Tresmontant, Alexandre de Vitry.

Correction
Frédéric Baquet

Secrétaire de rédaction
Cécile Michel

Ont participé à ce numéro
François-Xavier Ajavon, Jean Chauvet, Laurence David, Sacha Frank, Patrice Jean, Pierre Lamalattie, Jean-Pierre Le Goff, Bruno Michel, Frédéric de Natal, Gabrielle Périer, Gabriel Robin, Jeremy Stubbs, Emmanuel Tresmontant.

Direction artistique
Aymeric Dutheil

Iconographie
Alexandre Deneff

Direction marketing et commerciale
Marina Leroux
Charles Lévy
Adrien Paviot
01 84 79 01 34

Distribution
Presstalis

Gestion de la diffusion en points de vente
BO Conseil Analyse Média Etude
Otto Borscha - oborscha@boconseilame.fr
09 67 32 09 34 (contact points de vente)

Abonnements et anciens numéros :
www.causeur.fr/boutique
01 84 79 01 35
(Du lundi au vendredi 10h – 17h)
ou clients@causeur.fr

Impression
Berger Levrault Graphique
2780, route de Villey Saint-Étienne
54200 Toul

Image de couverture
©MEYER/Leextra via Leemage

Causeur est édité par Causeur.fr
SAS au capital de 101 900 euros - RCS Paris
Siret 504 830 969 000 29 Naf 5814 Z.
Dépôt légal à parution - ISSN 1966-6055.
Commission paritaire : 0320 D 90295.
Enregistrement CNIL 1296122.
32, rue du Faubourg-Poissonnière
75010 Paris
01 84 79 01 35 / info@causeur.fr
www.causeur.fr

SOMMAIRE N° 60 – SEPTEMBRE 2018

3

L'éditorial d'Élisabeth Lévy

Génération ADN

7

Mon ami, mon maître

Élisabeth Lévy

20



« Je me fous d'être payé par Poutine ! »

Propos recueillis par Daoud Boughezala, Élisabeth Lévy et Gil Mihaely

28

Corbyn, le travaillisme des imbéciles

Jeremy Stubbs

32

L'an prochain à Levallois

Sacha Frank

38

Stéphane Amar « Pour Arafat, Oslo n'était qu'une étape avant la conquête de toute la Palestine. »

Propos recueillis par Gil Mihaely

42

Économie : la marge turque est limitée

Jean-Luc Gréau

44

Batignolles, Hidalgo décrète le vivre-ensemble

Daoud Boughezala

48

Souâd Ayada « C'est parce qu'elle est conservatrice que l'école peut être progressiste. »

Propos recueillis par Élisabeth Lévy et Gil Mihaely

54

École : l'arabe et le turc contre l'intégration

Laurence David

57

Classes dédoublées, l'intendance ne suit pas

Bruno Michel

LES LIMITES DE DR GOOD



60

Macron et Dr Good

Gil Mihaely

63

**Les habits bariolés
du président Macron**

Jean-Pierre Le Goff

66

**Bruno Retailleau
« Le macronisme est
un narcissisme. »**

Propos recueillis par Élisabeth Lévy

CULTURE & HUMEURS

72



**Juif et homosexuel
Proust le maudit**

Entretien avec Patrick Mimouni

Propos recueillis par Daoud Boughezala

76

**Alphonse Mucha, la Belle
Époque illustrée**

Pierre Lamalattie

80

**Mathieu et Battistella, les
rescapés du deuxième roman**

Jérôme Leroy

84

L'inspection des travaux finis

Jean Chauvet

86

**Le tour de France
de deux enfances**

Élisabeth Lévy

88

Bordeaux : un vin trop riche ?

Emmanuel Tresmontant

94

Pichonneau crée une start-up

Patrice Jean

96

Les carnets de Roland Jaccard

98

Le journal de l'ouvreuse

**Prochaine parution :
le 3 octobre 2018**



Luc Rosenzweig, vers 1990.

MON AMI, MON MAÎTRE

Par Elisabeth Lévy

Luc Rosenzweig était un modèle de journaliste. Érudit, fin connaisseur de l'âme humaine et des arcanes politiques, drôle et parfois injuste, l'ancienne plume de *Libération* et du *Monde* manque cruellement à *Causeur* et à ses lecteurs.

On dit souvent que c'est avec le temps qu'on ressent l'absence. En ce qui concerne Luc, elle m'est tombée dessus quelques jours après ses funérailles, le 20 juillet à Lyon, et son inhumation dans son village de Savoie où nous nous étions promis de nous retrouver cet été pour travailler au livre que nous étions en train d'écrire. Toutefois, ce n'est pas la pensée de ce projet ni le souvenir des instants partagés qui m'ont fait comprendre ou plutôt éprouver que son absence serait définitive et combien elle serait cruelle, mais une circonstance banalement professionnelle. L'affaire Benalla venait de commencer et tout en m'amusant passablement des pitreries involontaires de Roger-Petit et consorts, je me demandais par quel bout la prendre. Habituellement, dans de telles circonstances, l'un de mes premiers réflexes était d'appeler Luc. « J'ai besoin que tu me dises ce que je pense », lui disais-je en riant. Et s'ensuivait une conversation, ou plutôt un exposé que j'écoutais, ravie et toujours impressionnée par sa culture, notamment politique : il n'avait pas son pareil pour évoquer notre histoire récente, mêlant les anecdotes personnelles, une analyse toujours profonde de la comédie humaine et une connaissance encyclopédique, entrelardées de vacheries et de gloussements

(les miens, lui était plutôt du genre à hennir). Je ne crois pas que les frasques du conseiller sécurité du président auraient beaucoup ému ce vieux briscard qui n'aimait pas beaucoup les vertueux – il en avait connu quelques-uns au Parti, puis au *Monde*. Peut-être aurait-il évoqué les grands scandales de la Méditerranée. Quand nous avions le temps, ces discussions duraient, digressaient, passaient par le dernier livre lu ou la dernière ânerie entendue sur France Inter, sans oublier les nouvelles de la famille et des amis, pour se conclure, souvent abruptement, parce que l'un ou l'autre voyait l'heure passer, sur le même accord : « Tu m'envoies ton papier ? » En vrai, les articles arrivaient très souvent avant que qui que ce soit ait eu l'idée de les commander. Luc avait conservé pour l'actualité une gourmandise de lève-tôt et n'importe quel micro-sujet pouvait lui inspirer une hypothèse originale ou un billet assassin. Il faut au passage tuer dans l'œuf la légende rose d'un Luc débonnaire et plein d'empathie pour l'ensemble de l'humanité, qui ne lui rend pas justice : il lui arrivait d'être injuste, blessant, parfois même injurieux avec ses adversaires, franchissant sans s'en rendre compte la frontière entre le désaccord idéologique et la détestation personnelle.

Heureusement, il n'avait aucune persévérance →

dans la méchanceté ni d'ailleurs aucune compétence. Non seulement, il acceptait aisément de supprimer les noms d'oiseaux et les épithètes infamants dans ses textes, mais il se montrait facilement penaud quand il découvrait que ses attaques pouvaient peiner leur cible. Alors il se réconciliait, et puis il recommençait. C'est ce qui s'est passé avec Bernard Guetta, je ne sais pas très bien où ils en étaient, mais cher Bernard, il n'y avait rien de personnel.

J'ai longtemps pensé que ce penchant intermittent pour la violence verbale lui était resté de son passé communiste. Sans doute aussi qu'après quinze ans de service étranger à *Libération* puis au *Monde*, sa plume se libérait et découvrait ou redécouvrait le plaisir de ferrailler, de défendre ses positions, fût-ce par un zeste de mauvaise foi. Non pas que le journalisme pratiqué au *Monde* ou à *Libération* soit délivré de toute idéologie, bien sûr. Mais en ces années-là, en tout cas, un correspondant ou un rubricard du *Monde* devait d'abord avoir une connaissance approfondie de son sujet – on n'appelait pas encore ça l'expertise. Et quand il militait, c'était en contrebande, derrière un vernis de neutralité. À *Causeur*, dont il a été l'un des piliers de la première heure, Luc a retrouvé le goût de la bataille des idées menée à visage découvert – c'est-à-dire de la polémique. Et qu'on me permette cette forfanterie, celui de la liberté. Avec ce qu'elle a parfois d'excessif. Ainsi, lui qui s'était découvert sioniste sur le tard, comme le raconte Élie Barnavi – et que j'ai d'ailleurs connu lors d'un déplacement en Israël –, était sur le sujet d'une intransigeance sourcilleuse parfois malvenue, soupçonnant de mollesse tous ceux qui continuaient à se réclamer de la gauche israélienne.

« Que penses-tu de ceci ? », « Que fait-on sur cela ? », « Tu n'as pas une idée pour la une ? » Je le revois, ce jour de juillet, il venait d'apprendre que sa petite-fille avait été reçue au bac avec mention très bien, nous avons eu un déjeuner fort gai. Depuis que je l'ai quitté, devant le petit hôtel parisien où il avait ses habitudes, pour ne plus le revoir, j'ai compris le sens du mot « irremplaçable » en pensant à tous ces articles qu'il n'écrit plus et dont vous êtes, chers lecteurs, définitivement privés. Aussi élégant d'âme qu'il l'était peu dans ses vêtements, Luc Rosenzweig était l'un des meilleurs représentants du journalisme à l'ancienne, c'est-à-dire d'un métier intellectuel qui n'avait pas encore adopté les codes et les obsessions de la télé où on ne tolère plus guère les looks baroques comme le sien.

Bien sûr, je croyais avoir le temps. J'aurais dû parler avec lui de littérature et de poésie, j'aurais dû l'interroger mieux sur sa jeunesse militante, et aussi sur sa vie au *Monde*. Comment cet esprit délié a-t-il pu se plier au carcan intellectuel communiste ? Comment mon cher ami, si ironique et subtil, a-t-il supporté de travailler sous les ordres d'Edwy Plenel, dont l'humour n'est pas la qualité première ? Mystère.



Luc Rosenzweig dans son village de Haute-Savoie, début des années 2000.

L'ouvrage que nous projetions, *Notre gauche totalitaire*, m'en aurait appris beaucoup, sur lui et sur la France de sa jeunesse car il devait y apporter l'essentiel : son expérience intime, sa connaissance des personnages principaux et sa compréhension des illusions qu'il avait partagées.

Avec les années, Luc était devenu aimablement conservateur. Mais, était-ce parce qu'il était un fils du désastre, lui, né en 1943 d'un père ayant quitté l'Allemagne en 1933 et d'une mère haute-savoyarde – en tout cas pour moi –, qu'il se refusait à la nostalgie, affichant une confiance inébranlable dans les générations futures pour faire perdurer un monde habitable ? Et il entendait bien, quant à lui, profiter de toutes les merveilles que le nôtre offre encore, bons auteurs, bons amis, bons repas et famille en or. Si ça se trouve, ce gourmand n'a jamais connu l'ennui.

Dans le bel article qu'il lui a consacré dans *Le Monde*



(16 juillet 2018), son ami José-Alain Fralon évoque la période où il était correspondant en Allemagne, citant un de ses confrères de l'époque : « *Il était presque aussi important que l'ambassadeur de France. Tout ce qui comptait à Bonn allait dîner chez lui.* » Cela ne m'a pas étonné. Il avait conservé des amis dans le monde politique et diplomatique, y compris parmi ces élus locaux qui constituent le tissu politique français. Lui, l'intellectuel ashkénaze et le journaliste parisien, adorait cette France rurale où il avait pris racine. Il était très fier d'avoir participé et gagné au « Jeu des mille euros » de France Inter, expérience dont il a d'ailleurs tiré un délicieux article¹. « *Si les épitaphes étaient encore à la mode, j'informerais volontiers les visiteurs de ma sépulture que, sous cette pierre tombale, gît un lauréat du "Jeu des mille euros"* », écrivait-il. Voilà qui est fait, très cher Luc. •

1. « Gloire au "Jeu des mille euros" ! », causeur.fr, 13 mars 2012.

ADIEU CAMARADE !

Par **Élie Barnavi**

C'est en apprenant la disparition de Luc Rosenzweig que je me suis aperçu à quel point j'aimais cet homme. Bien sûr, je le comptais au nombre de mes amis, et depuis fort longtemps, et j'avais toujours grand plaisir à le retrouver. Mais, lui là-bas et moi ici, je ne le voyais plus que rarement et nous avions fini tous deux par graviter dans les confins de nos cercles de vie. Et puis, il y eut cette dépêche sur laquelle je suis tombé un peu par hasard, et les larmes me sont montées aux yeux.

J'aurais pu, j'aurais dû à ce moment penser à sa femme Françoise, à ses enfants Judith et Yacine que j'ai connus bébés, et que, adolescents, j'ai accueillis chez moi. Mais non, dans le flot confus d'images et de sentiments qui m'a submergé, c'est, Dieu me pardonne, une scène avec des ânes qui a surnagé – pas d'ânes métaphoriques à deux pattes, mais de vrais ânes, avec leurs longues oreilles, leur poil soyeux et leurs yeux bridés. Je me suis revu débarquer dans son chalet de Haute-Savoie pour être accueilli par un Luc tout excité. Son ânesse allait mettre bas d'un instant à l'autre et je serais l'heureux spectateur de cet événement d'exception : la naissance d'un ânon. Luc était amoureux de ces bêtes-là et il portait cette affection comme un badge d'honneur. Et sans doute est-ce cette humble facette de sa personnalité riche et complexe qui s'est imposée à moi comme celle qui en disait le mieux le caractère affectueux et attachant.

Il était encore à *Libération*, je crois, lorsqu'il est venu à Tel-Aviv et a demandé à me rencontrer. Il m'a plu tout de suite. Habillé comme l'as de pique, les cheveux en bataille, les doigts et la barbe tachés de tabac – pendant longtemps il a chiqué, horrible habitude –, il était aussi élégant spirituellement que débraillé physiquement. Nous avons passé une bonne moitié de cette première nuit à boire et à parler, je ne me souviens plus très bien de quoi. Mais je me rappelle que sa conversation était étincelante, servie par une érudition →

phénoménale et un sens de l'humour irrésistible. En le raccompagnant à son hôtel, je savais que je m'étais fait un nouvel ami. Rare et précieux pressentiment.

Plus tard, j'ai découvert sa plume. Et quelle plume que la sienne ! Acérée, précise, raffinée, informée. Il était de la race des journalistes qui savent de quoi ils parlent et comment l'exprimer, car ils ont beaucoup lu. Il avait le culte des mots, de la belle langue, de la littérature. Redoutable polémiste, il avait le mot d'esprit féroce, l'ironie mordante. Mais, comme souvent chez les bretteurs les plus impitoyables, il était dépourvu de méchanceté. Luc était riche d'une qualité que les imbéciles croient malin de dédaigner, mais que je tiens en haute estime : la gentillesse.

Je l'ai régulièrement retrouvé à Paris lors de mes congés sabbatiques, puis à Bruxelles, lorsque le hasard a voulu que nous y travaillions en même temps, lui comme correspondant du *Monde*, moi comme directeur scientifique du musée de l'Europe, puis derechef à Paris où j'ai servi comme ambassadeur d'Israël. C'est lui qui a eu l'idée de ce livre que nous avons signé ensemble, et dont l'annonce avait, semble-t-il, pas mal secoué les caciques du judaïsme français : *La France et Israël, une affaire passionnelle* (Perrin).

Au fil des ans, l'écart entre nos positions politiques s'est creusé de plus en plus. Moi, je suis resté sur place, l'archéo-sioniste social-démocrate que j'étais bien avant de rencontrer Luc, en fait depuis que j'ai accédé, au sortir de l'enfance, à un semblant de conscience politique. Lui a parcouru tout le chemin familial à tant d'intellectuels français, d'une quelconque chapelle gauchiste vers la droite de l'échiquier politique, et pour les juifs parmi eux, de l'antisionisme à un sionisme intransigeant façon Likoud. Nous en avons débattu, lui et moi, jusqu'à plus soif, le plus souvent de vive voix, parfois publiquement, dans des colloques ou dans *Causeur*. Il m'accusait d'être « *aveuglé* » par l'idéologie, je lui rétorquais qu'il cultivait une image fantasmée des réalités d'Israël, une vision déformée par la distance et ses propres illusions.

Il est des divergences politiques qui déchirent des familles et tuent des amitiés. Nous n'avons jamais eu à surmonter cette épreuve. Pour succomber à ce point à la passion idéologique, il faut sans doute une bonne dose de fanatisme, ce dont cet homme pétri de culture et doté d'un solide sens de l'humour était évidemment exempt. Plus profondément, nos différends sont toujours restés confinés à l'intérieur de bornes dont le franchissement

nous eût été intolérable : la démocratie libérale et l'égalité dignité des hommes et des peuples pour moi, la défense des droits nationaux du peuple juif, autrement dit le sionisme, pour lui.

Un dernier mot. Par un étrange et amer ricanement du destin, si c'est la disparition de Luc qui m'a fait prendre conscience de la place qu'il a tenue dans ma vie, c'est aussi elle qui m'a appris la place que j'ai tenue dans la sienne. C'est à cette occasion, en effet, que j'ai lu un article qu'il avait publié dans *L'Arche* de janvier-février 2003. J'ai hésité à en reprendre ici le dernier paragraphe. Mais que l'on veuille bien me l'accorder, ce n'est pas par gloriole que j'ai fini par m'y résoudre, ni même parce que je trouve émouvant ce témoignage d'amitié qui me parvient d'outre-tombe, ou pas seulement. C'est surtout parce que ces quelques phrases me semblent utiles pour comprendre le cheminement intellectuel et politique de Luc. Les voici.

« [C'est] au milieu des années quatre-vingt, que la rencontre avec Élie Barnavi allait m'ouvrir l'horizon d'un sionisme à peu près acceptable, revêtu des habits des Lumières en lieu et place du lourd corset idéologique russo-polonais ou des redingotes noires du messianisme éternel. De la lecture de son Histoire moderne d'Israël, ainsi que des longues discussions qui nous ont réunis, et parfois opposés, tout au long de ces quinze années s'est peu à peu imposée à moi l'idée qu'il était inutile de ruser avec l'Histoire, surtout l'histoire juive. C'est un peu grâce à lui qu'il m'est facile de dire aujourd'hui "Bonjour, Israël !" sans pour autant renoncer au choix de mon lieu de résidence, et encore moins à mon droit de dire ce que je pense à ceux que je salue ainsi. Il n'est jamais inutile d'être poli. »

Eh ! non, Luc, il n'est jamais inutile d'être poli. Et poli, tu l'as été jusque dans la manière discrète et facétieuse dont tu nous as faussé compagnie.
Adieu, l'Ami ! •



Luc Rosenzweig devant le ministère des Affaires étrangères allemand, du temps où il était correspondant pour *Le Monde* à Bonn, début des années 1990.

LUC, MON FRÈRE LUC

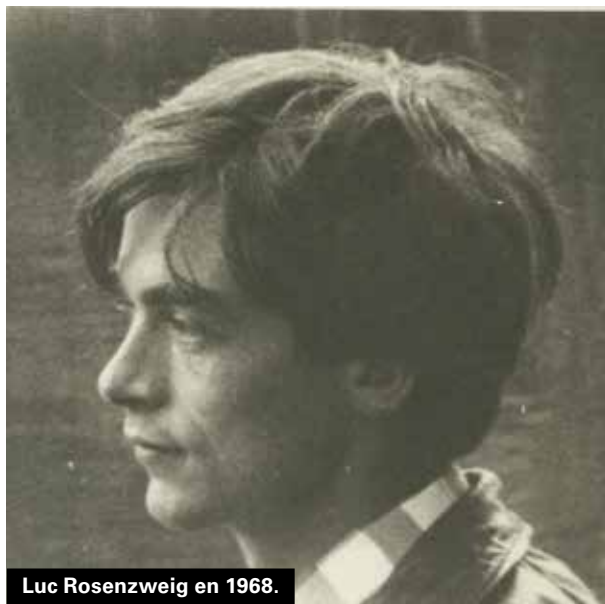
Par Jérôme Leroy

« **B**ien sûr que ça aurait pu marcher. Mais tu auras beau dire, ça n'a pas marché. » C'était dans un bouchon de sa connaissance, un soir de mars 2015. Luc Rosenzweig, sachant que j'avais eu le prix Quais du polar de Lyon, m'avait gentiment invité à dîner dans sa bonne ville. Il devait venir également le lendemain, accompagné de son épouse, pour la remise du prix sous les ors de l'hôtel de ville et dans la foulée écrire une brève confraternelle pour *Causeur*.

« Bien sûr que ça aurait pu marcher. Mais tu auras beau dire, ça n'a pas marché. » On parlait du communisme, évidemment. Dans les conversations que nous avons pu avoir en tête-à-tête, on en parlait forcément. Avoir été communiste et ne plus l'être, comme lui, c'était tout de même comme une grande histoire d'amour déçu. On a chacun ses façons de s'en remettre, la rancœur, la mélancolie, la colère du cocu ou l'indulgence pour une folle jeunesse, mais on n'oublie jamais.

« Bien sûr que ça aurait pu marcher. Mais tu as beau dire, ça n'a pas marché. » Autour du pot de coteaux-du-lyonnais, je crois qu'il était plus étonné que je sois encore communiste que moi qu'il ne le soit plus. Je comprenais très bien ses raisons. On m'a souvent dit qu'il avait la dent dure sur cette période. En ce qui me concerne, je n'ai jamais trouvé chez lui la moindre trace de cet anticommunisme rabique qui est la marque d'un certain nombre d'« ex ». Il est vrai que je ne suis pas un thorézien hardcore et qu'il avait assez vite compris, car il évaluait les êtres avec autant de rapidité que de précision, que par ailleurs je considérais le sionisme comme une utopie concrète assez enthousiasmante, au moins dans ses commencements.

C'est ce soir-là, comme me le confirme une série d'échanges de mails dans les jours qui ont suivi, qu'est né un projet sans cesse remis à plus tard et dont on a reparlé la dernière fois où je l'ai vu, début juillet, pour le pot de vacances de *Causeur* : un roman à quatre mains, *URSF*, pour Union des républiques socialistes françaises.



Luc Rosenzweig en 1968.

Le 30 mars 2015, Luc résumait ainsi notre uchronie où nous aurions pu multiplier et confronter sur le mode romanesque nos désillusions, nos doutes, nos certitudes. En nous amusant, bien sûr, car je n'ai aucun problème à m'entendre avec un néoconservateur s'il a de l'humour. Et Dieu sait que Luc en avait, qui m'écrivait : « *Ce serait donc un roman avec deux personnages principaux dont l'histoire croisée court de 1939 à 1989, soit un demi-siècle tout rond. Deux garçons se rencontrent en prépa à Henri IV. Manif à l'Étoile le 11 novembre 1940, adhésion aux JC, résistance universitaire, Libération, entrent tous deux en 1945 permanents du Parti dans les cabinets de ministres communistes. Mais le Parti leur ordonne de reprendre leurs études, le khâgneux passe l'agrég de philo et le taupin sort major de sa promo de l'École des mines. Entre-temps, ils auront bien fait la fête ensemble, échangé des petites amies, discuté à perte de nuits et de vues sur l'avenir radieux. J'abrège. Prise de pouvoir du PC en 1947, ils se trouvent tous deux propulsés à des postes importants (responsable sud-est de l'agence TASS française pour l'un, pont de Charbonnages de France dans le Nord-Pas-de-Calais pour l'autre). Petit à petit, le khâgneux se met à douter, influencé par le dandysme de Roger Vailland, devenu son ami. Le taupin, lui, reste droit dans la ligne, mais leur amitié demeure en dépit des péripéties liées aux événements nationaux et internationaux. Tour à tour, ils se protégeront (entre 1965 et 1968, le printemps français écartera les "staliniens", et ensuite les communistes réformateurs seront réprimés après la reprise en main par Marchais, avec l'aide de Brejnev...). Après la chute du communisme et la fin de l'URSS en 1991, ils fêtent ensemble leur 80^e anniversaire... »*

On n'était pas tout à fait d'accord sur la fin. Mais, aujourd'hui, je regrette qu'on n'ait pas tenté le coup. D'abord, il n'y aurait pas eu de plus belle preuve d'amitié et puis, « *bien sûr que ça aurait pu marcher. Mais tu auras beau dire, ça n'a pas marché.* » •

Deux minutes trente-huit de bonheur

Par François-Xavier Ajavon

Le peuple britannique, qui a voté en faveur du Brexit, n'a peut-être pas mesuré l'ampleur de son geste. Non seulement le Royaume-Uni est montré du doigt sur la scène internationale, des sièges sociaux de multinationales s'apprêtent à désertir la City au profit d'autres capitales... mais le méridien de référence de Greenwich est ouvertement contesté ! Jusqu'à présent, ce méridien de référence où la longitude est définie comme égale à zéro, passe conventionnellement par l'Observatoire royal de Greenwich, dans la banlieue de Londres. Il permet notamment de définir les fuseaux horaires mondiaux.

Or, voilà qu'un village d'irréductibles Vendéens, La Chapelle-aux-Lys, entend lui voler la vedette. Son maire explique à *Ouest-France* : « *Puisque les Anglais ne veulent plus de l'Europe, nous, on ne veut plus de Greenwich !* » L'édile, par arrêté municipal, a tout simplement créé son propre méridien, qui passe par la cour de la mairie. Dans cette commune de 250 habitants, l'heure officielle sera calculée avec un retard de deux minutes et trente-huit secondes sur l'heure officielle. On souhaite vivement que l'initiative soit suivie et, pourquoi pas, que d'autres villages créent leurs propres méridiens. Oui, le pays aux 258 variétés de fromages mérite plusieurs centaines d'heures différentes ! Il sera alors définitivement impossible de le gouverner et de remettre les pendules à l'heure. •



Poète, vos papiers !

Par Gabrielle Périér



Au cœur de l'été, le poème d'un illustre inconnu publié dans la revue littéraire américaine *The Nation* a suscité une polémique inattendue. Intitulé « How-To », ce texte signé par un certain Anders Carlson-Wee prend la forme de conseils donnés par un sans-abri à un autre pour susciter la commisération des passants. « *Si tu es une fille, dis que tu es enceinte – personne ne va se baisser pour écouter ton ventre. [...] Tords tes jambes, pointe ton genou dans un angle bizarre. [...] Si tu es estropié, ne l'affiche pas. Laisse-les croire qu'ils sont assez bons chrétiens pour le remarquer tous seuls.* » Rien de nouveau à l'ombre de la mouise : de la cour des Miracles aux métros de nos villes, les mendiants ont toujours mis en scène leur dépouillement pour apitoyer le passant.

Vous ne voyez pas où est le problème ? L'air de rien, Carlson-Wee a commis deux péchés irrémissibles qui déclenchent les foudres des réseaux sociaux. D'abord, en utilisant le terme d'« estropié » (« *crippled* »), l'auteur se rend coupable de « capacitisme », ou « *ableism* » en anglais, néologisme qui désigne la discrimination contre les handicapés. Circonstance aggravante, le poème est écrit en « *black english* », parler noir américain à la syntaxe déstructurée.

Fatalement, le malheureux Carlson-Wee a été accusé de racisme, ses détracteurs assimilant son œuvre à ce qui est désormais un crime de première importance, le « *blackface* », c'est-à-dire le fait pour un Blanc de se peindre la peau afin de ressembler à un Noir. À cette campagne calomnieuse, les éditeurs de la revue ont réagi par un *mea culpa* en rase campagne : « *Nous sommes désolés du mal que nous avons pu causer aux nombreuses communautés affectées par ce poème.* »

Non moins repentant, le poète incriminé a tweeté : « *J'écoute attentivement et je réfléchis intimement. Je suis désolé du mal que j'ai fait, et j'en prends la responsabilité* » et s'est engagé à verser ses droits d'auteur à l'association de charité Downtown Congregations to End Homelessness. Pour susciter la générosité d'autrui, mieux vaut donc faire peur que pitié... •

Afrique du Sud : l'opposition arc-en-ciel

Par Frédéric de Natal



Julius Malema, août 2018.

En Afrique du Sud, l'été a été très chaud et mouvementé. Cinq mois après le vote du Parlement qui a ouvert la voie à l'expropriation des terres de fermiers blancs s'est nouée une alliance historique entre Zoulous et Afrikaners. Le roi zoulou Goodwill Zwelithini, représentant la première ethnie du pays, a en effet convié en son palais une délégation du mouvement AfriForum, dirigé par Kallie Kriel, du syndicat Solidarité, de Flip Buys, et de la Fédération des organisations culturelles afrikaans, présidée par Daniel Goosen, pour signer un accord de « coopération positive basée sur le respect mutuel et de reconnaissance ».

But de la manœuvre ? Faire front commun contre le gouvernement ANC, quitte à ressusciter l'alliance qu'avaient scellée l'extrême droite blanche et les Zoulous peu avant la chute du régime d'apartheid pour préserver leurs intérêts agraires communs. Avant de se saborder, l'ancien régime avait ainsi fait un cadeau empoisonné à Nelson Mandela, laissant l'Ingonyama Trust (contrôlé par les Zoulous) gérer 30 % des terres

arables de la province du Kwa-Zoulou. Des privilèges aujourd'hui remis en cause par le mouvement du populiste Julius Malema, qui n'a pas hésité à dénoncer également ceux que possèdent encore les Afrikaners sur presque la moitié des terres cultivables.

Dans son combat contre l'expropriation, le souverain Goodwill Zwelithini maintient une forte pression sur le président Cyril Ramaphosa afin qu'il retire le projet de loi controversé, allant jusqu'à brandir la menace d'une sécession et d'un conflit dévastateur « comparable à ce qui se passe en Israël ». Quant aux Afrikaners, ils craignent un nouveau Zimbabwe, qui les contraindrait à quitter le continent noir.

En vue des élections générales de 2019, le rapprochement zoulou/afrikaner sème l'émoi dans le paysage politique local. Risquant de plonger l'Afrique du Sud dans une grave crise économique, l'ANC est en passe d'accomplir le rêve de Mandela : constituer une nation arc-en-ciel post-raciale. Contre elle. •

Louis XX, roi des Franco

Par Gabriel Robin



« *Yé né prétend pas, yé souis* » ! Devenu malgré lui la risée des internets orléanistes depuis quelques années, S.A.R. Luis Alfonso de Bourbon y Martínez-Bordiú représente aux yeux des légitimistes l'héritier légitime de la couronne de France. Las, le quadragénaire ibère a désormais renoncé à toutes ses ambitions au trône capétien pour présider la Fondation Franco. Descendant en ligne directe de Louis XIV, Louis XX – comme aimait à l'appeler Thierry Ardisson dans son livre éponyme – est également le fils de la fille unique du Caudillo qui dirigea l'Espagne entre 1939 et 1975. C'est par un communiqué officiel envoyé à l'ensemble des médias espagnols qu'il a annoncé accepter d'assumer « *la présidence d'honneur du conseil d'administration de la fondation Francisco Franco* ».

Si, en France, la nouvelle n'a pas fait grand bruit, elle a créé une petite polémique de l'autre côté de la Bidassoa. Car le socialiste Pedro Sánchez, qui a accédé à la présidence du gouvernement après le dépôt d'une motion de censure contre Mariano Rajoy, multiplie les prises de position symboliques destinées à plaire à la gauche. Ainsi, Pedro Sánchez entend expulser le corps du général Franco du Valle de los Caídos, monument imposant situé non loin de Madrid. Louis de Bourbon devra donc livrer une importante bataille juridique pour défendre le repos de son grand-père maternel.

Une méchante rumeur prête des intentions moins nobles à don Luis, accusé d'avoir accepté cette charge fort lucrative pour assurer son confortable train de vie. Quoi qu'il en soit, ce choix semble confirmer l'ancrage ibérique de l'héritier de la maison de Bourbon. Faute de concurrent sérieux pour entretenir la flamme nostalgique de la monarchie française, les Orléans peuvent souffler ! •

Amazone d'Amazonie

Par Gabrielle Périér

Jadis la cause amazonienne était portée par le pittoresque Raoni Metuktire. Flanqué du chanteur Sting, ce chef amérindien à plateau labial et plumes sur la tête exhortait les grands de ce monde à lutter contre la déforestation. Mais à 87 ans, la mascotte est fatiguée. Dans le Nouveau Monde, les indigènes n'ont plus besoin de chaperons pop pour plaider leur cause aux antipodes. A ainsi récemment émergé un nouveau personnage emblématique de la forêt amazonienne, qui sait parler à l'Occident : Uyra Sodoma. De son vrai nom Emerson Munduruku, cette « *drag queen écolo* » baguenaude dans les villages brésiliens pour y accomplir des performances d'art contemporain. D'après le reportage enamouré que lui consacre l'AFP, ce sosie du bonhomme de la pub Cetelem « *enseigne la conservation à travers son art performatif* » grâce à son accoutrement qui se veut une « *extension colorée de la terre et de la nature* ». On lui reconnaîtra une certaine opiniâtreté : Sodoma passe deux heures à se maquiller puis à se poser branchages, feuilles et fleurs sur la tête avant de se faire photographier immergé jusqu'à la taille dans des rivières. Le tout dans des poses plus ou moins oniriques. Et ça marche ! Le site écolo américain Green Matters s'extasie : « *Les performeurs drags sont un vivier de talents. Ce ne sont pas juste des experts en maquillage ou d'habiles tailleurs : ils servent souvent d'éducateurs, mettant en lumière les problèmes de la communauté LGBTQ.* »

Des esprits chagrins s'étonneront que les fans tiers-mondistes d'Uyra Sodoma ne dénoncent pas l'appropriation culturelle dont il est coupable. LGBTQ, non-binarité et art contemporain sont en effet des notions assez peu indigènes... •



Chine : l'année du cancer

Par Gil Mihaely

Je ne suis pas un dieu de la médecine (« *Dying to Survive* », dans sa version américaine) est le succès cinéma de cet été en Chine. Sortie le 5 juillet, cette comédie dramatique caracole déjà en tête du box-office de l'année avec plus de 400 millions d'euros de recettes. Son scénario s'inspire de l'histoire vraie de Lu Yong, Chinois atteint d'un cancer qui, en 2004, a organisé depuis l'Inde un trafic de médicaments à bas prix alors interdits en République populaire.

Dans sa version cinématographique, cette histoire a été modifiée pour la rendre moralement édifiante. Cheng Yong, un petit marchand de remèdes traditionnels spécialisé dans les aphrodisiaques, découvre que son père, très malade, a besoin en urgence d'une grosse somme d'argent pour acheter un médicament. Tout cela tombe très mal, car son affaire ne marche plus. Pendant qu'il cherche une solution, un homme atteint d'un cancer lui explique que le remède dont il a besoin est produit par un laboratoire suisse et protégé par un brevet qui coûte très cher en Chine. Cet individu propose à Cheng Yong une grosse somme d'argent pour lui acheter illégalement en Inde une version générique et bon marché dudit médicament.

Désespéré, Cheng accepte le marché, met en place un trafic qui lui permet d'aider son père et fait même sa



fortune. À mesure qu'il se constitue une clientèle, il découvre l'ampleur du désespoir des malades et de leurs familles qui se saignent pour financer leurs traitements. D'homme d'affaires, Cheng devient un Robin des Bois militant en faveur d'un système de santé plus juste. Mais la police chinoise découvre son petit commerce. Pour ne rien arranger, le laboratoire suisse somme le gouvernement indien de mettre fin au trafic...

Bien produit, avec une distribution impressionnante, le film a déclenché un débat sur la santé en Chine où l'accès à certains traitements reste très difficile, d'autant que l'assurance maladie ne couvre pratiquement que les soins de base. Le sujet est sensible, mais le pouvoir semble bien accueillir la critique, voire se l'approprier. Ainsi, le Premier ministre Li Keqiang a cité le film dans un communiqué appelant les autorités régulatrices du marché chinois des médicaments à faire baisser le prix des traitements anti-cancer. •



BRONZEZ ABSURDE!

Par Basile de Koch

Un été marqué pour moi, entre Côte d'Azur et Jura, par le cinéma nonsensique. Eh ben, y a pas à dire : une heure treize au poste avec Dupieux, c'est quand même moins long qu'une heure trente-neuf à la Party de Blake Edwards – mais plus que les cinquante-cinq minutes consacrées par Arte à Ephraïm Kishon. Rien à voir ? C'est bien ce que je dis.

PARTY FINE CHEZ TÉLÉRAMA

Mercredi 18 juillet

Reprise de *La Party* (1968). Par quelle magie ce redoutable nanar continue-t-il de faire l'unanimité auprès des cinéphiles cinquante ans après ? Mystère et boule puante.

Le pauvre Peter Sellers, passé au cirage, surjoue ici un Gaston Lagaffe indien qui déclenche des catastrophes en chaîne dans un cocktail mondain. Du jamais-vu (... depuis les Trois Stooges), et en même temps tellement sixties !

« *Un chef-d'œuvre cultissime* », se pâment *Les Inrocks*. « *Absurde, géométrique, implacable comme la fatalité en marche...* », décrypte dans *Télérama* un Pierre Murat extatique – qu'on a connu plus sévère avec les pignolades.

Mais ici rien à voir, nous fait-il savoir : c'est un film engagé ! Au-delà des bonnes blagues, il dénonce « *le vide existentiel [...] de la société du paraître* ». Putain, j'appelle l'AFP ou je fais un tweet ?

Dans ce « *chef-d'œuvre* », donc, la forme ne le cède en rien au fond : « *Une avalanche de gags, rien que des gags : un vrai manifeste surréaliste !* » (Pardon, l'ami



Peter Sellers et Claudine Longet dans *La Party*, de Blake Edwards (1968).

Pierrot, mais dans le vrai-vrai *Manifeste du surréalisme*, je n'ai pas trouvé la queue d'un gag. D'ailleurs, il était signé André Breton.)

N'empêche, insiste l'auteur, elles sont rudement drôles, les blagues de Blake Edwards ! Et de citer, à l'appui de sa thèse, quelques moments particulièrement savoureux à son goût :

Quand, par exemple, souvenez-vous, Peter Sellers perd son mocassin – qu'il finira par retrouver, au terme de cent péripéties cocasses... sur un plateau de petits fours ! Haha !

Et puis, vous savez, ce souper fin où le maladroït, en tentant d'attaquer sa caille rôtie, l'envoie tout droit dans la choucroute d'une starlette décolorée ! Hihi !

C'est donc ça, l'idée de l'absurde que se font ceux qui n'en ont aucune idée ? Et le pire, c'est qu'ils aimeront aussi, *dans le même genre*, la dernière folie de Quentin Dupieux ! (Cf. plus bas) Mais comment peut-on ranger ainsi dans le même tiroir un vulgaire torchon et une si belle toile ? Un peu de sérieux, Messieurs !

MR. OIZO AU POSTE!

Mercredi 8 août

Vu en famille *Au poste !* de Quentin Dupieux, *starring* un Poelvoorde dont la folie naturelle s'intègre à merveille dans l'univers du réalisateur (par ailleurs musicien sous le pseudo de Mr. Oizo). Depuis *Nonfilm* (2001), irracontable comme son titre l'indique, c'est son premier opus *made in France*, après un exil nord-américain long, mais fécond (dix ans, six films).

Durant cette période, j'ai particulièrement apprécié *Rubber* (les aventures de Robert, pneu tueur en série) et *Réalité* (un riche producteur, Jonathan Lambert, accepte de financer le premier film d'horreur d'Alain

Chabat, à une seule condition : qu'il trouve dans les quarante-huit heures « *le meilleur cri de l'histoire du cinéma* »).

Mais revenons à notre nouveau mouton (à cinq pattes). « *Le pitch fait un peu pitié* », dit modestement Dupieux. Il n'en est rien, nous l'allons montrer tout à l'heure ! Ce huis clos, moins sartrien qu'alfred-jarryen, raconte l'interrogatoire d'un quidam injustement soupçonné d'un, puis deux meurtres, qui en fait ne sont que des accidents, mais hélas personne ne veut le croire, mais heureusement ce n'était que du théâtre – mais du coup ça reprend le lendemain...

Un numéro de prestidigitation fondé sur un humour absurde comme j'aime, noir et léger, lunaire et réaliste à la fois. Outre-Atlantique, c'est même ça qui a fini par manquer à notre drôle d'Oizo, du fait de la barrière linguistique : le plaisir de ciseler des dialogues sur mesure pour chacun de ses personnages – fêlés peut-être, mais français d'abord !

Et puis, bien sûr, cette bande de oufs est aussi « *un échantillon d'humanité* », comme dirait un critique sérieux. Dupieux a l'art de décliner l'absurde au premier degré jusqu'au bout de sa logique, là où le nonsense se confond d'une manière presque inquiétante avec la réalité.

L'ai-je bien défendu ? Si oui, dépêchez-vous...

Le temps que ces lignes vous parviennent, le film risque de ne plus se donner qu'au *Lucernaire* le lundi à 11 heures. Et « *en régions* », je ne peux rien promettre.

LE PEIGNE D'EPHRAÏM

Vendredi 24 août

Enfin un documentaire sur Ephraïm Kishon ! Diffusé à 22 h 45 sur Arte, certes, mais y a pas non plus écrit Kev Adams... Quant à Ferenc Hoffman, né en 1924 dans une famille juive de Budapest, il n'est devenu Ephraïm Kishon qu'au terme d'une demi-douzaine de changements de noms, généralement imposés par les circonstances.

L'ambition du jeune homme n'était pas mince : « *Être écrivain et dire la vérité.* » Il y est parvenu, et par la voie royale à mes yeux : l'humour. Il faut dire qu'il avait manifesté des dispositions précoces. À 20 ans, à peine évadé des camps, il rédige

Mein Kamm (« Mon peigne »), parodie du best-seller d'Adolf Hitler où il substitue juste les chauves aux juifs.

Résilience cyrulnikienne ? Pas seulement. Toute sa vie et partout où elle l'entraînera, de Budapest à Israël en passant par les persécutions nazies, la vie de journaliste satirique sous Staline et autres petits plaisirs, Kishon promènera le même regard distancié, ironique – mais généralement plus tendre que la réalité qu'il décrit.

Treize ans après sa mort, 40 millions d'exemplaires de ses livres, traduits en 32 langues, se sont écoulés à travers le monde – notamment en Allemagne, ce que l'auteur trouve « *savoureux* » – mais guère en France... Moi-même d'ailleurs, non germanophone par mon père (il trouvait le grec ancien plus civilisé que le boche), je n'ai connu de lui, tardivement, que les quelques livres traduits en français et encore disponibles.

Cela dit, Kishon ne fut pas seulement écrivain, comme il y avait aspiré, mais aussi journaliste, chroniqueur et cinéaste. Son premier film, *Sallah Shabati* (nommé aux Oscars en 1964), raconte la chaotique intégration dans l'Israël moderne d'un immigrant séfarade vaguement caricatural – père de famille nombreuse, analphabète et roublard.

Mais mon préféré, c'est *Der Blaumilchkanal* (1969). L'argument : un fou échappé d'un asile défonce au marteau-piqueur en plein jour Allenby Street, une des artères principales de Tel-Aviv. Tout le monde le laisse faire, pensant qu'il a reçu des ordres... jusqu'à ce que les canalisations jaillissent en canaux, inondant les rues de la ville.

Heureusement, le maire saura reprendre en main la situation ; il inaugure personnellement le *canal Allenby*, non sans vanter dans son allocution les mérites de la « Venise moyen-orientale ». Comment voulez-vous que j'ajoute une chute après ça ? •

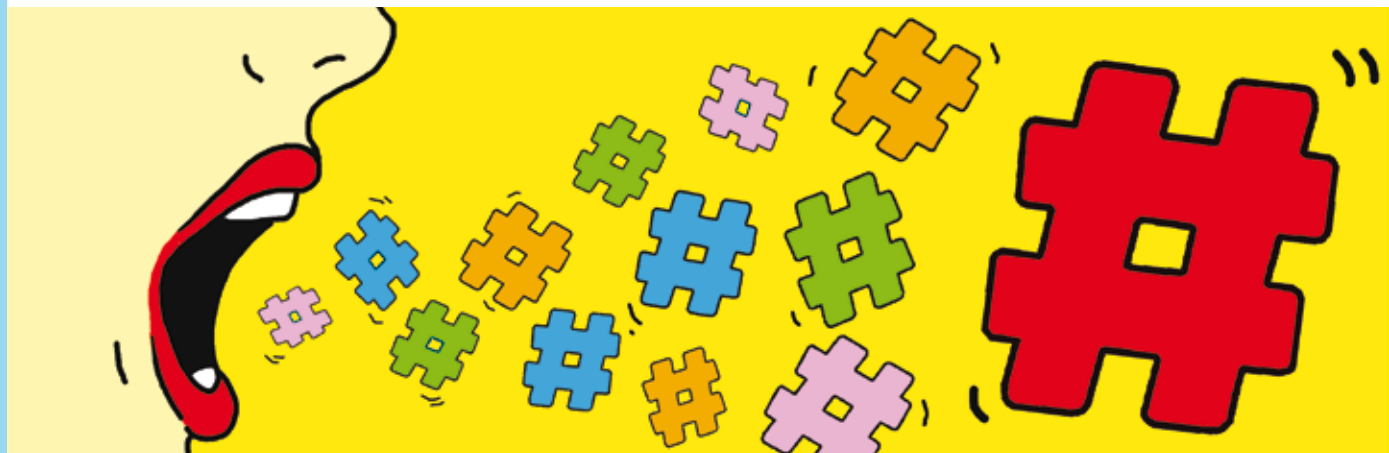


Benoît Poelvoorde et Grégoire Ludig dans *Au Poste !*, Quentin Dupieux (2018).

LA VÉRITÉ SORT DE LA BOUCHE DES FEMMES

Par Jean-Paul Lilienfeld

**Est-il bien raisonnable de laisser un cinéaste déraisonnable commenter chaque mois l'actualité en toute liberté ?
Assurément non. *Causeur* a donc décidé de le faire.**



Il y a quelques jours, je publie sur Quinquagenius et +, mon groupe Facebook pour les plus de 50 ans, une vidéo de France Info relatant le retour de manivelle subi par Asia Argento, l'une des accusatrices de Weinstein, accusée à son tour de viol et harcèlement sexuel par un jeune acteur.

Mes films témoignent de mon engagement contre les violences faites aux femmes, mais je déteste certaines facettes de #metoo : celle qui dénonce sans preuve et jette en pâture des noms au bon peuple, celle qui peopolise les victimes autant que les coupables, transformant en héroïnes des privilégiées pendant que les caissières continuent de se prendre des mains au cul sans avoir jamais les faveurs des paparazzis. De plus, la posture grandiloquente et théâtrale d'Asia, poing levé face aux photographes, genre « Je suis le Jean Moulin du féminisme, mais depuis deux semaines seulement. Avant, je pouvais pas j'avais poney », m'a passablement agacé.

Alors je pimante ma vidéo avec un brin de mauvais esprit : « *C'est ballot ça... "Quand on monte à l'arbre, il faut avoir le cul propre", ce qui en Bretagne se dit "Quand on monte au mât de cocagne, il faut avoir les braies nettes".* »

Et là, c'est le drame ! Une dame, que nous nommerons JM, me rappelle immédiatement à l'ordre : « *Vous acceptez l'utilisation de documents anonymes pour accuser les gens, elle a démenti ! Ce charmant jeune homme poursuit aussi sa famille. Il serait bien qu'il s'exprime, la police américaine souhaite le rencontrer pour son coup en douce.* »

Vous remarquerez que celle qui monte au créneau emploie comme premier argument « *elle a démenti* ». Les hommes mentent lorsqu'ils démentent, mais les femmes qui démentent sont innocentes. C'est dément non ? JPL : « *Elle a démenti, Weinstein a démenti, Kevin Spacey a démenti, Gilbert Rozon a démenti... c'est bien là le revers de #metoo. On jette en pâture des noms. Ensuite vrai ou faux, allez savoir. Je ne doute pas que Weinstein était un porc. Mais je ne sais pas ce qui s'est précisément passé avec Asia Argento.* »

JM : « *Les noms n'ont pas été jetés en pâture, les faits ont été révélés, c'est différent.* »

Depuis Daech, je me méfie de tout ce qui est révélé... Lorsqu'on dénonce un homme, on révèle. Lorsqu'une femme est dénoncée, on la diffame. Parité ?

JM : « *Les femmes ont eu elles des couilles : les*

rares qui ont communiqué le nom de leurs agresseurs ont dénoncé, nominativement, elles n'ont pas utilisé l'anonymat, elles, pour balancer leurs infos à la presse. Interrogez-vous sur l'ampleur de ces violences au lieu de pleurer sur Weinstein et ce lâche de Bennet. Bonne journée. »

À retenir :

Désigner le courage par le mot « couilles » est pour toute militante féministe qui se respecte une expression horriblement machiste. Sauf si la personne qui l'emploie en est dépourvue. Par exemple, si un castrat dit : « j'ai des couilles », n'allez pas croire que ça aurait miraculeusement repoussé ! Cela veut juste dire que ce n'est pas parce qu'il n'en a plus... qu'il n'en a pas. Ensuite, si l'on « balance » des infos à la presse à visage découvert, on dit forcément la vérité. Il est de notoriété publique qu'aucun homme politique, par exemple, n'a jamais menti à un journaliste.

Enfin, j'ai beau avoir écrit que je ne doutais pas que Weinstein soit un porc, la dame veut absolument croire que je le défends. Ce qui est bien excusable ! Comment serait-elle l'Olympe de Gougues du féminisme 2.0 si elle ne combattait qu'un homme mesuré au lieu d'un presque criminel qui prend la défense d'une ordure ?

JM : « Envoyer des photos de soi provocatrices à une personne qui vous aurait violé est une démarche inédite... »

JPL : « Donner de l'argent à quelqu'un qui vous envoie des photos provocatrices qui vous déplaisent est assez inédit aussi... Aux États-Unis la notion de viol sur mineur n'est pas du tout la même qu'en France. Ce qu'on appelle "statutory rape" peut être une relation consentie entre un adulte (à partir de 18 ans révolus) et un mineur, même s'il a 17 ans et 11 mois. Au regard de la loi américaine, Asia Argento est donc coupable votre honneur... **[smiley qui sourit]** »

JM : « Il la harcelait ! Elle lui demandait d'arrêter de lui adresser des photos de lui à poil. »

JPL : « Vous avez vu ces photos ? Si oui, envoyez-les-moi, je fais collec... »

JM : « Mon petit doigt me dit qu'il sera lui aussi bientôt dans la tourmente. La police américaine s'étonne de n'avoir aucun retour de sa part. »

JPL : « De la part de votre petit doigt ? **[smiley qui sourit]** »

C'est ici qu'un homme méritant et militant me remet à ma place : « Jean-Paul Lilienfeld ! Le sujet est devenu drôle depuis tout à l'heure ?! »

Oups ! « Faut vous dire, Monsieur / Que chez ces gens-là / On n'rit pas, Monsieur / On n'rit pas. » On sauve le monde ! J'avais déjà observé

cela lors de dialogues avec des « insoumis » hystériques. La « cause » ne saurait tolérer autre chose qu'une vertueuse indignation, quelques larmes éventuellement, mais un sourire... *vade retro !*

Requinquée, Jeanne Mouline peut donc réattaquer : « Rozon, Weinstein sont des prédateurs, tout le monde le sait ! »

JPL : « Ah bon ? "Tout le monde le sait" ? Vous savez ça comment, vous ? Vous avez assisté à des choses ? Avec les deux en plus ? Un plan à trois ? Roouoo !!! Vous êtes dans tous les bons coups vous !

C'est précisément ce genre de phrases que je trouve épouvantable, parce qu'en réalité vous ne savez rien justement. À part des rumeurs que vous avez lues, entendues. Quand Bennet poste un selfie avec Argento, ça fait de lui un suspect pour vous. Mais les actrices qui ont posé souriantes avec Weinstein et le dénoncent aujourd'hui sont toutes des victimes ?

Curieux...

Je suis certain qu'il y a des victimes de Weinstein parmi elles, mais aussi certain qu'il y a des opportunistes qui cherchent le buzz et l'argent, exactement comme Bennet. »

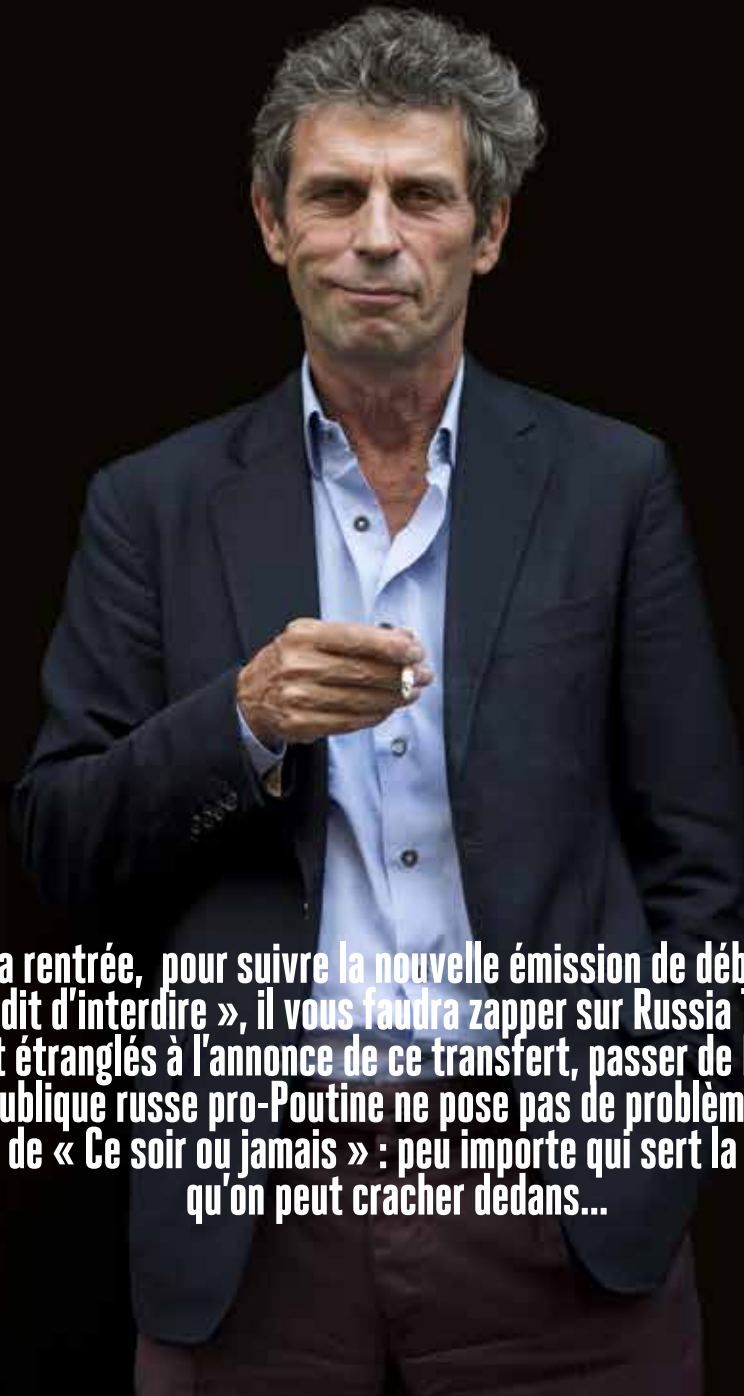
La dame ne m'a jamais répondu. Elle a quitté le groupe et m'a retiré de la liste de ses amis. Que je ne sois pas supporter inconditionnel a probablement été pour elle une grande déception. Je n'ai pas eu le temps de lui révéler que parmi les actrices que j'ai vues dénoncer Weinstein à la télé, une m'avait « entrepris » d'une manière plus qu'ambiguë dans un festival après le succès de *La Journée de la jupe*. Ses yeux criaient « braguette », mais j'entendais « donne-moi un rôle ».

Pas eu le temps non plus de lui raconter la fois où une autre actrice, qui a pris d'héroïques positions contre Harvey dans la presse, avait appelé le monstre devant moi quelques années plus tôt, pour lui demander un service. Et bien d'autres anecdotes qui me conduisent à la prudence concernant ce hashtag. Parce que pendant qu'une actrice (journaliste, chanteuse...) un peu inconnue, à qui un gros lourd avait dit avec concupiscence qu'elle avait « de gros nichons », connaissait une gloire éphémère en appelant l'imbécile « mon bourreau », il n'y avait toujours personne pour aller interviewer les caissières cédant aux avances des chefs de rayon par peur de perdre le seul revenu du foyer monoparental... Aucune secrétaire meurtrie retirant ses lunettes de soleil pour le *photo call*. Pas de femme de ménage ayant appris à travailler sans jamais tourner le dos... •

FRÉDÉRIC TADDEÏ

« JE ME FOUS D'ÊTRE PAYÉ PAR POUTINE ! »

Propos recueillis par Daoud Boughezala,
Elisabeth Lévy et Gil Mihaely



À partir de la rentrée, pour suivre la nouvelle émission de débats de Frédéric Taddeï « Interdit d'interdire », il vous faudra zapper sur Russia Today. Si les bons esprits se sont étranglés à l'annonce de ce transfert, passer de France télévisions à une chaîne publique russe pro-Poutine ne pose pas de problème déontologique à l'ex-animateur de « Ce soir ou jamais » : peu importe qui sert la soupe du moment qu'on peut cracher dedans...

Causeur. Au moment de signer à Russia Today (RT), où vous animerez du lundi au jeudi l'émission « Interdit d'interdire », vous êtes-vous demandé si ça vous gênait d'être payé par Poutine ?

Frédéric Taddeï. Je me fiche complètement de qui me paye du moment qu'on me laisse libre de faire ce que je veux, d'inviter qui je veux et de parler de ce que je veux. Vous savez ce que disait Pierre Lazareff à ses journalistes ? « *Acceptez tous les cadeaux et crachez dans la soupe.* »

Vous vous apprêtez donc à cracher dans la soupe...

À ma manière, oui. Quand je ferai un débat sur la Russie, j'inviterai des pro-Poutine, ce que je faisais déjà dans « Ce soir (ou jamais !) » et sur Europe 1, et que mes collègues ne font pas, et des anti-Poutine, qui auront donc tout loisir de s'exprimer librement sur RT.

N'empêche, vous faites partie du plan com de Poutine...

Moi, j'ai plutôt l'impression que c'est l'unanimité

de façade qui règne chez nous qui fait partie du plan de com de Poutine, et pas seulement en France. RT America est de plus en plus regardée aux États-Unis. Larry King, l'ex-intervieweur vedette de CNN, y travaille depuis cinq ans. De célèbres journalistes américains de gauche y animent des talk-shows, comme Chris Hedges, lauréat du prix Pulitzer 2002, qui est très anti-Trump, ou Ed Schultz, qui vient de mourir, mais qui soutenait ouvertement Bernie Sanders et l'a invité à plusieurs reprises pendant la primaire démocrate, alors que le reste des médias préférait Hillary Clinton.

Russia Today n'est pas simplement un média public comme France 3, mais un média gouvernemental, voire présidentiel. Ses journaux télévisés relèvent-ils de l'information ou de la propagande ?

RT s'est installée aux États-Unis, en Europe et dans le monde arabe pour faire entendre un autre son de cloche. Comme l'a dit Andreï Kortunov, le directeur du Conseil russe pour les affaires internationales, rapporté par *Le Monde diplomatique*, que j'adore →

L'ART DU SCEPTICISME

Par E.L, D.B, G.M

Il est l'un des plus fins arbitres des élégances culturelles de notre pays. Et qu'on aime ou pas, l'un des plus légitimes, si on considère qu'avec « Ce soir (ou jamais !) », il est entré dans les annales de la télévision aux côtés de Pivrot et de Chancel. Et qu'il a affiché durant dix ans – dont cinq en quotidienne – des audiences plus qu'honorables en invitant des intellectuels et des artistes. Le tout, précise-t-il non sans coquetterie, sans jamais avoir prononcé, à propos d'un livre ou d'un disque, le mantra qui rythme les émissions de Ruquier, Ardisson ou Drucker : « Achetez-le ! »

Frédéric Taddeï semble traverser l'existence avec la même distance ironique, quoique bienveillante, que celle avec laquelle il animait « Ce soir (ou jamais !) ». Certes, il a des opinions et plus encore des goûts et des enthousiasmes. Mais il tient pour une sorte de politesse de ne pas les imposer à ses interlocuteurs. Quand on reçoit, le scepticisme est un devoir. Même quand il convie le téléspectateur à voir un tableau avec lui, comme il le faisait dans les délicieuses vignettes de « D'art d'art » (dont il a été débarqué par France 2), il n'est pas du genre à partager ses émois.

Quoiqu'il n'ait jamais professé d'engagement politique ou partisan, beaucoup lui prêtent des opinions sulfu-

reuses. Ne serait-il pas crypto-indigéniste ou vaguement islamiste, lui qui a fait la notoriété d'Houria Bouteldja et contribué à celle de Tariq Ramadan ? Cet éclectisme ne cacherait-il pas plutôt une complaisance ? D'autant que, pour aggraver son cas, Taddeï refuse de renier publiquement son ami Nabe, condamné à la mort sociale pour antisémitisme. Un crime impardonnable pour tous ceux qui considèrent que sortir de sa zone de confort idéologique relève de la trahison.

Ces bons esprits – dont beaucoup, cependant, n'auraient pas jusqu'à refuser une invitation à « Ce soir (ou jamais !) » – ont certainement trouvé dans la nouvelle du départ de Taddeï à Russia Today de quoi confirmer leurs sombres intuitions. En plus du reste, il est poutinien ! On le savait. En vrai, mieux vaut qu'il continue à dissimuler ses idées, car on découvrirait peut-être qu'il est affreusement modéré, peut-être même macroniste.

Je l'avoue, pour ma part j'hésiterais à accepter un emploi payé par le pouvoir russe (que nul ne m'a proposé). Mais quand l'intéressé explique en substance qu'il vaut mieux être libre sur RT que sous surveillance sur France 2 ou ailleurs, l'argument se tient. On jugera sur pièces. En attendant, il est rageant que, dans un paysage audiovisuel qui s'enivre du mot « diversité », nul n'ait songé à proposer une émission à cet animateur chevronné. Au moins peut-on se réjouir que la tolérance ait encore une maison en France. Même si elle est russe. •

citer : « *L'enjeu [pour RT] n'est pas tant de promouvoir les positions de la Russie que de mettre en doute l'univocité des positions occidentales, de relativiser l'interprétation occidentale des événements.* » Voilà, ça s'appelle la mondialisation, nous sommes en concurrence avec le reste de la planète, y compris sur le plan de l'information. Mais nous restons persuadés d'être les seuls à faire de l'« information » et que les autres font de la « propagande ». Vous y croyez, vous ? Vous croyez vraiment que nos médias à nous sont « sans opinion » ?

«Aujourd'hui, on regarderait de Gaulle comme on regarde Poutine.»

Certes, l'information est sans doute très idéologique en France, notamment dans le service public de l'audiovisuel – c'est ce qu'on appelle la bien-pensance ou le conformisme. Mais il y a une sacrée différence entre cela et la propagande, voire la manipulation façon *Pravda*, non ?

La propagande, c'est toujours les autres. Comparer RT à la *Pravda* relève autant de la manipulation dont vous parlez que de comparer les JT de France Télévisions à ceux de l'ORTF. Par bonheur, nous nous sommes tous beaucoup améliorés. Mais qui peut se targuer de faire du journalisme objectif et impartial ? L'information, c'est un discours sur le réel en train de se faire. C'est forcément influencé par notre culture, nos préjugés, nos intérêts, ou le camp auquel on appartient.

En somme, il n'y a pas de vérité. À ce compte-là, pourquoi ne pas donner la parole aux créationnistes (ou aux négationnistes) à égalité avec les darwiniens ?

Vous confondez les vérités objectives, comme les vérités scientifiques, qui peuvent se démontrer, et les autres, qui sont forcément subjectives. Quand on est dans le domaine de la subjectivité, il faut bien admettre que plusieurs vérités différentes peuvent coexister. C'est d'ailleurs le sujet d'une célèbre pièce de Pirandello, *À chacun sa vérité*.

Et la vérité sur l'utilisation des gaz de combat en Syrie ?

C'est tout à fait démontrable. Il suffit d'avancer des preuves. J'ai animé un débat sur ce sujet sur Europe 1. Le problème, c'est que les êtres humains préfèrent souvent croire ce qui les arrange. Quant à moi, en bon animateur de débat, je suis resté neutre.

Pirouette ! Mais vous ne pensez pas qu'il y a une ou des façons plus vraies que d'autres ? La recherche de la vérité qui, contrairement

à ce que vous dites, a toujours été aussi l'affaire des philosophes est-elle dénuée de tout intérêt ?

Elle n'est pas du tout dénuée d'intérêt, mais qui peut se vanter de la détenir ? Pas moi en tout cas. Cela dit, je ne suis pas un journaliste de terrain, je ne fais pas d'enquêtes. Je ne présente pas non plus le JT. Je fais des interviews. J'anime des débats. Je donne la parole à tout le monde. Je ne tranche pas.

En somme, pour vous, il n'y a aucune différence entre RT, France 24 ou CNN ?

Oh, moi, vous savez, je ne regarde jamais la télévision. Pour ne pas être influencé ! Mais j'imagine qu'il y a autant de différences qu'entre le point de vue d'un Russe, d'un Français et d'un Américain. Sur la démocratie, par exemple, nos conceptions ne sont pas les mêmes. C'est normal, les Russes ne la connaissent que depuis une petite trentaine d'années. Vous remarquerez du reste que notre propre conception de la démocratie a évolué avec le temps. La ségrégation raciale a régné aux États-Unis jusqu'au milieu des années 1960, l'Amérique se considérait pourtant comme la plus grande démocratie du monde. La France, jusqu'en 1944, vivait sous apartheid, les femmes n'avaient pas le droit de vote, on appelait ça quand même une démocratie. Sous le général de Gaulle, il n'y avait pas de journalisme d'investigation, l'ORTF lui était réservée, il savait à l'avance les questions qu'on allait lui poser. Et on ne lui parlait jamais de la Françafrique, ni d'Elf, ni des contrats d'armement, ni des mallettes de billets venus de l'étranger, ni des fonds secrets, ni des polices parallèles, ni du financement de la vie politique. Aujourd'hui, on appellerait ça une démocratie autoritaire. On le regarderait comme on regarde Poutine...

Vous semblez assumer une forme de relativisme, comme s'il était la condition de votre liberté. Peut-on dire que pour ne pas être aveuglé par vos jugements, vous vous efforcez de ne pas en avoir ?

J'essaye de ne pas être manichéen, d'avoir de l'humour et du recul. Le recul historique et le recul géographique sont deux conditions indispensables, à mon avis, pour ne pas dire trop de conneries.

Cela étant, il ne vous déplaît pas de choquer ou d'énervier. La perspective d'un petit scandale a-t-elle pesé sur votre choix ?

C'est vrai que toutes les théories du complot que l'on entretient chez nous sur les Russes et sur RT m'amusent plutôt. D'autant plus que ce sont eux qui sont censés être complotistes, pas nous ! Alors, oui, je le reconnais, mon côté transgressif y trouve son compte.

Abandonnons votre procès en poutinisme. Comme vous l'avez souligné, « la question que l'on devrait se poser, c'est pourquoi, en France, en 2018, il faut aller sur une chaîne



La 100^e de l'émission « Ce soir (ou jamais !) » sur France 2, juin 2007.

russe pour pouvoir animer une vraie émission culturelle, avec de vrais débats, comme à l'époque de "Ce soir (ou jamais !)" ». Vous avez une réponse simple ?

Je crois que les responsables de la télévision française sont persuadés que les gens intelligents ne regardent plus la télé, qu'ils sont partis sur internet, et qu'il faut faire de la télé pour ceux qui restent : les crétins, enfin ceux qu'ils considèrent comme tels, et les enfants en bas âge. C'est assez triste.

Au lancement de « Ce soir (ou jamais !) », en 2006, vous déclariez déjà à *Libération* : « L'émission culturelle, c'est en train de devenir la sidérurgie lorraine de la télévision. » Nous y sommes ?

À l'époque, le service public lançait tous les ans une nouvelle émission culturelle et, comme elle n'intéressait pas assez de monde, la programmait de plus en plus tard, avant de l'abandonner. Quand la direction de l'époque m'a proposé d'animer « Ce soir (ou jamais !) », une émission quotidienne, en direct, elle voulait en faire une émission à succès, mais aussi une émission qui parierait sur l'intelligence des téléspectateurs, une émission dont on parlerait et pas seule-

ment entre cultureux. En cas d'échec, m'avait-on dit, le risque était grand que plus personne n'essaye. Par chance, ça a marché. L'émission a duré dix ans. Mais, depuis qu'on l'a arrêtée, force est de constater que plus personne n'essaye, comme pour la sidérurgie lorraine.

Mais CSOJ était surtout une émission de débats et de polémiques, non ?

Non, pendant les cinq ans où elle était quotidienne, je recevais aussi des acteurs, des cinéastes, des écrivains, des intellectuels pour parler de leur travail. Et ça marchait très bien.

Si « Ce soir (ou jamais !) » cartonnait, pourquoi l'a-t-on déprogrammée ?

Pendant toute son existence, l'émission attirait autour de 700 000 téléspectateurs. Pour une émission aussi « intello », c'était beaucoup. Quelques mois avant de l'arrêter, on l'a retardée d'une heure, histoire de dire qu'elle était usée et qu'il était temps de la remplacer. Mais la vraie raison, c'était la volonté de niveler par le bas. Comme on pense que les gens intelligents ne regardent plus la télé, on se dit qu'il faut éviter de faire fuir ceux qui restent avec des choses considérées comme trop compliquées. D'où le gâchis auquel →

on assiste. Car les téléspectateurs sont beaucoup plus exigeants qu'on ne le croit. Même ceux qui se contentent de regarder des jeux et des fictions et vont se coucher ensuite sont fiers de les regarder sur le service public, parce qu'ils savent qu'un peu plus tard il y a des émissions comme « Ce soir (ou jamais !) ». C'est même pour cela qu'ils regardent France 2 et pas TF1.

Dans les grands médias, la « dictature de l'audimat » cède parfois devant la pesanteur idéologique : c'est ainsi qu'on vire Zemmour qui cartonne en audience. N'avez-vous pas été victime de cela ?

Je ne crois pas. J'ai quand même fait l'émission culturelle la plus longue de l'histoire de la télévision française : 650 numéros contre 625 pour « Apostrophes ». J'ai été soutenu et choyé pendant dix ans par la direction de France Télévisions. Je n'ai pas de quoi me plaindre. Mais c'est vrai que la télé aime de moins en moins les débats et les contestataires. Elle a tendance à en avoir peur. Elle a tort. Dans une démocratie, c'est signe de bonne santé. L'unanimité, en revanche, même de façade, ça n'est jamais très bon.

Faisons-nous les avocats du diable. L'émis-

sion culturelle, qui a connu son heure de gloire dans les années 1970-1980, est peut-être un genre usé...

Même si je me suis toujours réclamé de Jacques Chancel et de Bernard Pivot, qui invitaient eux aussi des contestataires et des infréquentables, « Ce soir (ou jamais !) » ne ressemblait ni à « Apostrophes » ni au « Grand Échiquier ». Tous les débats qui ont traversé la société française pendant dix ans y ont été traités et, pour une fois, pas par des politiques ou des journalistes. C'était l'actualité vue par la culture. Les émissions culturelles ne sortent pas toutes du même moule. On peut en inventer de nouvelles. Moi, vous savez, je ne suis pas du tout nostalgique de cette époque de ma vie, pas plus que du temps de « Paris dernière », d'*Actuel* ou de Radio Nova. J'ai beaucoup aimé faire ça, j'en suis très fier, mais je suis passé à autre chose. Je ne suis pas conservateur.

Le déclin de la culture à la télévision s'explique peut-être aussi par la crise de la culture elle-même. Menacés d'être supplantés par les universitaires, les journalistes et les célébrités, nombre d'écrivains et artistes se sont mis à leur ressembler. Résultat, les chefs-d'œuvre sont rares. N'avez-vous



pas peur de manquer de combattants pour s'affronter ?

Beaucoup de gens pensent en effet qu'on ne vit pas une époque particulièrement flamboyante dans le domaine artistique, mais les années 1970-1980 auxquelles vous venez de faire allusion n'étaient pas considérées non plus comme flamboyantes, et pourtant...

À cela, il faut ajouter que le système médiatique, qui fixe la valeur des artistes et écrivains, sacre des impostures. Certaines carrières ne s'expliquent que par le conformisme : je ne sais pas quel « influenceur » a commencé à dire que Christine Angot était un grand écrivain, mais il a été suivi et aujourd'hui, tout le monde le croit vraiment. Comme elle. (Aussi n'est-elle pas un imposteur.)

Cela a toujours été le cas ! On s'en plaignait déjà au XVIII^e siècle. En 1778, quand Voltaire est revenu à Paris à l'âge de 85 ans, son retour a suscité un engouement spectaculaire. Son buste a été couronné à la Comédie-Française, une actrice a récité des vers en son honneur, on a parlé de « sacre » du philosophe, de « prestige des lettres ». Or, au même moment, Volange, un acteur comique, remportait un succès encore plus grand sur les boulevards avec une pièce dont le gimmick était : « Est-ce que c'en est ou est-ce que c'en n'est pas ? » ; sous-entendu de la merde en train de lui tomber dessus. La célébrité n'était donc pas réservée aux purs esprits, comme on l'imagine, elle récompensait également des comiques populaires, des imposteurs, les people de l'époque, ce qui posait déjà la question de sa légitimité.

En tout cas, on a plus retenu de CSOJ les

« Il y a des opinions qui sont des délits. Il n'y a pas à revenir là-dessus. »

chocs spectaculaires – appelés « clashes » dans le jargon des médias – que les discussions profondes avec des écrivains ou des cinéastes.

De même qu'on a retenu le jet de cendrier dans « Droit de réponse » et l'ivresse de Charles Bukowski dans « Apostrophes ». C'est comme ça, la télévision, c'est injuste. Certains voudraient faire croire aujourd'hui que je n'invitais que des nazis et des négationnistes. Que voulez-vous que j'y fasse ? CSOJ, c'était le plus grand turnover qu'on ait jamais vu dans une émission de débat. Ceux que j'ai le plus souvent invités, comme Jacques Attali, Michel Maffesoli, Alain Finkielkraut ou Emmanuel Todd, ne sont venus qu'une vingtaine de fois en dix ans. Et, même s'il y a eu des débats

assez intenses, jamais personne n'a quitté le plateau. Les gens acceptaient de discuter. Ils s'écoutaient, se répondaient. Ils ne se caricaturaient pas eux-mêmes, comme on peut le faire facilement à la télé.

Ça arrive aux meilleurs... On vous a pourtant reproché d'inviter des caricatures. Patrick Cohen vous avait publiquement apostrophé en vous accusant de convier des « cerveaux malades » dans vos émissions, à savoir Dieudonné, Marc-Édouard Nabe, Alain Soral et Tariq Ramadan. Comprenez-vous cette polémique ?

Oui, bien sûr, mais pourquoi s'arrêter à ces quatre-là ? Il faudrait allonger la liste. Il y avait aussi tous ceux qui me reprochaient d'inviter Alain Finkielkraut, ou Natacha Polony, ou Emmanuel Todd, ou Jacques Attali, ou Stéphane Hessel, ou Marie-France Garaud, ou Élisabeth Lévy, ou François de Closets... Et Bruno-Roger Petit, qui n'était pas encore porte-parole de l'Élysée, me reprochait sur Twitter d'inviter des économistes libéraux et de vouloir la mort de la social-démocratie. Il y avait ceux qui me reprochaient d'inviter des sarkozystes et ceux qui me reprochaient d'inviter des anti-sarkozystes, même chose pour Hollande une fois qu'il a été au pouvoir. Et c'était à peu près pareil sur tous les sujets. Si j'avais écouté tout le monde, je n'aurais plus invité personne. C'est d'ailleurs ce qui arrive aujourd'hui. On n'invite plus personne. On prend des chroniqueurs et on les fait débattre entre eux. Moi, ma politique était simple, si on trouvait leurs œuvres dans le commerce, je pouvais les inviter. Sinon, non. Je n'allais tout de même pas me montrer plus sévère que le ministre de l'Intérieur...

Patrick Cohen avait dressé une petite liste de « cerveaux malades », dont certains vous reprochent de ne plus avoir le courage de les inviter !

Vous voyez, ça continue. On me reproche toujours quelque chose.

Soral, le réinviteriez-vous aujourd'hui ?

Soral a été invité trois ou quatre fois dans « Ce soir (ou jamais !) » en tant qu'auteur d'extrême droite dans des débats portant sur l'extrême droite. Je ne suis pas sûr que l'on trouve encore ses livres en librairie. Il fait surtout des vidéos, non ? En plus, il est condamné toutes les semaines.

Votre nouvelle émission s'appelle « Interdit d'interdire ». Dans CSOJ vous avez toujours dit que la limite, c'était la loi, mais quelles sont les vôtres ? Toute parole doit-elle pouvoir s'exprimer ou faut-il en censurer certaines ?

Il y a des opinions qui sont des délits. Il n'y a pas à revenir là-dessus. Mais encore faut-il que ces opinions soient énoncées publiquement et qu'elles tombent →

sous le coup de la loi. Il y a des tas de gens qui, à tort ou à raison, ont une sale réputation. Vous me parlez de ceux que l'on accuse d'être antisémites, mais il y a aussi tous ceux que l'on accuse d'être anti-Arabs, ou homophobes, ou de ne pas aimer les Noirs, ou de racisme anti-Blancs, ou d'être sexistes... Pourquoi interdire les uns et pas les autres ? Tout ce que je peux vous dire, c'est que si quiconque avait tenu sur mon plateau des propos répréhensibles, je l'aurais viré illico. En dix ans, cela n'est jamais arrivé.

S'il est arrivé qu'on demande votre tête (en vingt-cinq ans de télé, c'est un minimum), ce n'est pas tant pour les opinions qu'on vous prête (ici, nous vous soupçonnons de modération bon teint), que parce que vous invitiez ces infréquentables. Au-delà des vicissitudes de « Ce soir (ou jamais !) », vivons-nous une ère de danger pour l'esprit pluraliste, donc pour la liberté de parler et de penser ?

Tout y concourt, en effet : les attentats, le vote Le Pen, les migrants, l'affaire Weinstein, l'affaire Benalla, le conspirationnisme dans tous les azimuts... Sur les réseaux sociaux, où l'on oublie souvent de faire dans la nuance, ce sont les fanatiques qui donnent le ton. Ils ne sont pas nombreux, mais ils sont persuadés qu'ils représentent le peuple ; et comme les médias mainstream sont obsédés par les réseaux sociaux, ils ont tendance à les croire. Résultat, le soi-disant tribunal populaire fait régner la terreur, les journalistes sont systématiquement assimilés à ceux à qui ils tendent un micro, plus personne n'ose rien dire, les chaînes de télévision ont peur de leur ombre, l'unanimité règne et moi je vais faire une émission sur RT que j'appelle « Interdit d'interdire », histoire de renouer avec une certaine tradition française de la liberté...

« Ce n'est pas une époque facile pour les humoristes, ni pour les avocats, ni pour les libertaires. »

Le goût de la discorde civilisée a-t-il déserté les consciences ? On adore la différence et on abhorre la divergence.

En fait, je ne crois pas. Les Français, en dehors des réseaux sociaux, ont envie de débats, de nuances, de réflexion. Jamais personne dans la rue ne m'a dit « vous ne deviez pas parler de ça » ou « vous ne devriez pas inviter untel ». Au contraire.

Prenons l'exemple de la « révolution #me-too » et de #balancetonporc. Auriez-vous pu aller contre le sens du vent ?

C'est encore très difficile d'en discuter. Trop d'émotions. Comme l'historienne féministe américaine

Joan Scott l'a reconnu récemment dans *Libération* : « Dans le climat actuel de #MeToo, les accusateurs ont tout le pouvoir. » Lors du débat sur #balancetonporc que j'ai animé à l'époque sur Europe 1, j'avais invité quelqu'un qui avait écrit à peu près la même chose, mais, au micro, face à deux militantes féministes particulièrement remontées, il s'est tu. L'écrire sur un blog était une chose, le dire sur une radio grand public en était une autre. Il risquait d'être mal compris, de voir ses propos déformés ou mal interprétés, d'être rangé du côté des violeurs, comme c'est arrivé peu après à Catherine Deneuve.

Au cours des nombreux débats que vous avez consacrés au féminisme et aux rapports hommes-femmes, aviez-vous vu venir ce mouvement de fond ?

L'affaire Weinstein est un cas typique de retournement de ce que l'on appelle l'opinion publique. Je me souviens de l'avocat Thierry Lévy contestant dans « Ce soir (ou jamais !) » les chiffres du viol que venait d'avancer une militante féministe, sous prétexte qu'ils étaient gonflés par rapport aux chiffres de la préfecture de police, et d'un autre débat où la plupart des jeunes femmes présentes sur le plateau, des intellectuelles et des artistes, se moquaient ouvertement du discours victimaire des militantes associatives que j'avais invitées. Avec #balancetonporc, tout cela est devenu impossible. Le féminisme victimaire a pris sa revanche. Dans la partie de cartes idéologique, c'est lui qui a les atouts désormais. Mais, maintenant qu'on a pris conscience de quelques dénonciations calomnieuses, que les accusateurs, comme l'a dit Joan Scott, ont tout le pouvoir, que les droits de la défense ne sont pas respectés, et que certaines plaignantes emblématiques, comme Asia Argento ou Avital Ronell, se retrouvent accusées à leur tour, l'opinion publique peut de nouveau se retourner. Rien n'est jamais définitif, dans ce domaine comme dans les autres. On en revient à notre conversation sur la démocratie.

N'êtes-vous pas frappé par l'esprit de sérieux de notre époque sur ces sujets ? Que l'on puisse évoquer l'écriture inclusive sans hurler de rire est désolant : c'est le règne du premier degré.

Là encore, tout dépend des points de vue. Vous, c'est l'écriture inclusive. Moi, ce serait plutôt la chasse au burkini de l'été 2016. Sur les plages où, quarante ans plus tôt on arrêtait les nudistes, les mêmes flics, envoyés par la même mairie, arrêtaient une femme sous prétexte qu'elle était couverte de la tête aux pieds. Et tout le monde se dressait contre cette grave atteinte à la laïcité, oubliant qu'en France on a encore le droit de s'habiller comme on veut, y compris sur une plage, et que c'est l'État qui doit être laïque, pas les individus. Quand j'étais adolescent, on était sérieux quand



Xenia Fedorova, présidente de RT France, janvier 2018.

on parlait politique et on rigolait quand on parlait de religion. Aujourd'hui, c'est l'inverse.

Vous avez raison, c'est très amusant. Et ce n'en était pas moins une offensive concertée. Et puis, aucun bouffeur de burkini n'a pris les armes. Dans notre pays bouffeur de curés, il y a certains sujets sur lesquels on ne peut plus rire... ou alors très dangereusement !

Ce n'est pas une époque facile pour les humoristes, je vous l'accorde, ni pour les caricaturistes, ni pour les avocats, que l'on confond de plus en plus avec leur client, ni pour les libertaires, ni pour les animateurs de débats à la télé... Mais je suis plutôt optimiste de nature, j'ai confiance en ce pays, je pense que ça reviendra.

Vous commencez mi-septembre. Russia Today est-elle installée dans un bunker derrière l'ambassade de Russie ? Y a-t-il des gens du KGB pour vous surveiller ?

Nous sommes juste entre Canal + et TF1, presque

en face du nouvel immeuble d'Europe 1 où j'anime également une émission hebdomadaire, le dimanche matin. Tout est très chouette, très design, très joliment meublé. Les toilettes sont dignes d'un hôtel cinq étoiles, ce sont les plus belles que j'ai vues en vingt-cinq ans de télé. En plus, c'est une chaîne où l'on dirait qu'il n'y a que des femmes. Toutes jeunes et souriantes. Ce sont elles qui font tourner la boutique. Et toutes françaises, à part Xenia Fedorova, la directrice, qui n'a que 37 ans. Bosser pour une fille qui s'appelle Xenia, vous ne trouvez pas que c'est le rêve ?

En somme, le pouvoir russe est un meilleur patron que le contribuable français ?

Je vous dirai ça quand je me ferai virer (rire). Si je me fais virer ! •

En France, RT est accessible sur la box de Free ainsi que sur Fransat. La chaîne est en négociation avec les autres opérateurs. Par ailleurs, on peut la voir à partir de son site internet (<https://francais.rt.com/>) et sur sa chaîne youtube (<https://www.youtube.com/user/rtenfrancais>).

JEREMY CORBYN

LE TRAVAILLISME DES IMBÉCILES

Par Jeremy Stubbs

Au Royaume-Uni comme ailleurs, le nouvel antisémite est d'extrême gauche et se proclame l'ami de tous les musulmans. Face à cette vague judéophobe, le chef du Parti travailliste Jeremy Corbyn fait preuve d'une indulgence coupable.

Cette année, nous ne fêtons pas seulement le cinquantenaire des simagrées du Quartier latin, mais aussi celui de la publication d'un roman marquant du grand écrivain et militant « anglo-juif », Emanuel Litvinoff¹. *The Man Next Door*² (« L'homme d'à côté ») dresse le portrait de l'antisémite typique de cette époque – celle du *swinging London* – dans toute sa splendeur pathologique. Blanc, conservateur, nostalgique de l'empire perdu, ce petit-bourgeois raté projette sa médiocrité, sa haine et jusqu'à son insuffisance sexuelle sur son nouveau voisin, un juif originaire du quartier pauvre de l'est de Londres (le fameux et malfamé East End) dont l'installation dans une banlieue paisible, plutôt chic, a été rendue possible par sa réussite dans le commerce des fourrures. Aujourd'hui, ce portrait classique a perdu de son actualité. L'antisémite de notre époque est plutôt d'extrême gauche et se proclame l'ami de tous les musulmans, depuis les habitants des banlieues de nos villes occidentales, victimes du racisme des méchants Blancs, jusqu'aux islamistes présentés comme de braves soldats anticoloniaux, en passant par les Palestiniens qui – quels que soient leurs griefs véritables – sont instrumentalisés dans une lutte manichéenne contre le capitalisme. Ce nouvel antisémite ne connaît pas la honte, se croyant totalement justifié sur le plan moral, et, au Royaume-Uni, s'abrite au sein des mouvements

de l'ultra-gauche qui soutiennent le leader actuel du Parti travailliste, Jeremy Corbyn, dont l'indulgence relative semble bon gré mal gré cautionner les délires judéophobes les moins excusables.

La triste saga commence en 2016 lorsqu'un certain nombre d'incidents, y compris des remarques controversées sur l'Holocauste par Ken Livingstone, ancien maire travailliste de Londres et doyen de la gauche dure, lèvent le voile sur une sous-culture franchement antisémite, non pas parmi les parlementaires travaillistes, mais au niveau de certains adhérents et groupuscules qui font partie intégrante du socle de M. Corbyn³. À partir de ce moment, tous les efforts de celui-ci pour mettre fin à cette histoire n'ont pour effet que de la relancer de plus belle. En avril 2016, il constitue une commission d'enquête interne qui conclut en juin qu'il n'y a pas vraiment de problème antisémite au sein du parti. Pas plus tard que le mois de juillet suivant, celle qui a présidé à cette commission, une avocate de renom, Shami Chakrabarti, est récompensée par M. Corbyn d'un siège à la Chambre des lords. À l'occasion de la présentation publique du rapport, M. Corbyn compare implicitement les actions d'Israël à celles de l'État islamique, tandis qu'un de ses militants antiracistes accuse publiquement une députée travailliste, Ruth Smeeth, d'origine juive, d'être un agent des médias de droite, pro-Israël et anti-Corbyn. Depuis, la succession des incidents et des révélations ne tarit pas. En 2018, du mois de mars aux vacances d'été, le rythme s'accélère, entre découvertes de posts et de tweets haineux et négationnistes sur des forums pro-Corbyn, suspensions ou expulsions d'adhérents du parti, et révélations sur les accointances du leader travailliste avec les complotistes et les terroristes propalestiniens les moins fréquentables. Pour atteindre finalement un paroxysme inimaginable dans un pays civilisé et qui risque de détruire le Labour.

Choisissons quelques épisodes éclairants. Le vendredi 23 mars, on déterre un post Facebook de M. Corbyn, datant de 2012, dans lequel il console l'artiste américain, Mear One, qui vient de voir son mural, *Free-* →



Jeremy Corbyn assiste à la présentation des résultats de la commission d'enquête du Parti travailliste sur l'antisémitisme, Londres, 30 juin 2016.

dom for Humanity (« Liberté pour l'humanité »), effacé par la municipalité dans un quartier de l'East End de Londres (voir l'image). Celui qui qualifie le Hamas et le Hezbollah d'« amis » assure qu'il est en bonne compagnie, puisque Nelson Rockefeller a détruit une fresque révolutionnaire de Diego Rivera en 1934. Or, ce qui dans le mural de Mear One n'échappe à personne en 2018, ce qui saute aux yeux, c'est le recours à une imagerie antisémite et conspirationniste classique. Géné, M. Corbyn regrette de ne pas avoir « regardé l'image de plus près ». Cette capacité à ne pas être trop regardant quand il s'agit de judéophobie provoque une réaction immédiate : le lundi suivant, des manifestants, dont des députés travaillistes, se rassemblent devant le Parlement pour protester contre l'antisémitisme sous le slogan « *Enough is enough* » (« Ça suffit ! »). Et le 10 avril, le Labour Party d'Israël de suspendre ses relations historiques avec le Labour Party britannique...

Le 17 avril, la Chambre des communes est, pour la première fois de son histoire, le théâtre d'un débat sur l'antisémitisme. Parmi les témoignages de députés, trois – tous travaillistes – suscitent un émoi considérable, deux d'entre eux étant même ovationnés, fait rare au Parlement. Ruth Smeeth donne un échantillon de la campagne d'insultes et d'intimidation plus que répugnante dont elle est victime. Sa collègue, Luciana Berger, également juive, évoque les milliers de messages antisémites qu'elle a reçus – depuis qu'elle a pris la parole à la manifestation du 26 mars, elle est accusée d'être une traîtresse par des militants utilisant le hashtag #jc4pm (Jeremy Corbyn Premier ministre). Une injure fréquente est « *zio* », l'abréviation de « *zionist* », souvent accolé à « *nazi* ». John Mann, qui n'est pas juif mais qui préside le Groupe parlementaire multipartite sur l'antisémitisme depuis 2005, raconte les menaces de mort ou de viol reçues par les membres de sa famille et provenant, selon lui, de marxistes. Travailliste centriste, il s'est toujours opposé au leadership de M. Corbyn...

Sous la pression des événements, celui-ci invite des représentants des communautés juives à discuter dans son bureau des Communes, le 24 avril. Ses propositions sont jugées « *insuffisantes* » par ses invités, de plus en plus inquiets de la situation. Le lendemain, la députée Ruth Smeeth se rend à l'audience disciplinaire du militant qui l'avait traité d'agent double en 2016. Elle est escortée par une garde protectrice formée d'une quarantaine de députés travaillistes, juifs et non juifs, tandis que des manifestants d'extrême gauche crient à une campagne de dénigrement contre Jeremy Corbyn. Le militant en question sera enfin expulsé du parti deux jours plus tard. Ken Livingstone, toujours en attente d'un jugement après deux ans de suspension, démissionnera, lui, le 21 mai.

Le comité directeur du parti tentera de reprendre l'initiative en approuvant un « Code de conduite sur l'antisémitisme », mais la tentative tourne court début juillet quand le texte attire les critiques les plus véhémentes de la part des députés travaillistes et de la communauté juive. Le 16 juillet, 68 rabbins publient une lettre ouverte pour faire part de leurs objections. L'enjeu de cette polémique est la définition de l'antisémitisme proposée par l'Alliance internationale pour la mémoire de l'Holocauste, organisation créée par la Suède en 1998, qui regroupe 31 pays membres (dont la France et le Royaume-Uni) et 11 pays associés. Sa « *définition de travail* » comporte une déclaration générale en une phrase, assez vague, et 11 exemples d'antisémitisme qui la concrétisent et apportent de la substance. L'ensemble a été adopté officiellement par de nombreux pays et institutions (dont le Royaume-Uni et le Parlement européen, mais pas la France). Or, en incorporant l'ensemble dans leur code de conduite, les corbynistes ont apporté des modifications significatives. Quatre des 11 exemples sont noyés dans des qualifications et des gloses qui réduisent drastiquement leur acuité et leur force.

Que disent les quatre exemples ? Accuser des juifs d'être plus fidèles à Israël qu'à leur propre nation ; prétendre que l'existence d'Israël en tant qu'État représente une initiative raciste ; exiger un plus haut niveau de comportement éthique de la part d'Israël que de la part de toute autre nation ; comparer les politiques actuelles du gouvernement israélien à celles des nazis. Ces formulations préservent à raison le droit de critiquer Israël, mais leur reformulation par M. Corbyn et ses alliés est un signal manifeste pour leurs militants les plus extrémistes : notre indulgence à votre égard est intacte. Le 17 juillet, Margaret Hodge, ex-ministre de Tony Blair, juive, affronte le leader de son parti dans les couloirs du Parlement : « *Tu es un raciste et un antisémite.* »

Comment expliquer ce lien indéfectible entre l'extrême gauche britannique et la judéophobie ? Certes, la vieille association entre juifs et capitalistes, donc entre anti-capitalisme et antisémitisme, est toujours à l'œuvre. Certes, la cause palestinienne, revue et corrigée par le marxisme, constitue toujours le fer de lance de l'anticolonialisme. Mais cette indulgence envers l'antisémitisme est indissociable d'une mansuétude extraordinaire envers l'extrémisme islamiste. La réponse à notre question est mathématique. Les posts datant de 2017 d'un officier municipal travailliste, depuis suspendu, sont parlants : d'un côté, Netanyahu = Hitler ; de l'autre, l'Occident est responsable pour les attentats islamistes qu'il subit. Le message implicite pour les électeurs musulmans est clair : nous sommes de votre côté, car, si critiquer l'islam est toujours raciste, critiquer les juifs ne l'est jamais. Avec M. Corbyn, l'extrême gauche n'a jamais été si proche du pouvoir, mais elle a besoin de voix.



Freedom for Humanity, fresque murale de l'artiste américain Mear One, dont Jeremy Corbyn avait pris la défense.

Elle espère les récolter auprès des communautés musulmanes du Royaume-Uni, ainsi que chez les jeunes « antiracistes ». Selon ce calcul, il y a plus de votes musulmans à gagner que de votes juifs à perdre. Ce qui empire la situation, c'est que, en faisant le sacrifice cynique des juifs, l'extrême gauche fournit des armes à l'extrême droite islamophobe. Car l'islamophobie est en marche. Le UKIP, qui remonte actuellement dans les sondages, a été relooké par son nouveau leader, Gerard Batten, sous une forme antimusulmane virulente.

À Rotherham, dans le Yorkshire, entre 1997 et 2011, à peu près 1 400 filles pubescentes ont été dressées par un réseau d'hommes pour satisfaire sexuellement les besoins de ces derniers. Les victimes étaient toutes des Blanches vulnérables, les criminels des Anglais d'origine pakistanaise. Des réseaux analogues ont été découverts dans d'autres villes. En août 2017, la députée travailliste de Rotherham, Sarah Champion, a attiré l'attention publiquement sur les origines culturelles de ce modèle très précis d'exploitation¹. Le résultat ? Un esclandre à gauche : elle s'était rendue coupable de racisme « à une échelle industrielle ». Elle a dû démissionner de son poste dans le cabinet fantôme.

Encore aujourd'hui, elle est l'objet de tellement de menaces de mort qu'elle a besoin d'une protection policière. C'est une véritable aubaine pour l'extrême droite islamophobe, Batten n'hésitant pas à attiser les haines en imputant publiquement ces mêmes crimes au Prophète lui-même.

En somme, quand l'extrême gauche essaie, au nom de l'antiracisme, d'étouffer le débat autour de ce type de scandale, elle joue le jeu de l'extrême droite qui ne demande qu'à y voir la preuve d'un prétendu complot musulman contre la nation. L'extrême droite à son tour joue le jeu des islamistes qui ne demandent qu'à voir les tensions entre musulmans et non-musulmans s'exacerber dans les pays occidentaux. Dans cet engrenage, les citoyens juifs sont les premiers boucs émissaires et l'antisémitisme le pivot qui fait tourner le mécanisme. D'où l'urgence absolue de nettoyer les écuries d'Augias du Labour. Pourtant, M. Corbyn, adoptant une posture réactive plutôt que proactive, se contente de présenter des excuses et de se proclamer l'ennemi de tous les racismes, sans rompre nettement avec un passé et des appuis qui n'ont pas du tout leur place dans un parti politique de gouvernement. Dernier reproche en date : en Tunisie, en 2014, M. Corbyn se serait recueilli sur les tombes, entre autres, des terroristes responsables des massacres de Munich de 1972.

Jeune auteur prometteur, Emanuel Litvinoff admirait le doyen des poètes anglophones, Thomas Stearns Eliot. Mais quand, après la Seconde Guerre mondiale, celui-ci laisse réimprimer d'anciens textes comportant des remarques antisémites, Litvinoff compose un poème vitupérant qu'il s'apprête à lire un jour de 1951 devant le gratin littéraire et artistique de Londres. Juste avant qu'il ne se lève, on l'informe qu'Eliot lui-même vient d'entrer dans l'auditorium. Litvinoff hésite une seconde : sa cible est un grand poète, très influent de surcroît. Il y va quand même, soulevant un tollé d'indignation. Mais quand on interroge Eliot lui-même, il répond : « *C'est un très beau poème.* » Rien de beau ne sortira de la bouche de Jeremy Corbyn. Il n'a pas le courage de se couper de ses supporters d'extrême gauche aussi gênants qu'indispensables. Pourtant le seul, le véritable antidote au racisme n'est pas une idéologie antiraciste quelle qu'elle soit : c'est le courage. •

1. En anglais, on dit *Anglo-Jewish*. Litvinoff (1915-2011) a été poète, romancier, dramaturge et militant des droits de l'homme. Ses œuvres les plus connues sont *The Lost Europeans* (1960), *Journey through a Small Planet* (1972), la trilogie *Faces of Terror* (1973-1978) et *Falls the Shadow* (1983).

2. Hodder & Stoughton, 1968.

3. Voir Jeremy Stubbs, « Antisémitisme : quelque chose de pourri au Royaume-Uni », *Causeur*, juin 2016.

4. En anglais, *sexual grooming*, littéralement « toilette sexuelle ».

L'AN PROCHAIN À LEVALLOIS

Par Sacha Frank

HYPERCACHER

Enquête de police après l'incendie d'un supermarché Hyper Cacher à Créteil, déjà ciblé par des tags antisémites, 9 janvier 2018.

Depuis la deuxième Intifada, un nouvel antisémitisme musulman sévit en banlieue, notamment en Seine-Saint-Denis. Aggravé par la montée du salafisme, ce phénomène pousse un nombre croissant de juifs à migrer vers l'ouest dans des villes où ils peuvent se regrouper. Avec la bénédiction des autorités qui ne peuvent pas garantir la sécurité de familles isolées. Reportage.

Ce n'est pas un retour aux années 1930, mais le phénomène est inquiétant : le « *nouvel antisémitisme* » qui sévit dans la banlieue de l'Est parisien oblige, chaque année, des familles juives à fuir leurs quartiers pour trouver refuge ailleurs, plus à l'ouest, parfois à quelques kilomètres de « *chez eux* », parfois en Israël, parce que leur quotidien est devenu invivable.

Insultes, intimidations, vandalisme, graffitis, parfois agressions physiques... Voilà ce à quoi sont confrontés les juifs de plusieurs villes de Seine-Saint-Denis, du Val-de-Marne et du Val-d'Oise, puisque même à Sarcelles, les relations entre juifs et musulmans, réputées jusqu'ici pour leur cordialité, commencent à se fissurer.

En effet, ce que l'on appelle nouvel antisémitisme est le fait de jeunes musulmans, comme le montrent les multiples témoignages recueillis cet été par *Causeur*. Son apparition coïncide avec la deuxième Intifada palestinienne, survenue à plus de 4 000 km de là, comme si les juifs, quel que soit leur degré d'attachement à Israël, demeuraient redevables d'événements dont ils ne sont pas responsables. Il coïncide également avec la montée du salafisme, perceptible dans de nombreuses villes de France, depuis une vingtaine d'années.

« En dix ans, la communauté a diminué de moitié, de 800 familles à 400. Les juifs partent au fur et à mesure de l'islamisation de la ville, qui a libéré la parole, témoigne le docteur David Rouah, président de la communauté de Vitry-sur-Seine (94). Quand on sort de la synagogue, on se fait cracher dessus, on nous balance des canettes, des œufs, des tomates. Motos et voitures nous klaxonnent. On nous crie "Allahou Akbar". Ici, le mal de vivre est quotidien. »

Quid des relations idylliques vantées par certains médias ? Ce médecin sexagénaire, parfait arabophone, qui soigne le président et l'imam de la mosquée, soupire : « *Quand il y a un événement politique en Israël, des musulmans s'en prennent aux juifs. Mais*

quand il se passe quelque chose en Syrie, ils ne bougent pas. Les juifs d'ici veulent déménager. Ceux qui restent, ce sont les pauvres, ceux qui n'ont pas les moyens de mettre leurs enfants dans une école privée ou de déménager. Juif et pauvre. La double peine, en somme. »

« On a pourtant vécu deux mille ans avec les Arabes au Maghreb. J'ai de bons rapports avec eux, ils sont contre les salafistes qui, disent-ils, leur causent du tort. Mais notre situation n'est pas pire que dans le 93 ou le 95, qui connaissent, eux aussi, un phénomène islamiste. »

C'est le cas, notamment, à Villepinte, où ne vivent plus que 60 à 70 familles juives, contre 150 il y a dix ans, comme l'explique le docteur Charly Hannoun, président de la communauté de la ville : « *La plupart sont partis en Israël, pour des questions de sécurité, mais aussi de foi. Ceux qui sont restés se posent aujourd'hui la question : rester ou partir ? L'antisémitisme est de plus en plus actif. Le sentiment qui domine est qu'il peut malheureusement se passer quelque chose. On n'est pas à l'abri. Notre place n'est pas ici. Mais au-delà de 50 ans, on ne décide pas d'une aliya comme ça, la réinsertion en Israël est difficile. »*

Si de nombreux juifs partent pour Israël, d'autres ne veulent pas quitter un pays dont ils se sentent pleinement citoyens. Ces « Français juifs », plutôt que « juifs de France », ne demandent qu'à vivre « *heureux comme Dieu en France* », comme dit le proverbe.

Ils vont donc s'établir plus à l'ouest, dans le 17^e arrondissement de Paris pour les plus aisés d'entre eux, ailleurs en banlieue pour les autres. Dans le 93, on fuit Saint-Denis, Villepinte, Le Blanc-Mesnil, Aulnay ou Bobigny pour s'installer au Raincy, Villemomble, Gagny, Pantin, Les Lilas... Des juifs de Sarcelles déménagent à Saint-Brice, d'autres encore choisissent Levallois, Neuilly-sur-Seine (92), Vincennes, Saint-Mandé, Charenton (94).

On le voit, les « villes-refuges » ne manquent pas. Mais le fait, justement, de parler de villes-refuges pour les juifs est en soi problématique, et démontre que la République « une et indivisible » ne l'est peut-être →



Sarcelles, 21 juillet 2014 : plusieurs commerçants juifs ont vu leurs magasins pillés et incendiés par des émeutiers durant la manifestation pro-Gaza de la veille.

plus tout à fait.

Cette condamnation au départ forcé, ce « *grand déménagement* », est connue au plus haut niveau de l'État. Le Premier ministre Édouard Philippe, qui assistait en juin dernier au 210^e anniversaire du Consistoire, déclarait : « *Il y a un terme pudique et qui à vrai dire me glace, c'est celui d'« aliyah intérieure » pour désigner ces juifs qui changent de quartiers parce qu'ils ne se sentent plus en sécurité là où ils vivaient depuis des années.* »

Mais son « *absolue détermination à lutter contre l'antisémitisme sous toutes ses formes, sur tous les fronts, sans faiblesse et sans répit, parce que nous ne pouvons pas nous résoudre à ce que la construction d'une synagogue devienne presque un acte de résistance* » ne change, pour l'instant, strictement rien à la situation. Plus qu'un malaise, les harcèlements quotidiens dont sont victimes les juifs font naître un véritable climat d'angoisse. Et un signe ne trompe pas : hormis les responsables associatifs et religieux, les personnes rencontrées pour cette enquête ont refusé d'être photographiées, même de dos, et ont demandé que leurs prénoms soient modifiés.

C'est le cas d'Évelyne, petite brune pétillante de 49 ans,

originnaire de Tunisie, qui, depuis son enfance, vit en Seine-Saint-Denis. « *Le 9-3, c'est chez moi. Je m'y sens bien. J'aime son côté populaire* », déclare-t-elle. Jusqu'au printemps 2017, Évelyne, son mari Franck et leurs trois enfants vivaient dans un joli pavillon de Romainville, ouvert sur un petit jardin, qu'ils avaient rénové et s'approprièrent à acheter.

« *On était heureux* », dit-elle. Ce bonheur prend fin en mars 2017, lorsque la maison est cambriolée en pleine nuit. « *Ce qui est bizarre, raconte-t-elle, c'est qu'ils ont tout retourné et personne ne s'est réveillé. La police pense qu'on a peut-être été neutralisés pendant notre sommeil par un gaz...* »

Deux mois plus tard, à leur retour de vacances, ils découvrent, rayés sur leur voiture les mots « *Juifs* », « *Israël* ». Malgré une crise d'angoisse, Évelyne prend son véhicule pour accompagner sa fille à l'école. Elles auraient pu en mourir. Les pneus arrière avaient été lacérés et dévissés. Le chauffeur d'un camion qui roulait derrière elles s'en est aperçu et leur a dit de s'arrêter au garage tout proche...

La peur gagne alors toute la famille. « *Qu'est-ce qu'il fallait faire ? s'interroge-t-elle encore. Attendre qu'on*

vienne nous égorger, de nuit ? Lors du cambriolage, on ne s'est même pas réveillés. Et si c'était les mêmes. Et s'ils revenaient ? » L'un des policiers chargés de l'enquête lui a dit : « Eux savent qui vous êtes, nous on ne sait pas qui ils sont. Je vous parle en tant que père de famille, pas en tant que policier. Partez d'ici, madame, fuyez, pour votre sécurité. On ne sait pas comment vous protéger. »

Du jour au lendemain, la famille abandonne son pavillon. Un avocat conseille à Évelyne de contacter la Licra. Elle n'en décolère toujours pas : « Vous savez ce qu'ils ont osé me faire ? Me faire remplir des papiers pour l'aliya ! J'étais furieuse. J'aime Israël, mais je suis d'ici, je suis française ! J'aime le 9-3. Je ne veux pas partir. » Avant d'ajouter d'une voix triste : « Et pourtant, je sais bien qu'un jour, il faudra partir. »

Après cinq mois de camping chez des parents, la ville des Lilas leur attribue un appartement dans une tour. Évelyne n'est qu'à vingt minutes à pied de son ancienne maison. Elle ne vit plus dans la crainte, mais peine à retrouver une existence paisible. La famille se sent « déracinée ». « Nous avons dégringolé socialement », dit-elle tristement.

Claude B. et son épouse ont eu très peur eux aussi. Cet ancien ingénieur à la retraite de 73 ans, né en Algérie, rencontré près de chez lui, à Villemomble, a vécu quarante et un ans à Bondy. Jusqu'en 2015. Au mois de mai, leur appartement, au premier étage d'une tour située en face du commissariat, est cambriolé en leur absence. Deux mois plus tard, à peine ont-ils ouvert leurs valises en Turquie pour quelques jours de vacances qu'un coup de téléphone les rappelle en France de toute urgence : il y a eu un deuxième cambriolage. Le modus operandi est le même, faisant penser à la police qu'il s'agit des mêmes malfaiteurs.

Sauf que cette fois-ci, des inscriptions ont été ajoutées sur un mur, tracées avec un tube de rouge à lèvres trouvé dans une armoire. « Sales juifs, vive la Palestine. » « Je dormais avec une batte de baseball au pied du lit, se souvient Claude B. Ma femme était dans un état d'anxiété très fort. Impossible de rester. Mais on ne voulait pas quitter le 93. Alors on est partis s'installer à Villemomble, un endroit tranquille. »

À eux aussi, la police a conseillé de partir : « C'est le mieux pour vous, nous, on ne peut rien faire. » Au cours du deuxième cambriolage, sa voiture avait également été volée (les clés étaient posées sur un guéridon dans l'entrée). Dix-huit mois plus tard, Claude B. reçoit un courrier du procureur lui annonçant que les deux cambriolages sont des « affaires classées ». Entre-temps, deux adolescents avaient été arrêtés au volant de son véhicule. Son avocat le convainc d'abandonner toute poursuite : « Ça va vous coûter très cher et vous n'obtiendrez rien. »

Claude B. explique que son cas n'est pas isolé : « Beaucoup de familles de Saint-Denis, Villepinte, Aulnay-sous-Bois, et même Sarcelles, se sont installées ici, dans le triangle Le Raincy/Villemomble/Gagny pour fuir l'antisémitisme. C'est un véritable exode intérieur. On envisage d'agrandir la salle communale, car presque tous les shabbats, on reçoit de nouvelles familles. »

Autre « affaire classée » : celle de Jean-Pierre S., 50 ans, directeur d'une petite entreprise de travaux publics. Sa mésaventure fait froid dans le dos. Pendant les vacances de Pâques 2017, alors qu'il est en Italie avec son épouse et leurs quatre enfants, une enveloppe est glissée dans la boîte aux lettres de son coquet pavillon. C'est son frère, passé relever le courrier, qui la trouve. À l'intérieur : une balle de 9 mm, accompagnée d'un mot : « Allahou Akbar. Vous êtes tous morts. » →

« Le quartier le plus juif d'Europe »

Si Le Raincy, Villemomble, Gagny et Épinay sont devenues les « villes-refuges » de Seine-Saint-Denis, que Vincennes, Saint-Mandé et Charenton sont leur pendant dans le Val-de-Marne, et qu'il fait toujours bon vivre sa judéité à Saint-Brice, Enghien et Montmorency dans le Val-d'Oise, les juifs qui en ont les moyens retrouvent aussi une vie normale à Levallois, Boulogne-Billancourt et Neuilly (92). C'est également le cas dans le 17^e arrondissement de Paris, au point que l'on peut même parler de phénomène de masse. « Le quartier le plus juif d'Europe », selon le *Jerusalem Post*, compterait, sur ses 173 000 habitants, entre 38 000 et 42 000 juifs.

Ces chiffres du Consistoire ne sont pas démentis par le maire, Geoffroy Boulard (LR), qui comptabilise l'ouverture de cinq synagogues en sept ou huit ans, celle de plusieurs « hypercacher » et de trois écoles juives. La mairie étudie actuellement une demande de création d'un collège et se félicite de l'inauguration sur ses terres, en décembre 2018, du Centre européen du judaïsme. Mais « attention, prévient l'édile, on ne crée pas de communautarisme. Ils sont français avant d'être juifs ». •

Nous ne sommes pas à Raqqa mais à Noisy-le-Grand (93), à quelques mètres du centre-ville historique, qui a conservé son cachet de bourgade provinciale avec grand-rue, cafés et commerces, façades de quelques étages et venelles conduisant à des jardins fleuris. Une zone pavillonnaire « sans histoires ». À la demande du préfet, la sécurité territoriale prend l'enquête en main. Le lendemain arrive une nouvelle carte postale : « C'est bien vous qui êtes sur la liste, la prochaine, c'est pour vous », accompagnée cette fois d'une balle de kalachnikov.

À son retour, Jean-Pierre est vite confronté à l'impuissance des autorités. « La police installe deux jours plus tard une grosse caméra en face de chez nous, raconte-t-il, et je demande s'ils peuvent en installer d'autres, plus petites, autour de la maison. Ils me disent qu'ils n'en ont pas, mais que ce n'est pas grave. » « Faut-il attendre qu'il nous arrive quelque chose pour que ce soit grave ? » leur demande Jean-Pierre. Sans attendre la réponse, la famille décide de fuir, en secret, ce quartier où elle vivait paisiblement depuis près de vingt ans. Son choix est radical. C'est l'aliya, malgré l'amertume et les difficultés d'adaptation.

« Bien nous en a pris, explique-t-il au téléphone, car au mois d'août, il y a eu des tags tout le long du mur du jardin, sur 30 mètres : "Daech va vous éliminer / Mort aux juifs / Vive la Palestine / Les juives on va les niquer." Avec, dans la boîte aux lettres, une balle de 7,65. » Et il y en aura d'autres, jusqu'en septembre dernier, jusqu'à ce qu'il décide de louer son pavillon par l'intermédiaire d'une agence. Depuis que des Cap-Verdiens y ont emménagé, aucun tag n'est à déplorer.

Sa voisine, une sympathique retraitée « catholique », précise-t-elle, regrette d'avoir perdu un « vrai ami ». « Je comprends qu'il soit parti. Dans ces conditions, il ne pouvait pas rester. Il a eu raison de rentrer dans son pays », dit-elle curieusement, mais sans malice.

Les autres témoignages révèlent la même inquiétude. Daphné D. a quitté Noisy-le-Sec (93) pour Saint-Mandé (94). « Dans le 93, le voisinage est agressif. Il y a une espèce de haine chez certains Arabes. Une haine qui monte. Ça a changé en dix ou quinze ans et ça fait peur. On ne sait pas où ça va », dit-elle en se remémorant les crachats et insultes antisémites accompagnant le car de ramassage scolaire de l'Alliance israéliite.

« Pas de provocation »

Marc Djeballi, président de la communauté de Sarcelles, s'inquiète lui aussi de cette « montée de l'antisémitisme culturel ancré dans les familles musulmanes, même quand elles ne sont pas extrémistes. Pour eux, les juifs sont riches, sont médecins, dans les médias... Or, nous avons le même pourcentage de pauvres que le reste



Journée d'émeutes à Sarcelles en marge de la manifestation pro-Gaza, 20 juillet 2014.

de la société », justifie-t-il avant de souffler, sur le ton du regret : « C'est triste à dire, mais il faut le dire : les actes antisémites sont toujours le fait de jeunes musulmans. On craint énormément l'avenir, car ça ne va pas s'améliorer. »

De nombreuses familles de cette « petite Jérusalem », comme fut longtemps surnommée Sarcelles, avec ses six écoles, 80 lieux de prière et sa centaine de commerçants juifs, plient bagages pour Israël. Mais ce phénomène récent n'est pas une bonne chose pour le responsable communautaire : « Les Israéliens ne nous aident pas vraiment. J'ai eu une sérieuse discussion avec l'Agence juive. Je leur ai dit d'arrêter de vendre du rêve. Vendez de la réalité ! Parce que la réalité, c'est que 20 % de ceux qui font leur aliya reviennent en France ! », faute d'avoir su, ou pu, s'intégrer.

François Pupponi, l'ancien maire de la ville aujourd'hui député du Val-d'Oise, est bien placé pour constater dans quel climat s'opère ce déplacement de population. « Ces départs-là se font dans l'indifférence générale, dit-il. Les juifs en ont ras-le-bol des grands discours du type "quand on attaque un juif, on attaque la République". Concrètement, qu'est-ce qu'on fait pour leur permettre de vivre en toute sécurité chez eux ? Rien. »

Puisque l'État ne joue pas son rôle, lui affirme prendre le problème à bras-le-corps dans son département et

affiche la couleur : « *L'évacuation.* » Comme pour des réfugiés de zones de guerre ou des sinistrés de catastrophe naturelle, « *on met un plan pour protéger la communauté juive, déclare-t-il, avec construction et attribution de logements. On les accueille. Mais on est un peu tout seuls !* »

Est-ce cela, l'avenir des juifs en France ? Vivre dans des villes fortifiées, dans des ghettos, fussent-ils 3.0 ? « *Il n'y a pas que les juifs qui subissent l'agressivité de ces jeunes musulmans que je ne m'explique pas* », affirme Jonathan H., polytechnicien du Val-de-Marne. « *En banlieue, la situation se dégrade, mais encore plus pour les juifs* », lui fait écho Sammy Ghozlan, fondateur du Bureau national de vigilance contre l'antisémitisme.

Dans ce sombre tableau, La Courneuve (93) apparaît comme une figure d'exception. Située à quelques

centaines de mètres de la cité des 4 000, dont on aperçoit la dernière grande tour (les autres ont été rasées), la petite synagogue s'ouvre chaque matin aux derniers vieux juifs du quartier. « *Ici, c'est multiculturel, il n'y a pas d'antisémitisme* », assure Moshé Kersenty, retraité EDF de 69 ans, qui vit à La Courneuve depuis son départ d'Algérie, dans les années 1960. « *Nous avons de très bonnes relations avec la mairie communiste* », renchérit le rabbin Prosper Abenaïm, qui vient de prendre sa retraite. Une photo, épinglée dans l'entrée de la synagogue, montre d'ailleurs Gilles Poux, maire PCF, et Haïm Korsia, grand rabbin de France, côte à côte, lors d'une cérémonie religieuse.

Il n'empêche. Aux rares enfants qui fréquentent ses cours de Talmud-Torah, le rabbin Abenaïm conseille : « *Quand vous sortez, mettez une casquette pour cacher votre kippa. Il ne faut pas faire de provocation.* » •

Trois questions à Malek Boutih, ancien député PS

Propos recueillis par Sacha Frank

Causeur. L'antisémitisme est-il une réalité aujourd'hui en France ?

Malek Boutih. Les juifs ne sont pas en sécurité. Il y a une confusion dans les statistiques du fait qu'elles ne prennent pas en compte la crainte dans laquelle vivent les juifs, les menaces proférées contre eux, du fait aussi qu'ils doivent, dans leurs synagogues ou leurs écoles, vivre avec un important dispositif militaire et policier. Les chiffres peuvent donner une vision tronquée de la réalité. Il y a clairement une augmentation non pas des actes, mais des propos antisémites : soit sous forme d'insultes, soit sous le déguisement de l'antisionisme. Que les juifs doivent se faire le plus discret possible – ne pas montrer qu'on porte une kippa par exemple – est en soi révélateur.

Comment expliquer que l'antisémitisme se répande chez les jeunes musulmans ?

Certains jeunes musulmans sont touchés par le mouvement de radicalisation de leur religion. Pour le radicalisme islamique, l'antisémitisme a une vocation politique. Ceux qui sont vaccinés contre l'antisémitisme sont également vaccinés contre le radicalisme

islamique. Ceux-là sont majoritaires, mais on ne les entend pas. On n'entend que les cris d'orfraie de ceux qui s'expriment sur les réseaux sociaux. Il y a une distorsion de la réalité sur Twitter. L'antisémitisme en France est virulent, mais c'est le fait d'une minorité. Nous ne sommes pas dans les années 1930.

Mais comment faire pour combattre cet antisémitisme ?

Le sentiment qui prédomine est qu'il y aurait une sorte de fatalité à l'antisémitisme. Je ne le crois pas. Il faut mener des actions extrêmement fortes, virulentes. L'antisémitisme lié à l'extrême droite a été jugulé grâce à une politique répressive. Aujourd'hui, il n'y a pas de politique répressive contre l'antisémitisme. Cela doit passer par l'éducation. Plus on mènera un travail frontal, en particulier dans les banlieues, plus on obtiendra des résultats. À l'école, il faut de la pédagogie pour contrer le discours familial. Les institutions font preuve de timidité, non qu'elles nient le problème, mais elles peinent à agir. Je suis plutôt optimiste parce que je pense que la République est plus forte que ce que disent les institutions. Il faut moins de minutes de silence et beaucoup plus de plans d'action. •

STÉPHANE AMAR
**« POUR ARAFAT, OSLO N'ÉTAIT QU'UNE
ETAPE AVANT LA CONQUÊTE DE TOUTE
LA PALESTINE »**

Propos recueillis par Gil Mihaely



Journaliste, Stéphane Amar a récemment publié *Le Grand Secret d'Israël : pourquoi il n'y aura pas d'État palestinien* (L'Observatoire, 2018).

Auteur du *Grand secret d'Israël* : Pourquoi il n'y aura pas d'État palestinien, le journaliste Stéphane Amar voit dans le processus de paix un jeu de dupes. Prenant acte de l'échec d'Oslo et de l'intégration des Arabes en Israël, il préconise la création d'un seul État, du Jourdain à la Méditerranée.

Causeur. Nous sommes à quelques jours du 25^e anniversaire des accords d'Oslo (13 septembre 1993). Côté israélien comme côté palestinien, le processus de paix est perçu soit comme un échec (pour ses détracteurs), soit comme une grosse déception (pour ses partisans). Votre livre, *Le Grand Secret d'Israël : pourquoi il n'y aura pas d'État palestinien*, retrace l'histoire de ce fiasco. Du point de vue israélien, pourquoi la logique d'Oslo était-elle vouée à l'échec ?

Stéphane Amar. Tout simplement parce qu'Israël n'a jamais réellement voulu renoncer aux acquis essentiels de la guerre des Six-Jours, à commencer par la vieille ville de Jérusalem. Il faut rappeler que le mur des Lamentations est juridiquement en territoire occupé et que la plupart des Israéliens ne veulent pas y renoncer. Dans l'opinion israélienne, la volonté de conserver la possession de la vallée du Jourdain, de certaines zones de la Cisjordanie, des nappes phréatiques ainsi que des grosses colonies autour de Jérusalem est l'objet d'un large consensus, y compris à gauche. Or, en signant les accords d'Oslo, les Israéliens partaient du présupposé que les Palestiniens allaient accepter ces exigences. Ils se sont lourdement trompés.

Il y a eu plusieurs tentatives pour sortir le processus de paix de l'impasse. Certains ont proposé d'échanger les blocs d'implantations juives rattachés à Israël en échange de territoires de la même surface accordés aux Palestiniens. Est-ce une option viable ?

Non, car les Palestiniens n'ont jamais accepté le principe des blocs et encore moins la perspective d'échanger des bouts de désert du Néguev ou le long de la bande de Gaza contre des régions urbanisées autour de Jérusalem. Les diplomates sacralisent la ligne verte au pourcentage près, alors qu'il s'agit d'une démarcation complètement fictive qui ne correspond ni à l'histoire, ni à la géographie, ni au ressenti des peuples. En 1949, c'est une simple ligne d'armistice. La partie arabe avait alors bien insisté sur le fait qu'elle ne devait jamais constituer une frontière. In fine, quand on arrive aux points de partage les plus sensibles comme Jérusalem, on voit bien que cette ligne n'a aucune pertinence.

La ligne verte a au moins le mérite d'être un point de repère. À partir de 1967, c'est

devenu une référence pour la communauté internationale. Elle semble être une frontière légitime, à défaut d'être naturelle.

C'est vrai, mais le grand paradoxe de ce conflit, c'est que le plus important pour chaque peuple se situe de l'autre côté de la ligne. Pour les Palestiniens, Lod, à côté de l'aéroport de Tel-Aviv, ou Jaffa, dans la banlieue de Tel-Aviv, sont des marqueurs identitaires plus importants que Ramallah. La plaine côtière et la Galilée, l'Israël reconnu internationalement, étaient le cœur de la Palestine d'avant 1948. Inversement, la colonne vertébrale de la nation juive (Hébron, Jérusalem, Naplouse) se situe de l'autre côté de la ligne verte.

Pourtant, entre 1949 et 1967, les Israéliens semblaient se contenter des territoires obtenus à l'issue des guerres, sans le Golan ou Jérusalem-Est, ni la Cisjordanie et Gaza.

Pragmatiquement, ils ont accepté ces réalités – avaient-ils le choix ? –, mais n'oublions pas les efforts considérables qu'Israël a déployés en 1948-1949 pour tenir au moins une partie de Jérusalem. Contrairement à une idée reçue, Ben Gourion était profondément imprégné de culture biblique. Il disait toujours : « *Sans Jérusalem nous n'avons aucune légitimité. C'est une priorité de conquérir Jérusalem.* » Pendant la guerre de 1948, il a dégarni d'autres fronts afin de briser le blocus de Jérusalem et d'occuper la ville juive. Vingt ans plus tard, la guerre de 1967 a été vécue comme une guerre de libération puisqu'elle a permis aux Israéliens de renouer avec leurs racines. Ceux qui allaient s'installer en Cisjordanie à partir de 1968 étaient certes très minoritaires, mais ils étaient portés par un sentiment largement partagé qui explique la réussite de leur entreprise. Non seulement le nombre d'Israéliens vivant en Cisjordanie a augmenté de façon exponentielle, mais d'après les sondages, de plus en plus de leurs concitoyens sont attachés à cette partie historique d'Israël.

Était-ce dans l'ADN du projet sioniste d'aboutir à ce résultat ?

L'ADN du projet sioniste a fait l'objet de thèses et de livres entiers, donc d'intenses controverses. Chez Herzl, la centralité de Jérusalem est évidente. Dans son roman d'anticipation *Altneuland*, il imagine une ville où le monde entier viendrait se rencontrer, faire la paix et élaborer des projets. Pour cet homme mort cinq ans avant la création de Tel-Aviv, l'État juif était davan- →



Yitzhak Rabin, Yasser Arafat et Bill Clinton, lors de la signature des accords d'Oslo à Washington, 13 septembre 1993.

tage Jérusalem, Hébron ou Naplouse que la plaine littorale. Il n'y a rien d'absurde à ce que les Juifs souhaitent vivre à Jérusalem, à Hébron, dans une patrie qui a finalement toujours été la leur.

Chez les Palestiniens, il y a une sorte d'image miroir : l'OLP parle officiellement d'un État palestinien à l'est de la ligne verte, mais veut en fait beaucoup plus...

Oui, c'est une vaste hypocrisie. Les médias occidentaux n'ont pas voulu l'entendre, mais Yasser Arafat avait bien dit qu'Oslo n'était qu'une première étape avant la conquête de toute la Palestine, du Jourdain jusqu'à la mer. Acculé par ses erreurs – le soutien à Saddam Hussein en 1990-1991 – et le contexte international – la chute de l'URSS –, Arafat a décidé de prendre ce qu'on lui donnait. Quand ses conseillers lui objectaient que ces accords étaient inacceptables pour les Palestiniens, il leur répondait en substance : *« Oui, je sais, mais ce sera un moyen de revenir nous installer en Cisjordanie et à Gaza, d'obtenir un statut, des armes. Le moment venu, on lancera l'attaque pour nous emparer de toute la Palestine. »* C'est exactement ce qui s'est passé en 2000. Prenant le prétexte de la visite de Sharon sur l'esplanade des Mosquées, Arafat a lancé une Intifada préparée de longue date.

Yitzhak Rabin et Shimon Peres, qui ont négocié les accords d'Oslo au nom d'Israël,

étaient-ils conscients de cette duplicité ?

J'ai posé la question à Yossi Beilin, le bras droit de Peres et l'homme-clé des négociations avec les Palestiniens. Il m'a répondu que, pour eux, le double discours d'Arafat était une manière de faire avaler la pilule aux Palestiniens. Il y a eu un excès d'optimisme, voire un véritable aveuglement. Et cette illusion a continué jusqu'à ce que Sharon arrive au pouvoir en 2001, en plein milieu de la deuxième Intifada. Il y a sans doute eu des gens sincères des deux côtés souhaitant vraiment arriver à une issue pacifique, mais ils ne faisaient pas le poids. Dans ce grand jeu de dupes, chacun pensait qu'il allait réussir à imposer à l'autre ses conditions. Personnellement, je crois qu'il n'existe aucune frontière possible puisque chacune des deux parties veut tout.

Mais tout n'a pas échoué : la coopération sécuritaire israélo-palestinienne fonctionne.

C'est en effet la seule chose qui marche très bien, surtout depuis la mort d'Arafat. Cependant, ce fait même accrédite la thèse selon laquelle Israël utilise les accords d'Oslo pour perpétuer l'occupation par d'autres moyens. Ainsi, les Israéliens se déchargent du fardeau de la gestion des populations civiles tout en gardant la main sur la sécurité.

Quel est l'intérêt palestinien là-dedans ?

Il y a une industrie du processus de paix. Dans son

livre, *Ramallah Dream*, Benjamin Barthe montre que l'Autorité palestinienne et toute une constellation d'ONG vivent de l'aide internationale – qu'elle soit européenne ou américaine. Personne n'a envie de tuer la poule aux œufs d'or qui entretient des milliers de fonctionnaires palestiniens et garantit une forme de stabilité. Tout le monde fait donc semblant de continuer à croire en une négociation.

Ce troc – une certaine autonomie pour la Cisjordanie contre un contrôle israélien sur presque tous les territoires hormis Gaza – peut-il se poursuivre encore des décennies ?

Le fait est qu'il dure depuis maintenant cinquante et un ans. Mais quand je vois des foules de Palestiniens, parfois 2 000 ou 3 000, qui attendent depuis quatre heures du matin devant un barrage pour passer en Israël, je me pose des questions. La méthode de la séparation ethnique, qui était l'esprit des accords d'Oslo avec les Palestiniens d'un côté et les Juifs de l'autre, n'a pas marché. Cela a même abouti à un bain de sang et toutes les tentatives de parrainage extérieur ont échoué.

Une amélioration de la situation économique pourrait-elle diminuer les tensions et déclencher une dynamique politique positive ?

Sur le plan économique, il y a déjà des choses qui fonctionnent. D'abord, ces quelques dizaines de milliers d'employés palestiniens de Cisjordanie qui vont chaque jour travailler en Israël, notamment dans le bâtiment, constituent une source de revenus essentielle pour les territoires. Israël sous-traite aussi aux Palestiniens : meubles, textile et désormais certains services informatiques. Mais ces signes positifs ne forment pas encore une masse critique. Les contraintes sécuritaires et la pression du mouvement BDS sur les zones industrielles dans les implantations – qui sont de grands pourvoyeurs d'emplois pour les Palestiniens – gênent toute-fois cette dynamique.

Face à cet empilement d'impossibilités, constatant l'échec du processus de paix, vous préconisez la recherche d'une solution alternative sans séparation entre les deux peuples. N'est-ce pas utopique ?

La clé est démographique. D'une certaine manière, il existe déjà un État binational : Israël, dans ses frontières de 1967, un État dans lequel cohabitent dans une relative harmonie des citoyens juifs et des citoyens arabes – chrétiens ou musulmans. La question est donc à partir de quelle quantité une minorité devient-elle dangereuse pour Israël ? Il y a 20 % d'Arabes en Israël. Est-ce qu'atteindre 25 % serait plus dangereux ? Aller jusqu'à 30 % est-il impossible ? À partir de quel seuil le caractère juif de l'État juif peut-il être menacé ? Et puis il y a la question de la qualité : que voudront ces Arabes-là ? Renverser l'État d'Israël ? Changer le caractère juif d'Israël ? Ou s'y intégrer pacifiquement comme le fait déjà l'écrasante majorité des Arabes israéliens ? De mon point

de vue, ce qui semble marcher avec les Arabes de 1948 pourrait marcher avec ceux de 1967.

À cet égard, la nouvelle Loi fondamentale israélienne, qui accorde un statut subalterne à la langue arabe et porte en germe le risque de discrimination des citoyens arabes de l'État juif, menace-t-elle la cohabitation pacifique entre Israéliens ?

Je ne crois pas. Cette loi a surtout une portée symbolique et n'aura guère de conséquences au quotidien. À mes yeux, l'essentiel est ailleurs, dans une réalité qui incite plutôt à l'optimisme. Bien sûr, des discriminations existent, mais, globalement, les citoyens arabes s'intègrent de mieux en mieux dans la société israélienne. On ne compte plus les grands médecins, les professeurs d'université, les commissaires de police, les magistrats et même les diplomates issus du secteur arabe. Et la fameuse *start-up nation* n'est pas en reste : le numéro deux d'Apple est un Arabe chrétien né à Haïfa et diplômé du prestigieux Technion. Quant aux violences intercommunautaires, elles sont statistiquement insignifiantes. Aucune loi ne pourra remettre en cause l'intégration réussie des Arabes.

Inversement, imaginez-vous l'intégration de Juifs israéliens en Cisjordanie ?

Je m'interroge sur l'incapacité à envisager une minorité juive en Cisjordanie sous souveraineté palestinienne. Mahmoud Abbas a annoncé souhaiter un État palestinien totalement vide de Juifs. Bien que cela n'ait jamais choqué la communauté internationale, c'est une vision profondément xénophobe ! Un Juif pourrait vivre à Téhéran et pas à Hébron ? C'est absurde. Je suis persuadé que si on offrait à tous un statut digne de ce nom, le droit de vote, un seul État entre le Jourdain et la mer pourrait très bien fonctionner.

On ne peut pas terminer cet entretien sans dire un mot de Gaza. Dans cette équation déjà très compliquée, que faire de l'enclave palestinienne aux mains du Hamas ?

Le schisme avec l'Autorité palestinienne est si profond depuis juin 2007 que la bande de Gaza est en train de devenir, de facto, indépendante. Israël négocie (par l'intermédiaire de l'Égypte et de l'ONU) un statut de plus grande autonomie, voire la levée du blocus. Le gouvernement Netanyahu envisage de construire un port pour Gaza sur une île artificielle ou à Chypre. Israël n'a aucun intérêt stratégique ou identitaire à Gaza. Sans préjuger du modèle institutionnel qui prévaudra, j'entrevois deux dynamiques parallèles : un État palestinien à Gaza et l'annexion progressive de la Cisjordanie par Israël. •



Le Grand Secret d'Israël, Stéphane Amar, Éditions de l'Observatoire, 2018.

ÉCONOMIE LA MARGE TURQUE EST LIMITÉE

Par Jean-Luc Gréau



Les sanctions américaines contre la Turquie ont touché un corps déjà malade. Si la monnaie locale est si affaiblie, c'est avant tout en raison d'un déficit extérieur abyssal que seule une diète sévère pourra enrayer. Pour tirer son épingle du jeu de la mondialisation, le président Erdogan devra tarir certaines importations tout relançant les exportations.

En bon musulman, le président turc en appelle à Allah pour sauver la Turquie de la crise économique et financière. Est-ce une façon pour lui d'éluder sa propre responsabilité dans le processus qui a conduit à celle-ci ? Sans doute. Mais la situation turque procède de longue date. Elle représente bien la configuration ordinaire de ces pays émergents qui ont du mal à exploiter les fameuses opportunités de la mondialisation. Et qui gâchent le potentiel qui leur permettrait d'accéder à la modernité.

Un développement déséquilibré

Il faut partir de 2001. La Turquie sombre alors dans la faillite. Elle doit, pour sortir de l'ornière, recourir au FMI qui lui accorde une aide de 14 milliards de dollars¹. Les lendemains sont plutôt heureux. Le pays va connaître une croissance continue, soutenue par les investissements directs étrangers. Il bénéficie



Statue dorée d'Erdogan installée dans la ville allemande de Wiesbaden, dans le cadre d'un festival artistique, 28 août 2018.

depuis plus de quarante ans, chose ignorée par le public et la sphère médiatique, d'un libre accès aux marchés de la CEE puis de l'Union européenne. Et le patronat turc est membre à part entière du patronat européen réuni au sein de l'Unice [*Business Europe depuis 2007, ndlr*]. Soulignons cette particularité du statut international de la Turquie au moment où les commissaires Juncker et Barnier s'ingénient à rendre la vie impossible à l'Angleterre en voie de Brexit. Pourquoi le pays de Winston Churchill ne bénéficierait-il pas du régime favorable de la Turquie présidée par un dictateur frère musulman ?

Mais le développement turc s'est appuyé aussi sur une expansion inouïe du bâtiment et des travaux publics, fortement soutenus par l'État et le crédit bancaire. Le BTP a représenté jusqu'à 30 % du PIB turc, permettant aux dirigeants turcs de surfer sur une croissance autoentretenu. Les économistes parlent à ce sujet de processus procyclique.

En dernier lieu, la Turquie a recouru à l'endettement externe, tout spécialement dans la période récente où les pays émergents de différentes natures se sont gorgés d'emprunts auprès des banques occidentales, elles-mêmes gavées de dollars et d'euros par les banques centrales de Washington et de Francfort. Dans ce club des pays endettés, elle côtoie des pays importants comme l'Argentine, le Pérou et l'Afrique du Sud et des pays pauvres comme l'Irak, le Sénégal ou la Côte d'Ivoire. Il est à craindre que nos formidables banquiers centraux aient créé une bulle du crédit des pays émergents, assortie d'un compartiment du « *subprime rate* » pour les plus fragiles d'entre eux.

Où le bât blesse-t-il ? L'inflation qui a atteint 14 % en rythme annuel au printemps est mise en cause. Mais elle résulte d'abord de la monnaie fondante sur le marché des changes. Car le développement turc s'est accompagné d'une glissade continue de la monnaie, renchérissant les importations, qui s'est brutalement accélérée à partir de janvier de cette année – le coup de Jarnac des sanctions américaines a touché un corps malade. La baisse de la monnaie est elle-même la traduction du gonflement constant du déficit extérieur qui atteint aujourd'hui 6 % du PIB, soit le double par l'importance d'un déficit français qui est le plus lourd de notre histoire d'après-guerre. Cela, et c'est l'essentiel, malgré les investissements directs étrangers et le libre accès aux marchés européens.

À la grâce d'Allah

Or, les perspectives politiques sont bouchées. Recep Erdogan s'est fait réélire il y a trois mois en profitant des dernières manifestations de la prospérité. Un changement d'équipe à Ankara apparaît impossible. Le président turc a de surcroît provoqué les créanciers externes en nommant son gendre au ministère des Finances. Le recours à l'aide du FMI est écarté par les dirigeants, qui ne veulent pas se soumettre à un pouvoir extérieur influencé par la puissance américaine qui lui inflige par ailleurs des sanctions jugées scélérates. Certes, le Qatar, récent allié de la Turquie, s'est porté au secours d'Ankara par un prêt, sous forme de *swap*, de 15 milliards de dollars, qui risque d'être épuisé par les interventions de la banque centrale en soutien de la livre.

La Turquie devrait, pour surmonter le cap, se soumettre à une diète permettant de tarir certaines exportations tout en contrôlant la dévaluation favorable aux exportations vers l'Europe et les pays du Proche-Orient. L'équipe au pouvoir dispose du temps nécessaire pour mener à bien la politique de la potion amère. Mais est-elle accessible à la raison ? Où préfère-t-elle jouer sur la corde du populisme islamiste et s'en remettre à la grâce d'Allah ? •

1. Chiffre modeste au regard des 100 milliards de dollars alloués la même année à l'Argentine qui s'était suicidée en s'accrochant au dollar.

BATIGNOLLES HIDALGO DÉCRÈTE LE VIVRE-ENSEMBLE

Par Daoud Boughezala

Au cœur du 17^e arrondissement, le quartier parisien des Batignolles fait figure de village bobo. Esthétiquement controversée, la construction voisine d'un « écoquartier » de tours avec 50 % de logements sociaux risque de bouleverser les équilibres locaux. Reportage.

Une voiture flanquée d'un haut-parleur inflige du Chantal Goya aux passants. « *C'est Guignol, c'est Guignol avec son chapeau noir, ses gros sourcils et son bâton* », entend-on à tue-tête dans tout le pâté de maisons. Le spectacle de marionnettes ainsi annoncé se déroulera dans le square du quartier, derrière l'église. La scène qu'on croirait droit sortie d'un film de Renoir se déroule aujourd'hui au cœur du 17^e arrondissement de Paris, dans le quartier des Batignolles.

À quelques pas de là, cordonniers, droguistes, barbiers et fromagers entretiennent un petit commerce local qui semble résister à la grande distribution. Dans ce bout de Nord-Ouest parisien niché entre l'avenue de Clichy, la voie ferrée Saint-Lazare-Cardinet, le boulevard des Batignolles et la rue des Dames, on ne compte plus les jeunes couples avec enfants. « *De jeunes cadres actifs viennent en masse aux Batignolles et s'y sentent bien parce qu'il y a un esprit de village* », résume le maire du 17^e, Geoffroy Boulard. Préservé de l'insécurité physique et culturelle, le quartier des Batignolles apparaît comme le paradis des classes moyennes par rapport à ses deux voisins – la très huppée Plaine-

Monceau au sud, le très populaire et immigré quartier des Épinettes au nord.

L'église qui trône au milieu du village, place Félix-Lobligeois, achève de donner un aspect néoprovincial à ce Boboland qui vote à droite. Si bien que les historiques de ce quartier autrefois défraîchi ne retrouvent plus leurs petits. Ainsi, le chanteur Bertrand Burgalat y a posé ses grosses lunettes cerclées et ses costumes de dandy en 1995, à l'époque où « *c'était un quartier complètement hors des circuits, un peu crépusculaire et éteint, voire interlope* ». Tandis que des prostituées des deux sexes confluaient vers le square des Batignolles, « *il y avait une vraie mixité sociale – avec des vieux, des jeunes, des employés, des gens un peu plus bourgeois, des pauvres. Mais au tournant des années 2000, le quartier a changé. La hausse des loyers et la spéculation ont viré les vieux, les pauvres, les Arabes. C'est devenu une réserve d'Indiens* », se désole le patron du label Tricatel. De son propre aveu, le malheureux en a tellement vanté les mérites à longueur d'interviews qu'il se retrouve désormais cerné par ses clones : des bobos !

Des concept-stores brunch-vêtements, crèmerie-vêtements ou salle de lecture-vêtements aux prix exorbitants y ouvrent et ferment régulièrement. Qui a traversé les sixties et seventies aux Batignolles y perd son latin. Né en 1961, Martial Bild, directeur de la rédaction de TV Libertés, a passé son enfance dans ce « *quartier français populaire* ». Il se souvient du petit peuple de commerçants et d'ouvriers qui y vivait, à l'image de sa mère employée de quincaillerie dans la très commerçante rue de Lévis. Les maisonnettes avec jardin de la rue des Batignolles ont gardé la trace de ce passé révolu. Puis, à partir de la fin des années 1970, de nouvelles populations ont investi ses marges septentrionales, à la lisière du 18^e. « *L'avenue de Clichy est alors devenue la frontière naturelle de l'immigration. Certains cinémas grand public se sont transformés en boîtes de nuit africaines ou en cinémas porno* », tandis que la prostitution et l'insalubrité progressaient. Aujourd'hui encore, un monde sépare les deux



Chantier de la ZAC Clichy-Batignolles, 2017.

côtés de la rue Legendre, vivante et fourmillant de restaurants bobos-chics au sud de l'avenue de Clichy, terne et endormie au nord de cette même artère.

Mais voilà que la vie quotidienne du ghetto blanc des Batignolles s'enrichit de nouveaux apports. Depuis quelques mois, en plus des nounous africaines, il n'est plus si rare de croiser une femme voilée ou des jeunes employant le parler des banlieues. La cause de cette petite révolution porte un nom techno-barbare : zone d'activités commerciales (ZAC) Clichy-Batignolles. Près de 3 400 logements destinés à héberger 7 500 nouveaux habitants sur 50 hectares, dont dix accordés au parc Martin-Luther-King, partiellement ouvert depuis dix ans ; le tout accompagné de bureaux et de commerces, avec sur son flanc nord le nouveau palais de justice (cf. encadré) et la direction régionale de la police judiciaire (transférée du 36, quai des Orfèvres).

Des chiffres à mettre en rapport avec les quelque 25 000 Batignollais habitant cette ancienne commune indépendante rattachée à Paris en 1860.

Construit entre la voie ferrée de la gare Cardinet et la porte de Clichy, ce projet monumental est presque entièrement sorti de terre. Symbole édifiant, le tribunal de grande instance dessiné par le grand architecte Renzo Piano a été inauguré en avril dernier dans une des fractions les plus sinistrées de l'avenue de Clichy. Hélas, les appréciations esthétiques de cette œuvre exceptionnelle ont tendance à éclipser les questions que soulève la ZAC Clichy-Batignolles. J'ai donc tenté d'interroger les trois dimensions essentielles des nouvelles Batignolles : esthétique, sociale et environnementale.

Pour la Ville de Paris, la mère de toutes les batailles →

s'appelle « mixité ». On se gausserait volontiers de cette obsession si l'arrondissement n'avait pas sérieusement besoin de réunir l'ensemble de ses quartiers. Un « pont circulé » et une passerelle piétonne surmontent la voie ferrée de façon à relier les deux extrémités du 17^e, du boulevard Pereire à l'avenue de Clichy.

La responsable d'opérations de Paris Batignolles Aménagement, Catherine Centlivre, décline le mot d'ordre à l'envi : mixité sociale, mixité logements/bureaux, mixité de l'activité, etc. « *Le 17^e accusait un retard en matière de logements sociaux. D'où le ratio de 50 % de logements sociaux, 50 % de logements privés sur cette opération* », explique la coordinatrice. Les exécutants du projet se targuent d'avoir poussé la mixité jusqu'au sein du même immeuble. En vertu de la mixité verticale, près de l'entrée du futur métro Pont-Cardinet, face au square des Batignolles, un même pâté de maisons abritera au rez-de-chaussée des commerces (Carrefour, Leroy-Merlin, Decathlon), dans les étages une crèche, des logements sociaux, des appartements vendus à prix d'or et « *une serre pédagogique sur le toit [sic]* ».

Pas de quoi convaincre le maire de l'arrondissement : « *La mairie de Paris défend une fausse mixité où la part accordée aux classes moyennes est trop faible. On a les très aidés et les très aisés, mais ils ne vivent pas dans les mêmes lieux. À côté d'immeubles peuplés de personnes à faible revenu, il y a des appartements qui frôlent les 20 000 euros le mètre carré* », fulmine Geoffroy Boulard. Pourtant, Catherine Centlivre assure s'adresser « *à plein de profils différents dont les revenus annuels vont de 12 000 à 37 000 euros. Et 85 % des Parisiens peuvent postuler au prêt locatif intermédiaire* ». Beaucoup d'appelés, très peu d'élus, telle est la dure loi de l'habitat social parisien. Dans sa version Delanoë et Hidalgo, la ville-monde accouche au forceps d'une dose de mélange pour tenter de conjurer son embourgeoisement. Quoique la coordinatrice de Paris Batignolles Aménagement ait conscience que « *la vie ne se décrète pas, elle se crée* », son optimisme foncier évoque l'enthousiasme des Trente Glorieuses. Mais à la fin des années 1960, alors que les bénéficiaires de logements sociaux commençaient à changer de visage, le consensus sociologique¹ fixait à 10-15 % le taux d'immigrés à ne pas dépasser dans les grands ensembles pour garantir la cohésion sociale. Depuis, État, bailleurs sociaux et collectivités locales ont mis le couvercle sur cette question sensible et entretenu la fiction du vivre-ensemble.

Quitte à créer des frictions. Sous le sceau de l'anonymat, un commerçant du quartier raconte avoir entendu certains de ses clients se plaindre des nouveaux arrivants en HLM. « *Ils se sont mis à faire des méchouis dehors, mais leurs voisins les ont vite remis d'équerre*. » Le maire du 17^e abonde en ce sens. Derrière le palais de justice, rue Gilbert-Cesbron, « *l'État et la Ville ont relogé des personnes qui*

n'habitaient pas Paris et n'ont pas les moyens d'y vivre. Cela provoque déjà des problèmes de loyers impayés et de dégradations » dans des immeubles de qualité moyenne, accuse l' élu.

Il arrive en effet que le bâti blesse. Le long de la voie ferrée, en face de la rue de Rome, le promeneur aperçoit des bâtiments neufs en forme de gros Lego noirs. Construits sur une immense dalle de béton, ces immeubles détonnent. « *L'immeuble en forme de locomotive, il faut le voir pour le croire ! Avant même d'être fini, le quartier est déjà incroyablement moche !* » s'afflige Burgalat. Par les temps qui courent, on ne dit plus tours, mais « *éminences* », ville intelligente mais « *smart grid* », qualité de vie mais « *ville durable, résiliente, mixte* ». Les têtes tourbillonnent devant les formes arrondies de certains immeubles

Palais de justice : les avocats accusent

En marge des Batignolles, le tribunal de grande instance dessiné par Renzo Piano a été inauguré en avril dernier. Porte de Clichy, les 160 mètres de hauteur de ce produit Bouygues en font la deuxième plus haute tour de Paris, où transitent 4 000 salariés et 5 000 visiteurs par jour. Mais cour d'appel, cour d'assises, chambre d'instruction et Cour de cassation ont été maintenues sur l'île de la Cité. Pour les avocats comme M^e William Word, l'écartèlement constant d'un bout à l'autre de Paris est rude. « *Pour plaider le même jour du tribunal à la cour d'appel, on n'avait qu'à changer de couloir ou d'étage. Là, on est obligé de courir.* » Et les terrasses végétalisées ne suffisent pas à donner du cachet à ce bâtiment aussi impressionnant de l'extérieur qu'aseptisé à l'intérieur. La symbolique de la Justice s'y résume à une pauvre petite balance noyée dans une cordillère d'escalators blancs sans âme. Exaspéré par ce décor à la *Playtime*, M^e Word dénonce « *une atmosphère ultra sécurisée, avec des boxes vitrés dans les salles d'audience et des avocats obligés de badger partout* ». Voilà une bonne raison de se tenir à carreau... •



Bertrand Burgalat, ancien résident des Batignolles : « Avant même d'être fini, le quartier est déjà incroyablement moche ! »

rappelant le design un brin régressif de la nouvelle canopée des Halles. En plein chantier – l'exploit technique aura consisté à livrer 1 500 logements d'avril à novembre ! – flotte un petit air de ZAC Rive gauche, ce nouveau quartier du 13^e construit pratiquement *ex nihilo* aux abords de la Bibliothèque François-Mitterrand. Ici, ce sont les terrains de la Sernam, ancienne filiale de la SNCF, qui ont servi de base à la ZAC. « Ils ont dû couler une dalle qui a coûté une fortune et qui a pris des années au-dessus des voies ferrées. Du coup, ils ont bouché toute la perspective depuis Saint-Lazare et la vue depuis la rue de Rome, alors que cette respiration avait quelque chose de très poétique, avec des mouettes aux Batignolles le long des rails », regrette Bertrand Burgalat. Entre l'auto-satisfaction de la Ville de Paris et la critique pavlovienne qu'en fait la droite, le chanteur propose une troisième voie. À croire cet amoureux de La Défense

et des tours du front de Seine, les Batignolles ne pèchent ni par la hauteur de leurs immeubles (somme toute modérée, hors TGI) ni par l'accent mis sur le logement social. Le problème réside plutôt dans un manque d'ambition générale.

Cela fait pourtant une bonne quinzaine d'années que le projet est sur les rails. Après le lancement de la pétition antitours « Stop au massacre des Batignolles » par la droite locale, la Ville de Paris a renoncé à y installer dix tours de plus de 50 mètres, revoyant son ambition verticale à la baisse. Le chantier s'enrichit de considérations écolos fort consensuelles à Paris. « *On tend vers un bilan carbone neutre* », indique Catherine Centlivre. Par un savant système de compensation, le nouveau quartier est censé produire autant d'énergie qu'il en consomme. Un coup d'œil aux édifices flambant neuf suffit à s'en convaincre : Paris met le paquet sur les énergies locales renouvelables, contraint les promoteurs – Eiffage et Bouygues en tête – à installer des terrasses végétalisées et promeut les bâtiments économes. Photovoltaïque à tous les étages (ou presque), climatisation passive des bureaux à boucles d'eau froide dans les bureaux et incitation à consommer moins mettent droite et gauche d'accord. Même l'édile de l'arrondissement applaudit la collecte pneuma-

tique des déchets qui allégera le travail des camions-poubelles en reliant chaque appartement au centre de tri du quartier. Geoffroy Boulard a de surcroît obtenu la future création d'une ferme en « *aquaponie* » à l'emplacement d'une halle désaffectée. Pour « *donner une identité au nouveau quartier* », l'élue de droite souhaite l'axer sur l'agriculture urbaine, filière qu'il assure grande créatrice d'emplois. Cultiver des semences et élever des poissons en même temps, voilà qui ravirait les clients des AMAP locales et du marché bio des Batignolles, parmi les plus chers de la capitale. Pour l'ouverture des métros Cardinet-Batignolles et Porte-de-Clichy, *Festivus Festivus* devra néanmoins patienter jusqu'à juillet 2020. •

1. Cf. Jacques Bador, *La Cohabitation entre familles françaises et étrangères*, CEAL, 1968.

SOUÂD AYADA

**« C'EST PARCE QU'ELLE EST
CONSERVATRICE QUE L'ÉCOLE
PEUT ÊTRE PROGRESSISTE »**

Propos recueillis par
Elisabeth Lévy et Gil Mihaely



Spécialiste de la philosophie islamique, Souâd Ayada est depuis novembre 2017 présidente du Conseil supérieur des programmes.

Pour enrayer la dégringolade du lycée, la présidente du Conseil supérieur des programmes prône le retour aux fondamentaux. Reconnaissante à l'école républicaine de lui avoir permis d'échapper aux déterminismes sociaux et de servir son pays, Souâd Ayada entend réhabiliter les humanités, le sentiment national et la transmission des savoirs.

Causeur. Avant d'entrer dans le vif du sujet, intéressons-nous à votre parcours. Comment la fille d'immigrés modestes s'est-elle hissée au sommet de l'Éducation nationale ?

Souâd Ayada. Je suis née au Maroc dans une petite ville minière, non loin de Oujda. Mon père y travailla jusqu'en 1972, date à laquelle il a obtenu un contrat de travail pour rejoindre, comme ouvrier spécialisé, Usinor Dunkerque, à l'époque l'un des principaux pôles de la sidérurgie française. Il a d'abord vécu dans un foyer Sonacotra, avant que sa famille ne le rejoigne en 1974. J'ai fait mes études primaires et secondaires dans une commune du Dunkerquois, Grande-Synthe, connue depuis deux ans pour son camp de migrants. C'est au lycée que s'est formé mon goût pour la philosophie. Les classes d'hypokhâgne et de khâgne au lycée Faidherbe de Lille confirmeront ce goût pour les études philosophiques que j'ai menées intégralement à l'université de Lille. J'y ai préparé le Capes et l'agrégation que j'ai obtenus la même année, avant de soutenir, un peu plus tard, ma thèse de doctorat publiée sous le titre *L'Islam des théophanies*, thèse qui porte sur les fondements philosophiques et spirituels des arts de l'islam. J'ai enseigné la philosophie pendant seize ans, avant de devenir inspectrice pédagogique régionale, puis inspectrice générale de l'Éducation nationale. Depuis le 23 novembre 2017, je préside le Conseil supérieur des programmes (CSP).

Ce parcours impressionnant n'explique pas la réussite dont il atteste. Qu'est-ce qui vous a permis d'échapper aux déterminismes sociaux ?

Je dois beaucoup à mon milieu familial qui, fût-il modeste, a été structurant et n'a jamais douté de l'école. Et puis la France des années 1970 était différente de ce qu'elle est aujourd'hui. C'était un pays prospère et confiant, un pays accueillant où l'hospitalité n'était pas un vain mot, un pays qui n'était pas encore confronté aux énormes défis qui sont aujourd'hui les siens. L'époque réunissait toutes les conditions pour que l'intégration, la réussite et l'émancipation par l'école soient possibles. Sans doute la situation a-t-elle changé dès les années 1980.

Qu'est-ce qui a changé ? Les arrivants ou les accueillants ?

Les deux sans doute. Plus fondamentalement, c'est la

France qui a changé. Le choc pétrolier de 1973 a ouvert, dès la fin des années 1970, un cycle de crises profondes dont nous ne sommes pas sortis. La réalité économique, le fait que la France n'ait pas su tirer son épingle d'un jeu concurrentiel qui commençait à s'internationaliser me semble un élément primordial. D'autres changements, d'ordre politique et intellectuel, ont affecté la représentation que la nation se faisait de son école : les idéaux portés par l'institution scolaire, qui justifiaient ses missions, se sont affaiblis, le lien étroit qui rattachait la République à son école s'est progressivement distendu. Il conviendrait de souligner la responsabilité conjointe des politiques cyniques et des élites intellectuelles gagnées à la déconstruction dans ce processus d'épuisement de notre modèle scolaire.

Pourquoi ? Est-ce une question de moyens ?

Je ne crois pas, la France investit des moyens considérables dans l'école, plus que bien d'autres nations. Je crois plutôt qu'il faut analyser la mise en avant depuis de nombreuses années de la « question des moyens » : paradoxalement, cette question a permis la « liquidation » de la question de l'école comme telle, de l'idéal qui l'anime et lui fixe ses finalités. Ce phénomène a de multiples causes, parmi lesquelles la perte de confiance dans la vocation intellectuelle de notre pays n'est pas négligeable. Je prendrai pour signe de la défiance à l'endroit de la destination intellectuelle de la France la crise que connaît aujourd'hui le métier de professeur qui, quand il est librement choisi, ne l'est plus majoritairement pour des motifs intellectuels. Même nos élites intellectuelles ne se représentent plus le professorat comme la voie naturelle vers une vie réussie. Demandez-leur quel métier elles veulent pour leurs enfants, je crains que l'enseignement ne soit pour elles un métier peu valorisant... La dégradation de l'image sociale des professeurs, ce dont témoigne leur médiocre salaire, prend dans tout cela une part certaine.

La situation s'est peut-être aussi dégradée sous les coups de boutoir d'une partie des élites et des médias qui encouragent les nouveaux Français à se voir comme des victimes plutôt que comme des citoyens auxquels on peut demander des efforts...

Absolument. Deux écueils me semblent ici en jeu : une conception dévoyée de l'hospitalité que n'anime aucune exigence et qui d'ailleurs, étrangement, →

traite l'autre qu'on accueille avec une certaine indifférence (la catégorie du migrant, dans laquelle on range tous ceux qui aujourd'hui arrivent en France, est à ce titre éloquente) ; l'éloge béat de la différence qui assigne l'autre à sa particularité communautaire et lui refuse l'identité universelle qui en fait un membre de la communauté politique. Il y a dans tout cela un mensonge, et surtout du mépris : mépris de soi quand on n'exige pas le respect, la connaissance et la reconnaissance des principes et des valeurs qui font la nation française, mépris de ceux qu'on accueille, parce qu'on ne leur demande rien, parce qu'on les juge d'emblée incapables de participer à la vie de la nation.

Certains parlent même d'une véritable haine de la France. L'avez-vous sentie ?

Non, pas personnellement. S'il y a une haine de la France, elle émane aussi, je tiens à le souligner, de ce que vous désignez comme une « *partie des élites et des médias* » français qui trouve dans le mépris de soi, le dénigrement de tout principe d'identité et d'unité un puissant ressort idéologique et l'exercice d'un pouvoir. Pour ma part, je parlerais de désamour et de désinvestissement affectif, la logique du calcul et de l'intérêt ayant supplanté pour beaucoup la relation charnelle à un pays et à une histoire. Il ne va guère de soi, en effet, que le lien à la nation puisse être un lien d'amour. Certains Français ne s'aiment plus et ne veulent plus que ceux qui vivent en France puissent l'aimer.

Un autre élément joue un grand rôle dans la société d'aujourd'hui : l'islam et ses difficultés d'acculturation. Certains intellectuels réclament une réinterprétation des textes canoniques musulmans (Coran, hadiths) afin de dégager l'islam de l'extrémisme et de l'antisémitisme. Qu'en pensez-vous ?

Vous parlez de « *réinterprétation* », je mettrais pour ma part l'accent sur l'interprétation comme telle, qui fut le foyer des discours philosophiques et spirituels en islam. Ces discours sont en effet des herméneutiques de ce qui s'offre dans la révélation religieuse. Quand nous parlons aujourd'hui de l'islam, nous visons en vérité les musulmans et leur mode d'être communautaire incontestablement caractérisé par l'intensification de l'orthopraxie, l'adhésion à l'idéologie de l'islam politique moderne. Paradoxalement, nous (particulièrement nos élites et nos médias) ne mettons jamais en valeur la riche tradition exégétique qui en islam a joué le rôle d'antidote aux tendances fanatiques et totalitaires. Nous sommions les musulmans de réinterpréter leurs textes canoniques, mais ne voulons rien savoir de la culture interprétative qui s'est forgée en islam. Je partageais avec Abdelwahab Meddeb le sentiment de cette triste contradiction du monde intellectuel français.

Il n'y a donc aucun obstacle théologique à l'acclimatation de l'islam au monde occidental du XXI^e siècle ?

Je ne nie pas l'existence d'obstacles difficiles à surmonter, mais je ne suis pas sûre qu'il s'agisse seulement d'obstacles théologiques. Je crois aussi que nous créons des obstacles de toutes pièces, par le choix des interlocuteurs que nous nous donnons dans l'islam en France. Nous avons en effet décidé, non sans raison, que seuls le culte musulman et ses questions pratiques importaient : détermination des règles d'abattage des animaux, de la date du début du jeûne du ramadan, des conditions de l'accomplissement du pèlerinage à La Mecque... On s'enferme dans des débats qui ne portent que sur le culte et on réduit le musulman à celui qui pratique le culte. Vous reconnaîtrez qu'on se place très loin des questions d'interprétation des textes religieux !

Mais alors qu'est-ce qui bloque ?

La question de l'acclimatation de l'islam au monde occidental du XXI^e siècle est, vous avez raison, essentielle. J'ai tenté d'analyser dans mon ouvrage paru en 2010 la division interne qui affecte l'islam comme tel et détermine en lui deux formes de religion : une religion juridique et politique, une religion spirituelle et intérieure. La première forme a peu de chances de s'acclimater au monde moderne auquel elle livre en vérité un combat sans concession. Par ailleurs, votre interrogation invite à caractériser le monde occidental et à envisager la manière dont les religions qui lui sont naturellement liées – le judaïsme et le christianisme – le considèrent. On pourrait soutenir que l'Occident d'aujourd'hui, où triomphe la technoscience, repose pour l'essentiel sur des principes a-religieux et une vision désacralisée du monde. Je ne suis pas sûre que le judaïsme comme tel et que le christianisme comme tel soient entièrement acclimatés au monde tel qu'il va. Dans ces deux religions, des courants antimodernes persistent qui sont le symptôme d'un refus de consentir à la représentation de l'homme nouveau que nos sociétés occidentales imposent. Mais il s'agit là de courants internes à l'Occident qui n'en contestent pas l'existence. Tel n'est absolument pas l'intention qui anime les courants salafistes de l'islam.

Passons à un autre pan de votre carrière : l'Inspection générale. De plus en plus de professeurs se plaignent d'inspecteurs déconnectés de la réalité du terrain, qui appliquent des schémas de pensées théoriques et débitent un discours « pédago-youplaboum ». En avez-vous eu écho ?

Je défendrai l'Inspection comme telle, pour ce qu'est – du moins en droit – son éthique républicaine, pour son souci de l'instruction de tous et son attachement à l'égalité de traitement des élèves sur tout le territoire. Ce n'est pas sans émotion que je pense à Ampère, nommé par Napoléon en 1808 inspecteur général, qui sillonnait plusieurs mois par an, loin des siens, les établissements les plus reculés de France. Ce fut un modèle d'abnégation et de service de l'État.

Les inspecteurs ont incontestablement changé depuis



Grande-Synthe, début des années 1980. « Pays prospère et accueillant, la France n'était pas encore confrontée aux énormes défis qui sont aujourd'hui les siens. »

1808. Leurs missions ont aussi évolué, au gré des orientations politiques, mais aussi des tendances idéologiques du moment. Je crois qu'un inspecteur doit veiller à la transmission de la culture et des savoirs et s'assurer que dans toutes les classes de France l'école remplit sa mission d'instruction et de formation. Il doit faire respecter les programmes d'enseignement et protéger la liberté pédagogique des professeurs. Cela exige de lui une neutralité absolue et un refus de consentir aux schémas préconçus des prétendus « pédagogues ».

Une tâche que vous ne cessez de rappeler depuis votre nomination à la présidence du Conseil supérieur des programmes. Quelle était votre lettre de mission lorsque vous avez remplacé Michel Lussault après son limogeage fin 2017 ?

Ma principale mission est d'élaborer les programmes du futur lycée général et technologique. La réforme présentée par le ministre en février dernier prévoit la suppression des séries de la voie générale et la mise en place de spécialités. L'année 2021 sera celle de la première session du nouveau baccalauréat. Dès la rentrée 2019, les élèves des classes de seconde et de première disposeront de nouveaux programmes, ceux des classes terminales à la rentrée 2020.

Sans doute, mais avez-vous aussi le sentiment de participer au redressement de

l'école en rupture avec votre très pédagogue prédécesseur ?

Oui, même si ce sentiment côtoie chaque jour celui de la conscience aiguë des résistances profondes qui compromettent ce redressement. Si j'ai accepté de renoncer durant quelques années à ce qui m'importe le plus, la philosophie et son enseignement, c'est parce que j'ai eu le sentiment que la conjoncture favorable à l'amélioration des choses était aujourd'hui la meilleure, pour retarder les effets de l'affaiblissement de notre école.

Quels sont les problèmes aujourd'hui ?

Ils sont nombreux et de nature différente. Mais ils me semblent tous liés à l'affaïssissement intellectuel et culturel de notre société, affaïssissement qui rejaillit sur les aspects économiques, politiques et donc éducatifs de notre vie.

Et pourtant, depuis le temps où vous étiez lycéenne, le taux de réussite au bac ne cesse d'augmenter...

Oui, mais cette augmentation s'accompagne de l'augmentation moins glorieuse du taux d'échec des bacheliers dans l'enseignement supérieur (plus de 60 % des étudiants échouent en première année à l'Université, seulement 27 % obtiennent leur licence en trois ans). Plus encore, je prends au sérieux – même si je n'en fais pas des vérités absolues – les résultats des enquêtes internationales comme Pisa ou Pirls (Progress in International Reading Literacy Study). Les derniers résultats →

de Pirls (2016) classent les élèves français parmi les derniers d'Europe en « *compréhension de l'écrit* ». En mathématiques, les derniers résultats de l'enquête internationale Timss (2015) nous placent derniers ! Un profond malaise doit saisir les promoteurs du sacro-saint « esprit critique ». Comment, en effet, des élèves qui ne comprennent pas ce qu'ils lisent pourraient-ils exercer le moindre esprit critique ?

Mais, aux yeux de l'ancienne inspectrice que vous êtes, le niveau des profs dans leur discipline n'a-t-il pas également chuté ?

Les mathématiques et le français connaissent depuis quelques années une crise du recrutement de professeurs. À cela s'ajoute la multiplication des moyens d'accéder à l'enseignement, les concours externes et internes du Capes et de l'agrégation ne constituant plus la voie privilégiée. Plus généralement, dans toutes les disciplines, le corps des professeurs a beaucoup changé. J'ai constaté cela même en philosophie, une discipline qui n'est pourtant enseignée qu'en terminale. Je ne dis pas que les professeurs aujourd'hui sont mauvais, je m'interroge sur la généralité et la solidité de leur formation initiale. Au-delà de la question du niveau des professeurs, il faut interroger les formations universitaires. En philosophie, il était inconcevable d'obtenir la licence sans une honnête connaissance de Kant. Aujourd'hui, certains étudiants titulaires d'un master 2 ignorent tout de Kant, mais sont de fins spécialistes de la déconstruction et des théories du genre, du « *care* »...

Pouvez-vous donner des exemples concrets des problèmes dans les programmes ?

Les programmes de lycée, qui datent de 2010 pour la plupart d'entre eux, me semblent plutôt satisfaisants, du point de vue de leur contenu et de leur ambition. Je serai en revanche plus réservée sur les programmes de l'école primaire et du collège de 2015, notamment ceux de français et, dans une moindre mesure, ceux de mathématiques. Le ministre a demandé au CSP de clarifier et d'ajuster les programmes de français, de mathématiques et de l'enseignement moral et civique de la scolarité obligatoire. J'ai eu à cœur d'orienter les travaux (officiellement publiés en juillet) vers plus de simplicité en mettant l'accent sur ce qui est élémentaire et fondamental dans l'enseignement. En français, il s'agissait d'échapper à l'emprise des jargons, notamment logico-linguistiques dans lesquels s'inscrivait le fameux « *prédicat* ».

Et quels sont les problèmes de l'enseignement des maths ?

Comme vous le dites, il s'agit de problèmes d'enseignement, liés aux pratiques des enseignants, et non de problèmes de programme. Ceux-ci, d'ailleurs, n'ont été ajustés et clarifiés qu'à la marge. Les difficultés de nos élèves tiennent au fait qu'on n'exige plus d'eux l'apprentissage systématique des tables de multiplication, qu'on discute avec eux, les élèves, des différentes façons de

poser la division. Notre travail a surtout insisté sur la nécessité d'instituer des automatismes, de mettre en place des rituels pour le calcul mental. C'est en créant des automatismes qu'on libère l'esprit des élèves pour les opérations plus complexes.

Comment en sommes-nous arrivés là ?

Plusieurs facteurs sont en jeu, parmi lesquels l'influence considérable des constructivistes, de ceux qui défendent l'idée que l'élève construit ses savoirs, et que le maître n'est donc pas le tenant d'un savoir qu'il transmet ; l'inflation des métadiscours, par exemple ceux qui affirment la nécessité d'apprendre à apprendre, de comprendre et de critiquer avant d'apprendre quoi que ce soit. Des évidences ont été bafouées au nom de la créativité et de la liberté innées des élèves. Je crois aussi que l'introduction du numérique, dès l'école primaire, a joué un rôle néfaste. On invite ainsi les élèves à « *manier efficacement* » le clavier et à utiliser le traitement de texte avant même qu'ils ne maîtrisent le geste graphique.

D'ailleurs, on a été sidérés de découvrir que, jusqu'à présent, les portables étaient autorisés à l'école !

L'institution scolaire est, en effet, pleine de contradictions. Je m'interroge toutefois sur les moyens qu'elle se donnera pour faire appliquer effectivement l'interdiction du portable à l'école et au collège. Je me demande aussi si l'ambition est tenable quand les professeurs, les inspecteurs, la société sont continuellement connectés. Il en va, à l'école, de l'exemplarité dont les adultes sont capables de témoigner.

Autre discipline problématique, l'histoire.

Un professeur nous a raconté qu'il avait du mal avec l'idée de l'enseignement du fait religieux, qui sort les religions de leurs contextes. Pourquoi ne pas parler des religions dans le cadre du programme « normal » d'histoire ?

C'est, en effet, dans l'enseignement de l'histoire et de la géographie qu'il convient d'introduire l'enseignement du fait religieux. Ce que l'école peut enseigner des religions, c'est leur dimension historique, selon les règles de la méthode historico-critique. Ainsi, pour toutes les religions, sans exception, il faut inscrire les figures de leurs fondateurs dans leur contexte socioculturel, décrire les principaux moments de la composition des textes canoniques. Bref, ne rien céder sur le plan de la vérité historique !

Patrick Boucheron occupe une chaire d'histoire moderne au Collège de France. Il représente une vision de l'histoire complètement idéologique où les nations – et la France – ont disparu. Cette conception influence-t-elle les professeurs d'histoire ?

Je ne saurais me prononcer sur l'influence de Patrick

Boucheron sur les professeurs d'histoire. Je souhaite en revanche que l'histoire de France retrouve toute sa place dans l'enseignement de l'histoire. Cela ne signifie pas qu'il faut revenir à l'histoire de Lavis. Je pense toutefois que l'on pourrait tirer profit de la vision de l'histoire de Malet et Isaac, qui partant de la France ouvre la perspective historique au reste du monde. Je crois nécessaire d'enseigner les moments essentiels de la construction de la nation française, non seulement la Révolution française, mais aussi les étapes de sa longue histoire. Il faut sans doute davantage souligner les repères chronologiques, fixer des dates et dresser le portrait vivant des acteurs de l'histoire. Pour que les élèves comprennent le temps présent, il conviendrait de faire le récit des relations plurielles et complexes que la France a nouées avec l'Europe, avec les mondes étrangers aux courants majeurs de la civilisation européenne, par exemple le monde arabe. L'enseignement de l'histoire doit aujourd'hui, plus que jamais, promouvoir le sentiment d'appartenir à la nation. Il doit aussi assumer ses missions « ordinaires » : instruire, élever le niveau de connaissances, former le jugement. C'est l'école comme telle qui doit redevenir « libérale », au sens premier du terme : un lieu désintéressé et rétif aux pressions sociales de tous ordres.

« Il faudrait être un saint pour enseigner dans certains endroits pour un salaire de 1 500 euros. »

Pour réinstaurer une école « libérale », les humanités ont-elles encore du sens ?

Oui, absolument. La réforme du lycée général prévoit d'ailleurs la création d'un nouvel enseignement de spécialité « Humanités, littérature et philosophie » au cycle terminal. L'idée est de placer les humanités au cœur de l'enseignement, en visant l'édification intellectuelle et morale de l'« honnête homme ». Cela exigera que l'on mette l'accent sur des penseurs « complexes », Pascal, par exemple, pour montrer la profonde unité des sciences et des lettres dans la formation de l'esprit. L'enseignement des humanités les unit parce qu'elles ne sont pas séparables. Il s'ancre dans le passé et, en ce sens, il est conservateur.

Si on vous suit, l'école est structurellement un lieu conservateur.

Je le crois profondément, et c'est parce qu'elle est conservatrice que l'école peut être progressiste. Hannah Arendt a dit cela bien mieux que moi. Je refuse la dualité réductrice dans laquelle, malheureusement, s'enferment les débats concernant l'école : d'un côté les progressistes ouverts sur l'avenir, de l'autre les conservateurs agents d'une réaction nostalgique du passé. Je vois de la vertu dans l'attitude qui situe les choses de l'esprit dans la profondeur de leur histoire et nourrit

une vision intellectuelle et morale qui ne se satisfait pas du présent – au risque de passer pour « réactionnaire ».

Ce projet ambitieux implique de renouer avec l'exigence et une certaine autorité...

Le malaise de l'autorité est au cœur du malaise de l'école. Référons-nous là encore aux analyses d'Hannah Arendt : la crise de l'autorité à laquelle nous assistons procède pour partie de la confusion, voulue et entretenue, de l'autorité et du pouvoir. Or l'autorité – un certain discours animé par l'exigence de vérité – n'est pas le pouvoir. Pourtant, à partir des années 1970, à l'école notamment, là où on en a le plus besoin, l'autorité est devenue suspecte et synonyme de conservatisme.

La baisse de l'exigence s'explique-t-elle aussi par la volonté d'accueillir l'immigration ?

Cette baisse de l'exigence me semble directement liée à la massification de l'école, en lieu et place de sa démocratisation. La création du collège unique en 1975 est à mes yeux une étape importante dans cette massification. Dans le paysage scolaire français, le collège peine à trouver sa place : il n'est plus vraiment un lieu d'enseignement secondaire, sans pour autant consentir à être un lieu d'enseignement primaire. Et puis la société française fait peser sur son école des attentes démesurées. Or l'école ne peut pas tout.

Quelle est la part de l'évolution des professeurs dans ce paysage ?

Il faudrait que les professeurs ne doutent pas de leur capacité, par ce qu'ils transmettent, de transformer effectivement leurs élèves. Malheureusement, ils semblent aujourd'hui gagnés par le scepticisme. Beaucoup ne croient plus en ce qu'ils font, en ce qu'ils disent à leurs élèves, en leur mission. On les critique beaucoup aussi, sans admettre qu'il faudrait être un saint pour enseigner dans certains endroits pour un salaire de 1 500 euros. Il fut un temps où les professeurs de lycée qui enseignaient à Paris pouvaient vivre boulevard Raspail. Aujourd'hui, la plupart d'entre eux ne peuvent même pas imaginer se loger à Paris !

Sans prétendre résoudre toutes les difficultés du monde enseignant, comment mesurerez-vous la réussite de la « révolution Blanquer » ?

Sans doute s'agit-il d'un rêve, mais il faudrait faire de l'école une cause nationale qui transcende les partages idéologiques et les appartenances partisans. Chose éminemment politique, l'école ne devrait pourtant pas être l'affaire de la politique et des hommes politiques. Ce paradoxe un peu obscur est pour moi une manière de signifier que l'école doit se soustraire autant que possible à la politique. Disant cela, je forme pour le ministre Jean-Michel Blanquer le vœu qu'il puisse poursuivre son travail dans les années à venir. L'école a besoin de renouer avec la confiance. Or, la confiance a besoin de temps pour se construire et s'installer. •

ÉCOLE : L'ARABE, ET LE TURC CONTRE L'INTÉGRATION

Par Laurence David

Depuis quarante ans, l'Enseignement des langues et cultures d'origine (ELCO) assigne les enfants d'immigrés à l'identité de leurs ancêtres. Ultra majoritairement choisi par des familles turques ou maghrébines, ce dispositif sous-traite à des enseignants étrangers l'instruction des enfants. Enquête.

Apprendre aux enfants la langue de leurs grands-parents : a priori, l'idée semble générique. La réalité, bien sûr, est plus problématique, et les ELCO (Enseignements des langues et cultures d'origine) ne cessent de faire polémique. « À l'école élémentaire, votre enfant peut recevoir un enseignement optionnel de langue vivante étrangère encadré et contrôlé par le ministère de l'Éducation nationale » : ainsi commence le document distribué, ce printemps, aux parents d'élèves des écoles de France. Il s'agit d'un reliquat de l'ère Vallaud-Belkacem, l'une de ces demi-vérités qui furent sa marque de fabrique et dont hérite Jean-Michel Blanquer : la métamorphose inachevée des controversés ELCO, à mi-chemin entre Capharnaüm et Babel.

Initialement, neuf pays, partie prenante du dispositif ELCO, recrutaient les professeurs à cette fin : le Maroc, l'Algérie, la Tunisie, la Turquie, le Portugal, l'Italie, l'Espagne, la Serbie et la Croatie. L'objectif, défini par une directive européenne du 25 juillet 1977, était alors de « faciliter la libre circulation des travailleurs » et de promouvoir « l'enseignement de la langue maternelle et de la culture du pays d'origine de leurs enfants afin de faciliter leur réintégration éventuelle dans l'État membre d'origine ».

En pratique, selon les chiffres officiels, en 2016, on ne dénombrait que 22 élèves apprenant le croate, 184 le

serbe, 190 l'espagnol, 5 513 l'italien, 10 468 le portugais, mais surtout... 19 216 le turc et 48 129 l'arabe ! L'enseignement de ces deux dernières langues a défrayé la chronique sous le quinquennat Hollande lorsque les dérives du dispositif sont arrivées aux oreilles du grand public – enseignants maîtrisant mal le français, lecture prosélyte du Coran, entorses à la laïcité, entrisme de pays comme la Turquie, encouragement au repli communautaire.

Le problème n'était pourtant pas nouveau. Dès 2005, Marie Lazaridis et Alain Seksig¹ avaient recensé les nombreux rapports qui exposaient les risques de ce choix pédagogique, citant notamment la formule fulgurante du sociologue Abdelmalek Sayad : « *Le foulard était déjà dans l'ELCO*². »

En 2015, la commission d'enquête du Sénat³ présidée par Françoise Laborde avait proposé leur suppression pure et simple et « l'intégration de l'enseignement de ces langues dans le programme d'apprentissage des langues étrangères », en rappelant les risques de voir émerger un « catéchisme islamiste ». À lire les documents opportunément distribués aux parents avant la présidentielle, on pourrait croire que le Sénat a été entendu ; mais ils créent un écran de fumée : ils prétendent régler le problème ELCO et tentent de faire oublier les attaques contre le latin, l'allemand et les classes bilangues en faisant miroiter un prétendu « enseignement optionnel en langues étrangères ».

Quelques parents y croient vraiment et cochent, enthousiasmés, la case de l'italien (qui n'existera guère que dans quelques départements, et surtout pas en nombre suffisant). D'autres questionnent, le sourire en coin : « *C'est pour de vrai les autres langues ou en fait il n'y a que l'arabe ?* » Et les directeurs de répondre, embarrassés : « *On ne sait pas, c'est l'académie qui nous demande de distribuer.* » Il se trouve même une académie pour vendre la mèche explicitement : « *Je vous demande de ne pas modifier le formulaire et de laisser l'indication de toutes les langues qui y figurent, bien que notre département ne propose ni l'italien, ni le croate, ni le portugais, ni le serbe.* » Bref, on ne propose



Salle de classe d'un collège de banlieue parisienne.

que l'arabe et le turc, mais il ne faut pas le dire.

Le plus beau demeure la mention « *encadrés et contrôlés par le ministère de l'Éducation nationale* ». Le 17 janvier 2018, interrogé sur la nature exacte de ce contrôle par le député LR Julien Aubert, le ministre Jean-Michel Blanquer noie le poisson : « *Une réflexion est ouverte pour que ces langues soient enseignées à l'intérieur de l'école de la République et que toutes les dérives que vous avez pu constater ne puissent plus exister.* » À la députée apparentée FN Emmanuelle Ménard revenant à la charge, il répond, tout aussi évasif : « *Nous sommes en train de regarder pays par pays comment nous pouvons renforcer le contrôle des dispositifs ELCO, de façon à être certains que l'on y apprend les langues étrangères et pas autre chose.* »

« *En train de regarder* », « *une réflexion est ouverte* »... Après plus de trente ans de rapports alarmistes, les défenseurs de l'école de la République étaient en droit d'espérer autre chose... La seule donnée communiquée

dans le rapport de l'Inspection générale de l'Éducation nationale de 2006 donne le vertige : 32 inspections en 2003 pour 4 952 cours ! Fidèle à sa culture de gestion Potemkine, l'administration continue cependant de ciseler le plan de communication, jouant sur la méconnaissance du système qu'a le citoyen lambda pour le rassurer à peu de frais.

Quant au contrôle exercé sur ces enseignements, le vade-mecum édité par l'académie de Caen précise que « *l'ELCO relevant de l'enseignement scolaire, le directeur d'école demeure responsable des élèves pendant les cours, qu'ils aient lieu sur le temps scolaire (en intégré) ou hors temps scolaire (en différé). La présence du directeur n'est toutefois pas obligatoire lorsque les cours ont lieu en différé* ».

Bizarrement, aucun syndicat ne s'est alarmé que les directeurs d'école, aux responsabilités déjà très lourdes, soient sommés d'assumer la responsabilité d'élèves en dehors du temps scolaire. Mais pour →



Jean-Michel Blanquer, lors d'une séance de questions au gouvernement à l'Assemblée nationale, Paris, janvier 2018.

les cadres de l'Éducation nationale, l'essentiel est d'avoir un lampiste en cas de problème. Cela permet aussi de berner les parents qui ignorent souvent que le directeur n'est pas le supérieur hiérarchique des enseignants et ne peut aucunement intervenir dans leurs choix pédagogiques.

Pour surveiller les ELCO, reste donc les inspecteurs de l'Éducation nationale, que les professeurs des écoles, eux-mêmes, ne verront désormais dans leur classe que quatre fois dans leur carrière. On peine à croire qu'ils soient en mesure d'assurer un contrôle à la hauteur des enjeux. Ils en ont cependant la responsabilité et pourront théoriquement mener des visites conjointes avec des inspecteurs pédagogiques régionaux d'arabe, qui pour la France entière sont au nombre de... trois !

Du côté des familles, l'étude du Conseil supérieur de l'éducation, de la formation et de la recherche scientifique du Royaume du Maroc révèle que, pour 84 % des ressortissants marocains ayant choisi les ELCO pour leurs enfants, « *les raisons déterminantes de cet apprentissage tiennent à l'importance d'une culture religieuse* ».

Toutefois, la principale raison du statu quo est peut-être la perméabilité au multiculturalisme de la classe dirigeante, qui fait que de nombreux décideurs voient dans les ELCO un non-sujet. Après tout, chaque communauté n'est qu'une part de marché aux demandes multiples auxquelles il convient de répondre pour en récupérer les voix. Cette attitude reproduit ce que Fatiha Boudjahlat appelle la « *fausse générosité du différentialisme : donner selon les besoins ethniques et religieux plutôt qu'accueillir comme égaux et permettre l'intégration* ».

Derrière les vœux pieux, l'arabe et le turc n'ont jamais pris leur place dans l'enseignement classique. Aucun gouvernement ne s'est lancé dans le recrutement de professeurs par concours, qui aurait pu permettre une sortie par le haut des ELCO.

Ce constat d'immobilisme soulève de nombreuses questions. Comment peut-on sous-traiter à des professeurs aux compétences contestées l'ensemble d'un enseignement ? Craint-on une réaction de l'opinion publique face à l'ouverture massive de postes aux Capes d'arabe ou de turc ? S'agit-il

de prendre acte d'un nouveau particularisme de certains territoires où les missions d'enseignement pourraient être déléguées à des pays tiers ? L'État préfère-t-il laisser aux mairies (qui mettent à disposition les locaux) la responsabilité de l'implantation de ces enseignements embarrassants ?

L'explication est peut-être aussi à chercher dans la satisfaction exprimée par certains pays. Ainsi le Maroc reconnaît que « *le programme de l'ELCO a réussi à atteindre certains des objectifs qui lui sont assignés : préservation de l'identité culturelle et attachement au pays d'origine* ». Dans ces conditions, on peut se demander si nos propres dirigeants ne sont pas tentés par l'idée que ces gouvernements pourraient contrôler des diasporas que l'on a renoncé à assimiler. •

1. « L'immigration à l'école : évolution des politiques scolaires d'intégration », *Santé, société et solidarité*, 2005, p. 153-163.
2. Fatiha Boudjahlat, « Enseignement de l'arabe au CP : la langue française fait la nation et permet l'émancipation », *Figarovox*, 16 juin 2016.
3. « Faire revenir la République à l'école ». Voir chapitre B, « Des attitudes exprimant un rejet de l'école et de la République par une partie des élèves ».

CLASSES DÉDOUBLÉES L'INTENDANCE NE SUIVRA PAS

Par Bruno Michel

Sur le papier, le dédoublement des classes de cours préparatoire en zone d'éducation prioritaire est une mesure salubre pour combler les inégalités entre établissements. Mais son application se heurte à deux réalités de terrain : le manque de salles et d'enseignants.

Durant la campagne présidentielle, Emmanuel Macron s'était engagé, en matière d'éducation, à donner la priorité aux écoles maternelles et élémentaires. C'est dans cet esprit qu'il a chargé le ministre Jean-Michel Blanquer de créer le dispositif « 100 % de réussite en CP ». Avec un objectif fort louable, précisé sur le site de l'Éducation nationale : « *Pour combattre la difficulté scolaire dès les premières années des apprentissages fondamentaux et soutenir les élèves les plus fragiles, les classes de CP en REP et REP+, et les classes de CE1 en REP+ seront dédoublées à la rentrée 2018. L'objectif global dans lequel s'inscrit cette mesure est "100 % de réussite en CP" : garantir, pour chaque élève, l'acquisition des savoirs fondamentaux (lire, écrire, compter, respecter autrui)* », précise le site officiel de l'Éducation nationale.

Tout le monde s'accorde sur le constat : certains élèves arrivent en 6^e sans maîtriser les savoirs de base et éprouvent d'énormes difficultés à suivre les cours. La faute incombe entre autres aux passages quasi systématiques d'une classe à l'autre sans réel contrôle de connaissances, le redoublement ayant pratiquement disparu.

Les moyens engagés pour renforcer l'« acquisition des fondamentaux », comme on dit Rue de Grenelle, sont énormes, mais si mal employés qu'ils ne produisent aucun résultat. D'où le dédoublement des classes de CP puis de CE1 dans les écoles situées en REP+ (réseau d'éducation prioritaire renforcé). Concrètement, il s'agit de constituer des classes de 12 élèves ou d'affecter un second enseignant aux classes existantes. A priori, le dédoublement

des classes est une mesure salubre afin de combler les inégalités entre établissements. Mais son application se heurte à deux réalités de terrain : le manque de salles de classe et de professeurs des écoles.

L'an dernier, le dédoublement, limité aux 2 500 classes situées en REP+, a pu être géré tant bien que mal par les communes, mais les choses vont se compliquer alors que le dispositif doit être étendu aux 5 600 classes de CP situées en REP et REP+, ainsi qu'à une partie des CE1 en REP+. Or, la création de nouvelles classes requiert la recherche de foncier, la réalisation des études techniques, le financement dans le cadre de marchés publics, tout cela étant peu compatible avec l'urgence.

Autre obstacle que le gouvernement n'avait pas prévu : le nombre d'enseignants nécessaires aux dédoublements. Faute de pouvoir créer des postes, on déshabille Paul pour habiller Pierre, l'augmentation du nombre de classes en REP et REP+ amenant à la fermeture de classes dans les académies en zone dite « banale ». Pêchant par naïveté ou optimisme, le gouvernement misait sur une baisse de la démographie dans certains territoires. Ainsi, malgré le solde naturel positif des départements de petite couronne francilienne qui concentrent un grand nombre de zones REP et REP+, 420 classes y ferment à la rentrée.

Ainsi, en favorisant certaines zones très en difficulté, on lèse des territoires qui ne sont guère mieux lotis. Il faut désormais dépasser 30 élèves en moyenne par classe pour justifier une ouverture de classe de maternelle ; 27 élèves pour une classe de primaire. S'il existait jusqu'à présent une certaine souplesse, les ratios sont aujourd'hui strictement appliqués. Afin de ne pas subir une fermeture de classe pour un élève en moins, les maires auront, d'autre part, plus de réticence à accorder des demandes de dérogations à la carte scolaire. Le dispositif « 100 % de réussite » mobilise 6 200 postes. De sorte qu'il manquera 1 200 professeurs des écoles à la rentrée.

Bref, alors qu'on prétend faire mieux sans s'en donner les moyens budgétaires et humains, ce sont comme souvent les classes moyennes qui paieront les pots cassés, ou plutôt leurs enfants entassés dans des classes dirigées par des enseignants débordés. •

LES LIMITES DE DR GOOD

60

Macron et Dr Good

Gil Miahely

63

**Les habits bariolés
du président Macron**

Jean-Pierre Le Goff

66

**Bruno Retailleau
« Le macronisme est
un narcissisme. »**

Propos recueillis par Élisabeth Lévy





« **L**e sublime n'est jamais loin du ridicule. » Lorsque Gil Mihaely s'est écrié en réunion : « *Macron, c'est Dr Good président !* » (voir pages 60-62), j'ai pensé à cette réflexion qu'il m'avait faite au soir de l'élection, alors que la marche sur le Louvre enchantait les commentateurs qui y voyaient la marque de la verticalité retrouvée et de la fonction présidentielle restaurée. Les Français – et votre servante – sont bon public. Au soir du 7 mai 2017, ils n'ont voulu voir que le sublime. À l'époque, Macron marchait sur l'eau, il rajeunissait les vieux et donnait un coup de vieux aux jeunes. Pourtant, des esprits chagrins, ou avertis, pouvaient déjà percevoir que l'incarnation annonçait en réalité une personnalisation outrancière.

Il ne s'agit pas d'intenter un procès en autoritarisme au chef de l'État avec Mediapart, la gauche et, ce qui est plus cocasse, les héritiers du gaullisme : il n'est pas certain que ses mauvaises manières avec le Parlement et les journalistes chagrinent tant que cela les Français – et s'il nourrit vraiment les tentations de verrouiller l'information qu'on lui prête, on lui souhaite du courage. Du reste, sa réaction après la démission grossière de Nicolas Hulot – qui a préféré informer les auditeurs de France Inter que le Premier ministre – a été fort peu jupitérienne. Là où on attendait qu'Emmanuel Macron tonne, il a joué mollement l'air du « même pas mal », expliquant que « *cet homme libre* » avait fait du bon travail. Ce n'est pas la peine de prétendre tenir la dragée haute aux journalistes pour s'écraier devant un ministre impoli, protégé de la colère présidentielle par sa popularité cathodique. Quant à l'autocélébration du chef de l'État en saint Emmanuel terrassant l'hydre populiste italo-hongroise, elle pourrait bien tourner au grand-guignol avec les élections européennes.

En tout cas, nul n'ignore désormais que la nouvelle manière de faire de la politique ressemble furieusement à l'ancienne. Et il est difficile de trouver quoi que ce soit de révolutionnaire dans une politique économique qui consiste à mener ouvertement les réformes que Nicolas Sarkozy a abandonnées pour cause de crise et que François Hollande, tout en les conspuant, a vaguement essayé de faire passer en douce. Malgré l'antienne

du président des riches, cette politique, aussi injuste soit-elle pour beaucoup, n'est peut-être pas la raison profonde de la désaffection qui pointe.

Certes, l'absence ou la lenteur des « résultats », comme on le dit curieusement, n'arrangent rien. Mais le vrai problème d'Emmanuel Macron, c'est qu'il apparaît de plus en plus que sa promesse se résume à sa personne. La révolution, c'est lui. Le programme, c'est lui. Comme le dit Bruno Retailleau (pages 66-69), « *le macronisme est un narcissisme* ». Jean-Pierre Le Goff décèle le même trait dans le portrait officiel (pages 63-65) : « *L'oubli de soi et la conscience de la charge s'effacent au profit de l'affirmation d'une nouvelle personnalité dynamique et motivée qui s'affiche comme la maîtresse des lieux et du temps.* »

L'ennui, c'est que le charme n'agit plus. Ou moins. À voir le chef de l'État passer de la pose jupitérienne à la rodomontade de cour d'école – « *Qu'ils viennent me chercher !* » –, sans oublier le cliché du président cool et rebelle entouré de chanteurs trans et court vêtus, les Français pourraient avoir un effroyable soupçon. Emmanuel Macron incarne, certes, mais incarne-t-il plus que lui-même ? Et si tout le grandiose macronien était un décor de carton-pâte ? En effet, face aux embûches, le président ne semble avoir d'autre botte que la pensée positive qui lui a réussi jusque-là. Pensez printemps les gars, ça va aller !

Pour l'heure, « *le coup du grand-duc* », selon l'expression de Muray, marche encore : tout le monde feint de croire que le grand-duc est habillé. Jusqu'à ce que, comme dans le conte d'Andersen, un gamin mange le morceau. Bien sûr, en politique, il ne faut préjuger de rien. Une croissance dopée nous rendrait peut-être moins exigeants sur la tenue. Et puis, nous sommes bien élevés – et démocrates. Tant qu'il sera président, nous ferons comme si Emmanuel Macron était vêtu comme il sied à sa haute fonction. Reste que, si les Français cessent vraiment de le prendre au sérieux, il ne retrouvera pas leur confiance à coups de slogans pour séminaire d'entreprise. Ni en récompensant les courtisans par des postes de prestige, comme il vient de le faire en nommant l'écrivain Philippe Besson consul à Los Angeles. Je ne sais pas si c'est très nouveau monde, mais c'est assez fin de règne. •

Élisabeth Lévy

MACRON ET DR GOOD

Par Gil Mihaely



Emmanuel Macron devant son portrait officiel, palais de l'Élysée, juillet 2017.

Au-delà de la politique, l'ascension fulgurante d'Emmanuel Macron correspond à un mouvement de fond de la société : la pensée positive et l'obsession portée au bien-être individuel. Comme Michel Cymes, dont le magazine *Dr Good* s'arrache en kiosque, Macron conjugue optimisme, culte de la réussite et promesse de jeunesse éternelle. Ce qui revient à accompagner la fin de la politique. Mais l'effet placebo pourrait cesser d'agir.

Dans le paysage morose de la presse française, un magazine connaît un succès spectaculaire : le bimensuel *Dr Good*. Son éditeur, Mondadori, le décrit comme un « *magazine bien-être et santé, incarné [sic] par Michel Cymes qui partage toutes ses connaissances et ses conseils pour changer nos habitudes afin de rester en bonne santé. Expert, sans tabou et toujours positif !* » Difficile de ne pas faire le lien entre cet énorme succès dans le secteur sinistré des journaux et un autre phénomène quasi concomitant : l'ascension d'Emmanuel Macron. D'autant que l'on reconnaît dans ce discours quelques mots-clés du macronisme. On peut même oser une hypothèse : ce sont le même état d'esprit diffus et le même soubassement anthropologique qui expliquent le succès de *Dr Good* et l'élection de Macron.

Dans les deux cas, les mots qui sautent aux yeux – et qui résument le projet – sont « positif » et « optimisme ». Michel Cymes en personne a livré à Célyne Baÿt-Darcourt, de France Info, le secret de *Dr Good* : « *Le ton est résolument optimiste [...] et je souhaite que tout le monde sache qu'on peut changer son comportement par rapport à sa santé, par rapport à son corps en allant mieux.* » Une partie de sa réussite réside sans doute dans le fait que *Dr Good* arrive à se libérer de l'assignation de la catégorie « *magazine santé et bien-être* » et même de la presse féminine.

Le phénomène est donc aussi large que profond : le courant central de la société française se focalise sur son corps et son bien-être physique et mental, y voyant le principal horizon de sa vie, la clé du bonheur. Le credo de cette croyance diffuse, mais de plus en plus répandue, est un mélange d'adages comme « *tu es ce*

que tu manges », « *les choses n'arrivent pas par hasard* » et surtout « *les énergies positives sont la clé de tout* ». Se cristallisent ainsi des idées issues des livres populaires de psychologie, de développement personnel, de management et de médecines alternatives (notamment indienne et chinoise), le tout repris par le discours médiatique des vingt dernières années sur l'environnement, l'industrie agroalimentaire et pharmaceutique, et l'alimentation.

À ces éléments, il faut ajouter la déception généralisée à l'égard du politique, un sens critique devenu méfiance systémique et l'angoisse sourde d'une crise permanente. Ces facteurs ont engendré un repli sur soi qui a été favorisé et légitimé par l'attention portée au corps. Il y a sans doute un peu de vrai dans le discours du bien-être : nul besoin de lire un magazine, aussi excellent soit-il, pour savoir qu'une alimentation saine et du sport valent mieux que de la junk food devant des jeux vidéo. Le problème est, comme toujours, dans le dosage et les idées qui deviennent folles. On peut manger mieux sans être obsédé par les toxines accumulées dans le corps ou comprendre qu'il existe un lien entre le physique et le psychique sans pour autant tout expliquer par un psychologisme vulgarisé, la consommation excessive de gluten ou de produits laitiers.

Dans les principaux articles de foi de la pensée positive, il y a l'idée selon laquelle croire dans le succès est la clé de la réussite et la certitude subséquente que c'est le doute qui mène à l'échec. Si vous n'avez pas obtenu le poste que vous vouliez et qui vous revenait, ou même si vous avez un cancer, cherchez dans vos pensées et vous trouverez le coupable. Bien évidemment, ce que vous avez fait (qu'il s'agisse de la planète ou du corps), vous pouvez désormais le défaire. En pensant positif. En pensant à vous.

Les timides réformes de Macron ont été célébrées comme s'il s'agissait de révolutions.

Les mots « bien-être » (auquel il faut toujours ajouter « individuel ») et « santé » cachent le sentiment que la mort est un scandale. Mais cet état d'esprit ouvre en même temps un nouvel et insoupçonné espoir : on meurt parce qu'on n'entretient pas notre corps, parce qu'on néglige de nettoyer régulièrement notre tuyauterie, encrassée par la vie moderne (agroalimentaire, pesticides, engrais chimiques, pharmaceutique, pollution, ondes électromagnétiques), à l'aide de jeûnes et de jus de légumes verts. En somme, la solution est à portée de main. De même que nous luttons contre le réchauffement climatique pour empêcher (ou retarder) l'apocalypse, il suffit d'appliquer la même →



logique pour contrer cette apocalypse individuelle qu'est la mort.

Le même état d'esprit – penser printemps ! –, le même vent de positivité a soufflé sur la campagne présidentielle d'Emmanuel Macron et constitue aujourd'hui le cœur du macronisme. Les nombreux Français qui ont été séduits parlaient de l'énergie du candidat et aussi de l'atmosphère positive qui émanaient de lui. Alors qu'ils s'inscrivaient à des stages détox et se souciaient de refaire leur flore intestinale, ils cherchaient, sans le formuler, un Dr Good de la politique. Et Macron, peut-être sans le savoir, a endossé le costume.

Sa campagne a mis en avant ce qui se dégage de lui – jeunesse, énergie, succès, approche positive –, présentant un « winner », un homme qui réussira surtout parce qu'il a déjà réussi, parce qu'il a toujours réussi. Le « programme » (qui, disons-le, n'engage que ceux qui y croient) est arrivé tardivement comme une sorte d'attribut nécessaire, mais sans véritable importance, une case qu'il fallait cocher pour faire taire les critiques. La suite, après la victoire, a été dans la même veine : performative. Qu'il s'agisse de la prétendue « nouvelle façon de faire de la politique » avec la loi sur la moralisation de la vie politique ou de son parti prétendument pas comme les autres, c'est la même manière habile : cela existe puisque je le dis ; c'est nouveau puisque je l'affirme ; c'est révolutionnaire parce que c'est moi.

Idem pour les réformes. Depuis des années, on réforme à tout-va : entreprises publiques, droit du travail, retraites, fiscalité, école et universités, bref de nombreux pans de notre prétendu « modèle social ». Au vu de leurs résultats (croissance faible, chômage élevé et sentiment répandu de dégradation des services publics et de leur qualité en général), ces politiques ont été bien trop timides. Celles de Macron ne sont ni plus audacieuses ni plus profondes, mais ont en revanche été célébrées et revendiquées comme s'il s'agissait de révolutions. L'effet « *feel good* », moteur du placebo et de l'homéopathie macroniens, est supposé faire la différence. Et cela a eu une certaine efficacité, car beaucoup de Français sont réceptifs à cet effet de suggestion. En revanche, le charme sur le mode « endors-toi » ne semble guère fonctionner avec Angela Merkel. Le grand dessein européen d'Emmanuel Macron, et l'espoir de faire fléchir l'Allemagne (et les pays du groupe de Visegrad), connaît pour le moment le même triste destin que le « vous-allez-voir-ce-que-vous-allez-voir » de François Hollande en 2012.

Le souci du bien-être se substitue petit à petit à celui du bien commun.

Cette façon de penser et de vivre est la quintessence du moment historique que nous vivons, mais elle n'est pas l'apanage d'une génération particulière. Des baby-boomers comme certains de leurs petits-enfants partagent ce corpus diffus. Experts, positifs, optimistes, à la santé éclatante et à l'énergie débordante, le Dr Good de l'Élysée comme celui des kiosques incarnent l'un et l'autre cette nouvelle jeunesse sans âge ; état perpétuel de l'être humain plutôt qu'étape au cours de la vie. Cette nouvelle croyance accompagne la sortie de la politique dont elle est à la fois une cause et un effet, car le souci du bien-être se substitue petit à petit à celui du bien commun.

À l'ère du bien-être, on dit que l'intestin est notre second cerveau, et qu'il serait notamment coresponsable de nos émotions et de nos humeurs. Il semble en tout cas que l'homme du *xxi*^e siècle soit fortement tenté de déléguer la conduite de sa vie à ce second cerveau, plutôt qu'à son aîné, capable certes de grandes choses, mais aussi des pires errements et notamment des tendances suicidaires qui nous font préférer une tête de veau à une minute de vie gagnée. Ainsi, ce que l'on appelait « politique » dans le vieux monde et qui fut longtemps l'apanage de notre premier cerveau relève aujourd'hui du second. Dans ce cas, on pourrait dire que le secret de la réussite d'Emmanuel Macron tient au fait qu'il a été le premier responsable politique à s'adresser à l'intestin des Français. •

LES HABITS BARIOLÉS DU PRÉSIDENT MACRON

Par Jean-Pierre Le Goff



Depuis son élection, le président Macron joue sur tous les tableaux. Il oscille entre le monarque républicain, le manager motivé et « hypercompétent », l'individu sentimental et branché. Loin de restaurer l'image présidentielle, ce style égotique et erratique érode l'autorité de l'État, déstabilisant un peu plus une société mise à mal par l'adaptation à la mondialisation et à l'Europe.

Emmanuel Macron a fasciné et fascine encore nombre de journalistes et d'intellectuels. Dans les journaux et les revues, à la radio et la télévision, sur internet et les réseaux sociaux, celui qui incarnait la rupture et la nouveauté a suscité de multiples interrogations et commentaires. Qui était vraiment Emmanuel Macron ? N'incarnait-il pas à sa façon le bonapartisme et le gaullisme, teintés de centrisme ? N'avait-il pas des traits communs avec la deuxième gauche et le rocardisme ? Sans oublier des références historiques plus anciennes comme Gambetta et Waldeck-Rousseau... Chacun croyait trouver la clé de l'énigme Macron en projetant sur lui des références

d'un autre temps. Il ne se confondait pourtant avec aucune d'entre elles, agglomérant différentes figures autour d'une personnalité hors du commun.

L'habit ne fait pas le moine

La célébration de la victoire lors du rassemblement devant la pyramide du Louvre rappelait celle de Mitterrand en 1981 et sa visite au Panthéon. Les différences n'en étaient pas moins frappantes : la cérémonie ne traduisait pas la reconnaissance d'une dette ou d'une filiation avec les grands hommes de la République ; elle ressemblait plutôt à la mise en scène d'un jeune homme marchant seul vers son destin, s'intronisant dans la fonction présidentielle avec l'*Ode à la joie*, devenue →



Emmanuel Macron lors de la Fête de la musique, dans la cour d'Honneur de l'Élysée, 21 juin 2018.

l'hymne européen. Retransmise en direct à la télévision comme un « son et lumière », cette célébration avait quelque chose d'irréel. Malgré l'enthousiasme des supporters qui agitaient frénétiquement leurs petits drapeaux, cette présidence qui s'annonçait « jupitérienne » avait quelque chose de décalé, voire de glaçant, tellement la mise en scène « en faisait trop ». Du manager de la start-up électorale façon Obama au monarque républicain, la métamorphose avait été soudaine. Cette façon de changer si rapidement de costume, comme au théâtre, avait de quoi surprendre.

Le portait officiel ne m'a pas semblé plus rassurant. Examinez-le : la posture comme la détermination se veut sans faille et semble écraser la fonction, comme s'il y avait une inversion des rôles entre la personne et l'institution. L'oubli de soi et la conscience de la charge s'effacent au profit de l'affirmation d'une nouvelle personnalité dynamique et motivée qui s'affiche comme la maîtresse des lieux et du temps. Le moindre détail du tableau se veut signifiant. Objets et livres de référence sont placés en évidence, comme autant de symboles maîtrisés par le nouveau président : un encrier surmonté d'un coq, une horloge traditionnelle d'un côté, deux smartphones de l'autre ; *Les Mémoires de guerre* du général de Gaulle et *Les Nourritures terrestres* de Gide, sans oublier *Le Rouge et le Noir* de Stendhal, qui est l'histoire d'une ambition... La cohérence n'a rien d'évident, mais le tout s'ordonne autour d'une image

de soi que l'on entend promouvoir auprès des Français. Cette façon appuyée d'afficher les symboles associés à son seul ego m'est apparue comme une faiblesse interne, un déficit d'incarnation compensée tant bien que mal par une volonté manifeste d'« en rajouter ».

Depuis, cette présidence est quelque peu redescendue sur terre – plus précisément dans les médias et les réseaux sociaux – en jouant sur tous les tableaux à la fois : de la stature du chef de l'État et des armées au débateur médiatique et réactif ayant réponse à tout, des discours ciselés avec références intellectuelles et littéraires aux petites phrases à l'emporte-pièce, sans oublier le président glamour et sympa s'affichant avec le commun des mortels et des DJ branchés...

Cette capacité à jouer tous les rôles, de passer outre les ministres, de se mouler dans les différents codes de la communication selon les publics, les circonstances et les moments a de quoi surprendre les anciennes générations qui gardent encore une vision traditionnelle de la fonction présidentielle n'impliquant pas de telles gesticulations. Celles-ci peuvent paraître secondaires en regard des questions économiques et sociales, de l'éducation ou de la politique étrangère, mais elles n'en contribuent pas moins à dévaloriser la fonction présidentielle et traduisent un certain état des mœurs au sein de la société et de l'État.

Un « nouveau monde » déconcertant

Les premiers présidents de la V^e République ont connu la guerre et le tragique de l'histoire. Chirac est le dernier chef de l'État à avoir fait la guerre, en Algérie. Leurs successeurs ont vécu dans un tout autre contexte, marqué par l'idée d'une fin de l'histoire sous le triple registre du libéralisme économique, des droits de l'homme et de la construction d'une Union européenne qui semblait passer outre les identités nationales et les frontières. L'histoire a versé dans une « mémoire » pénitentielle et victimaire et le relativisme culturel est devenu hégémonique au sein de la société et dans les médias.

C'est dans ce contexte que se sont développés les bricolages identitaires et un nouveau culte de l'ego, pour lequel l'image de soi et le besoin de reconnaissance sont des préoccupations de premier plan. Dans une société dépolitisée et sortie de l'histoire, la figure du jeune cadre dynamique, ouvert et branché, la performance et la réussite sont devenues des modèles valorisants. La « vocation » politique aux plus hautes fonctions n'a pas échappé à ce changement : elle est devenue un projet de carrière ayant de nombreux aspirants. Il en va de même pour la culture qui, mise sur le même plan que les loisirs et le divertissement, a changé de nature et de signification. De facteur structurant des identités individuelles et collectives liées à l'histoire d'un pays et d'une civilisation, elle est devenue au mieux un « supplément d'âme » à une politique gestionnaire et comptable. Intégrée dans la logique de la communication, elle est un élément de distinction et de séduction.

Réduit à un outil de communication, le langage est devenu flottant. Les déclarations d'Emmanuel Macron sur les « crimes contre l'humanité » qu'aurait commis la France en Algérie et l'affirmation selon laquelle il n'y aurait pas de culture française n'ont pas été considérées comme des fautes, mais comme des maladroites. À la limite, le contenu des idées et la rigueur de la pensée importent peu : on pourra toujours rectifier en cours de route ou faire valoir une autre idée, éventuellement contradictoire, en affirmant qu'il s'agit d'une erreur d'interprétation. Les conseillers et les courtisans sont là pour tenter de justifier les impossibles synthèses du « *en même temps* ». En revanche, il importe avant tout de ne pas heurter la sensibilité de « chacune » et de « chacun ». On ne peut ou ne veut pas dire qu'on a commis une erreur ou une faute, mais on s'empresse de présenter ses excuses pour les blessures qu'on a infligées involontairement à telle ou telle personne ou catégorie de la population. La multiplication des commémorations tente de suppléer tant bien que mal l'unité de la nation par l'émotion et la grandiloquence.

La politique n'est pas seulement devenue étroitement adaptative, elle est aussi sentimentale, participant d'un nouvel air du temps où le ressenti tend à supplanter la raison politique, noyant tout dans l'indistinction. Les

frontières entre vie publique et vie privée s'estompent, l'émotion et les sentiments du président font écho à ceux d'une population à la sensibilité à fleur de peau. Les « selfies » se font de bonne grâce et circulent sur les réseaux sociaux comme autant de manifestations d'une proximité affective entre le couple présidentiel et la population.

Des difficultés de l'incarnation

Emmanuel Macron a beau afficher une volonté de restaurer la fonction présidentielle, par rapport à ses deux prédécesseurs, il n'y parvient pas, oscillant sans cesse entre le monarque républicain, le manager motivé et « hypercompétent », l'individu sentimental et branché... Cette difficulté n'est pas une simple affaire de psychologie individuelle. Elle est le fruit d'une évolution qui s'est accélérée depuis trente ans. Les nouvelles générations ont été éduquées et formées dans un terreau sociétal qui n'a plus grand-chose à voir avec les cadres culturels et idéologiques des anciennes générations. L'information en continu, internet et les réseaux sociaux ont accentué le phénomène en multipliant les sollicitations, en incitant à la réactivité, en mélangeant les genres et en rabattant tout le monde sur le même plan.

Le rapport à la politique, à la culture et aux institutions a changé, et contrairement aux rhéteurs de la modernité et du jeunisme, ce changement ne me paraît pas nécessairement synonyme de progrès. Le style Macron érode l'autorité de l'État et déstabilise un peu plus une société mise à mal par l'adaptation à une mondialisation qu'on voudrait heureuse et une Union européenne mal en point. Les habits bariolés du président reflètent un « nouveau monde » morcelé et l'on voit mal comment l'activisme et la politique de la fuite en avant pourraient unifier et rassurer le pays. Emmanuel Macron peut s'appuyer sur une partie des nouvelles générations, pour qui le passé est ringard, mais les jeux de la séduction ne durent qu'un temps. Ceux qui s'y laissent prendre devraient garder en tête qu'« *il n'y a pas loin du Capitole à la roche Tarpéienne* », des honneurs et du sentiment de toute-puissance à la vindicte publique et à l'oubli. L'« affaire Benalla » en est un premier exemple frappant. Reste à savoir si la période que nous vivons est un moment critique et passager de notre histoire ou témoigne d'un changement anthropologique durablement installé. Dans tous les cas, rien n'empêche d'exercer son esprit critique et de faire valoir ce à quoi l'on tient dans notre héritage politique et culturel, loin de la fascination pour les princes et les puissants d'un moment. •

Jean-Pierre Le Goff est sociologue et président du club Politique autrement. Dernier ouvrage paru : *La France d'hier : récit d'un monde adolescent, des années 1950 à Mai 68*, Stock, 2018.

BRUNO RETAILLEAU

« LE MACRONISME EST UN NARCISSISME »

Propos recueillis par Élisabeth Lévy

A photograph of Bruno Retailleau, a French politician, sitting at a desk in an office. He is wearing a dark suit, a white shirt, and a blue tie. He has glasses and is looking directly at the camera with a slight smile. His hands are resting on a desk with papers and a pen. In the background, there is a window with a view of a city and some office equipment.

Président du groupe LR au Sénat, Bruno Retailleau voit dans Emmanuel Macron un président néolibéral fasciné par le modèle américain. Aux yeux du sénateur de Vendée proche de François Fillon, l'économisme présidentiel ne saurait comprendre les angoisses identitaires des Français. À charge pour la droite d'y répondre.

Causeur. Vous faites partie de l'opposition au président Macron, tout en partageant une grande partie de ses idées, sur l'économie, mais aussi sur les questions régaliennes. Quel est votre principal point de désaccord avec lui ? Après tout, pas mal d'électeurs de droite pensent qu'il « fait le job ».

Bruno Retailleau. Il est possible qu'une partie de la « vieille droite » qui gouverne avec lui soit en accord avec sa politique économique ou régalienne, mais cela n'est pas du tout mon cas. Jusqu'à aujourd'hui, il n'obtient pas de résultats. Le chômage a très peu baissé, il a même atteint 6 millions de personnes toutes catégories confondues. Le pouvoir d'achat au premier trimestre a baissé. La croissance s'est affaiblie au cours du premier semestre ; et la France cumule deux déficits jumeaux, budgétaire et extérieur, qui nous placent à la traîne de l'Europe.

Reconnaissez que la politique économique de Macron ressemble fortement à celle que Fillon préconisait.

Non, je ne crois pas. Ses réformes sont timides. Les fameuses ordonnances sur le droit du travail ne sont qu'une version améliorée de la loi El Khomri. Qui plus est, sa politique est injuste : les plus aisés bénéficient d'une baisse des impôts tandis que ceux des plus faibles, notamment des retraités, augmentent. Avec la suppression de l'« exit tax », qui était un frein à la fraude fiscale, ça fait beaucoup ! Le candidat Macron avait promis de convertir la France à la mondialisation heureuse. Il avait même écrit un livre intitulé *Révolution*. On en est loin.

Encore faudrait-il expliquer comment vous feriez des réformes plus radicales et plus justes !

Il faut rééquilibrer la sphère publique et la sphère privée, et en ce domaine Emmanuel Macron ne montre aucune ambition. Notre pays est le champion des prélèvements obligatoires et le gouvernement se contente de transférer les charges des uns vers les autres sans s'attaquer aux missions de l'État et à la dépense publique. Il l'a même augmentée en 2018 ! Peu d'ambition également pour lutter contre l'immigration illégale ou l'insécurité. Des sujets qu'Emmanuel Macron semble ignorer pour mieux mettre ses pas dans ceux de son prédécesseur. Des réformes plus justes ? La réforme des retraites est un bon exemple d'injustice. Emmanuel Macron choisit de paupériser les retraités au risque de remettre en cause, à terme, les principes de solidarité à la base de notre modèle social. Une réforme juste serait de ne pas faire des retraités des boucs émissaires, mais de constater comme tous les pays en Europe que la durée de la vie augmentant, la durée du temps de travail doit augmenter également pour garantir un niveau de retraite convenable. En fixant l'âge de la retraite à un peu plus de 64 ans, on préservera le niveau de vie de nos aînés.

Quoi qu'il en soit, vous contestez l'efficacité de sa politique, pas ses fondements : baisse de la dépense publique et de la pression fiscale, recherche de la compétitivité. Pour vous comme pour lui, la mondialisation est une donnée à laquelle il faut s'adapter coûte que coûte. Pour reprendre une expression de Giscard, pensez-vous faire rêver avec une courbe de croissance ?

Certes, la droite s'est longtemps contentée de n'être que gestionnaire, mais François Fillon marchait sur ses deux jambes : souvenez-vous de son livre sur le totalitarisme islamique. Sortons de l'économisme ! L'erreur fondamentale d'Emmanuel Macron, comme d'une partie de la droite, part du préjugé que l'économie décide de tout, ou du moins de l'essentiel. Sa politique néolibérale ne parvient pas à saisir l'angoisse culturelle et identitaire qui taraude les Français, ainsi que tous les peuples occidentaux. En juillet 2017, lors du G20 à Hambourg, il a eu cette phrase stupéfiante, affirmant qu'on ne pouvait comprendre l'islamisme sans le réchauffement climatique ! Et quand M. Castaner, qui est un proche du président, compare le voile islamique aux fichus de nos grands-mères, cela révèle un problème d'appréhension du phénomène islamiste. En fait, Macron ignore la question essentielle de la politique qui est celle de la civilisation. Son logiciel ne lui permet pas de le faire.

Reprenez-vous à votre compte les critiques de « Macron l'Américain », qui l'accusent d'oublier notre héritage pour faire advenir la start-up nation ?

Je veux bien reprendre à mon compte l'expression de Régis Debray le qualifiant de « Gallo-Ricain ». Emmanuel Macron est fasciné par le modèle anglo-saxon, le multiculturalisme est son horizon. Il l'assume clairement lorsqu'il fait, à la tribune du Congrès américain, l'éloge de la société multiculturelle. Entre le multiculturalisme et la laïcité républicaine, il va falloir choisir. Les deux sont incompatibles, le séparatisme et le communautarisme, ça n'est pas la République ! Ensuite, il transforme sans le dire notre modèle de protection sociale. Il remet en cause deux principes clés : la solidarité entre les générations avec la paupérisation assumée des retraités, qui dégage la voie à un système de capitalisation ; l'universalité de la politique familiale, où Emmanuel Macron poursuit le remplacement des allocations familiales par des prestations sociales. En fragilisant les cadres sociaux protecteurs comme la famille et en pensant le succès collectif comme l'addition des seules réussites individuelles, il tend à aligner la France sur l'État providence anglo-saxon.

Il y a aussi la volonté de représenter le « nouveau monde ». Michéa parlait à propos de la gauche du « parti de demain ». Cette expression va comme un gant à Macron.

De fait, avec son jeune âge et sa volonté de faire apparaître sa propre démarche comme radicalement →

nouvelle, Emmanuel Macron a capté cette prétention à incarner l'avenir. En réalité, la gauche, sans le dire, avait fait sa double conversion : au capitalisme mondialisé et à l'individualisme radicalisé, avec en prime le multiculturalisme qui est la projection sociale de l'individualisme. Macron accomplit le Bad Godesberg que la gauche française n'avait jamais fait, en endossant cette ambition mondialiste sur le plan économique et culturel. « *La France est un projet d'émancipation des individus* », avait-il déclaré pendant la campagne. C'est précisément le programme de la gauche depuis qu'elle a renoncé à défendre la classe ouvrière, trop conservatrice à ses yeux.

Peut-être Macron accomplit-il le devenir historique de la gauche, mais il séduit quand même beaucoup de vos électeurs !

De moins en moins. Quelle nouveauté propose-t-il aux Français au XXI^e siècle ? Le progressisme, qui est une doctrine politique du XIX^e siècle ! Le macronisme, c'est Emmanuel Macron tout seul, comme l'a dit Marcel Gauchet. En clair, le macronisme est un narcissisme. On l'a vu pendant l'affaire Benalla où LREM, le parti présidentiel, a été évanescent. Un parti qui porte ses initiales, un projet qui se résume à sa personnalité, cela ne fait pas grand-chose...

Entendre des gaullistes défendre le rôle des partis et du Parlement et dénoncer le pouvoir personnel cela ne manque pas de sel...

Je n'ai aucun problème avec la dimension verticale du pouvoir. C'est presque un pléonasme. En 1962, quand le général de Gaulle a fait adopter l'élection du président de la République au suffrage universel direct, c'était pour créer un lien personnel avec les Français. Mais son personnage conférait une dimension héroïque aux institutions de la V^e République, et son élection a renforcé cette dimension. De Gaulle pensait qu'il y a au cœur de la société française une sorte de place vacante. Certains diront que c'est celle du roi ; Claude Lefort considère que le pouvoir démocratique est vide, vacant, parce que la souveraineté populaire est une abstraction. Donc ce besoin d'incarnation est essentiel. Macron l'a d'autant mieux compris qu'il était bien placé pour analyser le naufrage de la « présidence normale » de Hollande. Il en a tiré les conséquences : de la cour du Louvre jusqu'à Versailles, il adore se mettre en scène en majesté.

Eh bien, c'est diablement vertical, non ?

Sauf que sa conception de la verticalité se heurte à deux limites : la première, c'est qu'il confond le nécessaire rétablissement de l'autorité de l'État avec l'exaltation de sa personnalité. La verticalité est positive, tout comme l'autorité de l'État, si elle est mise non pas au service d'un seul, mais de tous. Pour ceux qui vivent dans des quartiers difficiles et subissent l'insécurité au quotidien, la verticalité est comme suspendue dans le vide. Seconde limite, le président de la République confond verticalité et autoritarisme. Qu'il s'agisse des « fake news » ou de



Emmanuel Macron et Alexandre Benalla au Touquet, juin 2017.

la révision constitutionnelle, l'idée est toujours d'affaiblir les contre-pouvoirs. Ajoutons que le président se distingue par un manichéisme exacerbé, par exemple quand il oppose le nouveau monde au vieux monde ou les bons Européens aux nationalistes.

De fait, l'opposition entre les souverainistes et les européistes existe !

Oui, mais ce ne sont pas des nationalistes. Romain Gary disait : « *Le patriotisme c'est l'amour des siens, le nationalisme c'est la haine des autres.* » Le choix des mots est important. Macron assimile presque les « forces de l'ancien monde » à l'anti-France. Pour lui, il y a les gens convenables et il y a les lépreux, il y a les gens qui réussissent et ceux qui ne sont rien. Je sais bien que le progressisme a toujours eu une prétention à la supériorité morale, mais là, cela devient une stratégie politique. Pour être réélu, Macron entend rendre l'alternance impossible en occupant tout l'espace central de façon à n'avoir que des oppositions périphériques et radicales.

Justement, quel espace reste-t-il à la droite ?

Dès lors que le néolibéralisme a fusionné avec le libéralisme culturel et économique, la gauche convertie au capitalisme mondialisé et la droite gestionnaire se sont rejointes. À charge pour la droite de sortir de l'apathie intellectuelle et de l'économisme. Nous devons porter un projet de civilisation parce que les grands sujets qui hantent les peuples aujourd'hui ne sont pas d'ordre

matériel. En Autriche, en Allemagne ou ailleurs, le taux de chômage est très bas. Pourquoi y assiste-t-on à des insurrections électorales ? Pour être à la hauteur de l'enjeu, la droite doit porter à la fois une politique de liberté et une politique de civilisation.

Les paroles ne suffisent plus ! Concrètement, qu'est-ce que cela signifie ?

La question de la civilisation, c'est notamment la question nationale, celle de l'État-nation. Sans souveraineté, le pouvoir politique et la démocratie ne peuvent rien. Or, aujourd'hui, il y a de grandes institutions internationales et des mécanismes qui détournent les décisions populaires. Ce n'est pas uniquement une question de gouvernance politique, mais aussi une question de mode de vie à travers une limitation drastique de l'immigration, une lutte acharnée contre l'islamisme et le multiculturalisme.

Vous voulez sortir de l'Europe ? Première nouvelle ! Sinon, comment comptez-vous recouvrer notre souveraineté ?

Je ne veux pas faire sortir la France de l'Europe, mais faire sortir l'Europe du fédéralisme : contrairement à ce qu'avance Emmanuel Macron, il n'y a pas de souveraineté européenne dès lors que le pouvoir souverain réside dans la nation qui l'exerce à travers ses représentants. Je propose donc que les parlements nationaux soient étroitement associés aux décisions européennes, à travers, par exemple, un système de carton rouge : une majorité de parlements pourrait stopper l'examen d'une proposition de la Commission, si elle la juge contraire à l'intérêt des peuples européens. Force républicaine a fait 30 propositions concrètes comme celle-ci, qui dessinent l'Europe à laquelle nous croyons : l'Europe des nations, une « *Europe européenne* » comme disait le général de Gaulle.

Encore faudra-t-il expliquer pourquoi votre camp n'a pas fait tout cela quand il était au pouvoir...

Depuis la guerre, la droite est dominée intellectuellement et idéologiquement, tétanisée par la gauche. Elle a arrêté de penser, et s'est réfugiée dans une pratique gestionnaire, d'ailleurs assez piètre. À force de subir la foudre médiatique, notamment sur la question migratoire, elle a fini par baisser la tête et courber l'échine.

Des éléments essentiels de la civilisation que vous prétendez défendre, comme notre langue, sont en péril. N'est-il pas temps d'assumer votre conservatisme au lieu de faire la course à la modernité ?

Disraeli l'avait parfaitement résumé : « *Réformer ce qu'il faut, conserver ce qui vaut.* » Tout est dit. À la base de la politique de civilisation que la droite doit assumer, il y a une vision anthropologique. Le propre du progressisme est de croire que tout est possible. Or, la liberté que je défends est enracinée et porte une vision anthro-

pologique qui est d'abord une éthique de la limite – tout n'est pas possible. La condition humaine n'est pas sans condition et doit résister à l'empire de la technique, à la « *civilisation des machines* », comme disait Bernanos. Les limites sont nécessaires quand on exploite jusqu'à détruire notre planète, elles le sont pour le marché, parce que tout n'est pas marchandise. Enfin, la rhétorique de plus en plus radicale des droits individuels doit aussi accepter une limitation pour s'accorder au bien commun.

Toute une frange des Républicains ne se retrouve pas dans ce credo. Pourquoi restez-vous dans le même parti ?

Si on veut être chimiquement très purs, demain on se retrouvera dans une cabine téléphonique ! Au cours de la primaire, 4 millions d'électeurs de la droite et du centre ont convergé sur ce que proposait François Fillon autour de la liberté, de l'autorité de l'État et des valeurs. C'était l'équation gagnante. On peut encore rassembler bien au-delà des seuls Républicains autour de ce socle.

Si vous en êtes convaincu... En attendant ce grand soir conservateur, n'en avez-vous pas trop fait autour de l'affaire Benalla qui est de la petite bière par rapport aux scandales du gaullo-pompidolisme et du mitterrandisme ?

Non. C'est le pouvoir lui-même qui a amplifié l'affaire avec ses rétropédalages et ses silences gênés. J'ai été stupéfait par le discours d'Emmanuel Macron à la Maison de l'Amérique latine. Lui qui souhaite incarner la fonction présidentielle s'abaisse à dire que Benalla n'est pas son amant et lance à l'opposition ce ridicule : « *Qu'ils viennent me chercher !* » Tout cela n'est guère vertical... Dans ce contexte, les oppositions se sont retrouvées pour faire bloc. Évidemment, la V^e République en a connu d'autres. Cela étant, contrairement à ce qu'a dit le pouvoir, l'affaire Benalla n'est pas une simple dérive personnelle. Qu'un tel personnage ait pu accéder au premier cercle de la sécurité du président, c'est un manque de discernement pour celui qui l'a recruté. Et cela pose aussi le problème d'une forme de privatisation de la sécurité de la présidence qui relève de la sécurité nationale.

Rien de nouveau sous le pouvoir : il y a toujours eu des favoris, des phénomènes de cour et des rêves d'autonomie élyséenne !

L'étendard d'Emmanuel Macron, c'était la transformation de la vie politique dans le sens de la vertu. Or, dans son interview au *Monde*, Benalla mange le morceau en expliquant que l'important, c'est la proximité qu'on vous prête avec le président de la République. Comme l'a écrit Jacques Julliard, c'est le règne du bon plaisir. Il n'y a peut-être pas mort d'homme mais en ce cas, on ne se prétend pas moralement supérieur à tout le monde. L'affaire Benalla, c'est la fin du nouveau monde. •

CULTURE & HUMEURS

72

Juif et homosexuel

Proust le maudit

Entretien avec Patrick Mimouni

Propos recueillis par Daoud Boughezala

76

**Alphonse Mucha, la Belle
Époque illustrée**

Pierre Lamalattie

80

**Mathieu et Battistella, les
rescapés du deuxième roman**

Jérôme Leroy

84

L'inspection des travaux finis

Jean Chauvet

86

**Le tour de France
de deux enfances**

Élisabeth Lévy

88

Bordeaux, un vin trop riche ?

Emmanuel Tresmontant

94

Pichonneau crée une start-up

Patrice Jean

96

Les carnets de Roland Jaccard

98

Le journal de l'ouvreuse





Alphonse Mucha et sa fille Jaroslava posant pour l'affiche de
De Forest Phonofilm, Zbiroh, Tchécoslovaquie, 1927.

JUIF ET HOMOSEXUEL

PROUST LE MAUDIT

Entretien avec Patrick Mimouni
Propos recueillis par Daoud Boughezala



Marcel Proust posant avec sa mère Jeanne et son frère Robert, vers 1895.

Au terme de dix ans de travail, Patrick Mimouni publie *Les Mémoires maudites*, essai qui, après d'autres, interroge la place centrale mais sibylline (et controversée) qu'occupent juifs et homosexuels chez Marcel Proust. L'écrivain et scénariste explique en quoi *A la Recherche du temps perdu* est le roman de deux identités inassimilables.

Causeur. Écrivain et scénariste, vous avez consacré dix années de travail à Proust. Pourquoi ?

Patrick Mimouni. Au départ, j'avais le projet un peu fou d'adapter au cinéma *À la Recherche du temps perdu*. Cela m'a donné l'occasion de me replonger dans la lecture de Proust. J'ai d'abord produit des textes sans idée directrice. Puis, il y a trois ou quatre ans, après une discussion avec un ami, j'ai eu l'idée d'explorer un angle lié à ma propre histoire qui me dispenserait d'écrire une autofiction : Juifs et homosexuels chez Proust.

Mise à part l'hostilité qu'elles ont rencontrée à travers les âges, qu'est-ce qui réunit homosexualité et judéité ?

Au cœur de Proust, il y a l'idée qu'on ne pourra jamais faire d'un homosexuel un hétérosexuel, et qu'un Juif, aussi assimilé qu'il soit, finira toujours par révéler sa judéité, serait-ce à son corps défendant. Par exemple, le personnage de Bloch, un Juif qui se fait appeler Jacques du Rozier pour avoir l'air d'un aristocrate français, évoque inconsciemment la rue des Rosiers. Autre exemple : le personnage de Charlus n'arrive pas à se faire passer pour un hétérosexuel. Certains signes le trahissent, comme lorsqu'il goûte un alcool sur le buffet de Mme Verdurin et dit avec affectation : « *La fraîsette, c'est délicieux.* » On comprend malgré lui qu'il est homosexuel alors qu'il n'a pas du tout envie de passer pour tel. J'appelle contre-identité cette identité indésirable qui est de l'ordre de l'inconscient.

La contre-identité proustienne a des racines singulières. Vous présentez Marcel Proust comme le produit du mariage d'un anti-sémite (Adrien Proust) et de la fille d'une grande famille israélite (Jeanne Weil). S'il adhère aux préjugés antijuifs de son temps, le père de Proust était-il pour autant un anti-sémite rabique à la Drumont ?

Non, le docteur Proust n'était pas un antisémite enragé. Il a pris position contre Dreyfus en privé, mais il n'a pas produit de textes explicitement antisémites. En revanche, en tant que médecin, il a diffusé la théorie aryenne en France. Il certifiait dans ses publications médicales que « *c'est à la race blanche, et au rameau aryen qu'appartient la suprématie définitive* ». Il affirmait que les Juifs constituaient la « *seule race véritablement cosmopolite* », autrement dit la race en position

de s'assurer la domination mondiale si les Aryens n'y prenaient pas garde. Mais il se contentait de le suggérer. Il ne l'énonçait pas clairement.

Comment ce mariage improbable a-t-il vu le jour ?

Le père de Proust était le favori de son grand-oncle maternel, Louis Weil, un homme très riche parce qu'il avait épousé l'héritière d'une grande banque juive de Hambourg. Louis Weil a désiré marier Adrien Proust à sa nièce. Comme Jeanne Weil adorait son oncle, qui était l'homme le plus riche de la famille, les Weil ont été bien obligés d'accepter cette union un peu honteuse. Pourquoi Louis Weil la souhaitait-il ? Proust nous donne la clef de l'énigme en énonçant l'une de ses lois psychologiques, à savoir qu'un oncle, s'il est homosexuel, a tendance à vouloir marier son favori à sa nièce. Le terme « tante », dans les dictionnaires de l'argot français au XIX^e siècle, recoupe ce phénomène. Une tante, c'est un homme qui, d'une manière ou d'une autre, essaie de faire passer son amant pour son neveu. C'est probablement ce qui s'est passé dans la famille de Marcel Proust.

Le mariage des parents de Proust était donc doublement contre-nature...

Pas tant que cela. Il y avait très peu de mariages d'amour à l'époque. C'étaient les familles qui concluaient les mariages. Adrien et Jeanne Proust constituaient une sorte de trio avec Louis Weil, qui avait arrangé leur union en leur donnant des avantages financiers considérables. Cela étant, les parents et le grand-oncle de Proust habitaient trois logements distincts, en tout cas durant l'enfance et l'adolescence de Proust. Louis et Adrien avaient des tempéraments de noceurs. Ils aimaient beaucoup donner des dîners ou des soirées, l'un dans son appartement du boulevard Haussmann, l'autre dans son appartement du boulevard Malesherbes. Jeanne n'appréciait pas du tout ce genre de vie. Elle préférait vivre à Auteuil avec ses enfants, dans une grande villa qui appartenait à Louis, mais qu'il avait fait agrandir pour les Proust. L'oncle, la nièce et le beau-neveu formaient une sorte de communauté qui se réunissait souvent, mais dont chaque membre disposait d'un logement particulier pour pouvoir mener une vie de célibataire s'il le souhaitait.

Ce triangle amoureux suffit-il à faire des →

Weil une famille homosexuelle ?

Dans ce domaine, le premier membre de la famille à se faire remarquer a été l'arrière-grand-père de Proust, Baruch Weil. Issu d'un milieu très humble d'ouvriers en porcelaine, il a épousé la nièce d'un de ses patrons, Hélène Schoubach, qui n'avait alors que 13 ans. Il ne s'agissait pas d'un mariage d'amour. C'est un mariage très inégal et assez peu explicable. Pourquoi est-ce qu'un ouvrier épouse l'héritière d'une des plus grandes familles israélites de France qui possédait des manufactures de tabac et de porcelaine ? On pourrait l'expliquer par la loi psychologique que conçoit Proust en ce qui concerne le phénomène des « tantes ».

Comment se manifeste ce phénomène dans À la recherche du temps perdu ?

Dans cet ouvrage, l'antisémite Charlus est très amoureux du Juif Swann. Charlus est un sadomasochiste dont l'antisémitisme est toujours lié à la séduction. Plus les Juifs en caftan du Marais lui apparaissent sadiques, plus ils l'excitent. En tant qu'homosexuel féminin, c'est-à-dire doté d'une âme de femme dans un corps d'homme, il a envie de croire que Swann est hétérosexuel. Ce jeu est très important pour Proust. Selon lui, un homosexuel dans le genre de Charlus ne désire un autre homosexuel qu'en se persuadant que celui-ci est imaginativement hétérosexuel. D'où l'obligation de former un trio pour nourrir ce fantasme. Chez les Guermantes, la famille pourtant très antisémite de Charlus, on s'amuse à surnommer *Mater Semita* la sœur de Charlus, qui s'appelle la comtesse de Marsantes. Pourquoi la surnommer *Mater Semita*, c'est-à-dire « Mère juive » ? On peut imaginer que Charlus est l'auteur de ce jeu de mots dans la mesure où il préfère croire que Swann a déshonoré sa sœur, l'a abandonnée après lui avoir fait un enfant.

Mais Swann épouse finalement Odette, que des bruits accusent d'être une courtisane, puis une lesbienne...

Si Charlus veut présenter une femme à Swann, il n'a cependant pas intérêt à ce que cette femme devienne sa rivale. Il choisit donc une lesbienne pour s'assurer qu'elle ne tombera pas amoureuse de Swann. Et Swann joue ce jeu-là avec Charlus, s'arrangeant pour lui faire croire qu'il est un don Juan couvert de maîtresses. Le meilleur moyen d'y croire pour Charlus est de voir Swann coucher avec une femme. Justement, dans l'appartement d'Odette, on découvre la présence d'un voyeur. Proust ne dit pas qui est le voyeur, mais on peut le deviner car toute l'intrigue sous-jacente d'*Un amour de Swann* est constituée des manipulations de Charlus sur Odette pour obtenir la conviction que Swann est hétérosexuel.

Vous repérez des signes homosexuels ou juifs cachés disséminés partout dans la Recherche. Si l'homosexualité de Proust ne fait aucun doute, était-il vraiment empreint de culture juive ?

Notez que Proust a été baptisé selon le rite catho-

lique, mais n'a apparemment jamais fait sa première communion. À l'intérieur de sa famille extrêmement paradoxale, Proust a reçu une éducation juive laïque. D'ailleurs, son grand-oncle Adolphe Crémieux, dont toute la famille s'était convertie au catholicisme, est le fondateur du judaïsme laïque, à l'origine de l'Alliance israélite universelle. Un autre de ses grands-oncles, Godchaux Weil, avait publié sous le pseudonyme de Ben Levi *Les Matinées du samedi*. Ce livre composé d'historiettes brassait aussi bien Pascal, Racine, Lamartine que des épisodes de l'histoire juive. Il a sûrement beaucoup compté pour Proust puisque c'était l'ouvrage qu'on lisait aux enfants dans la plupart des familles juives, y compris laïques.

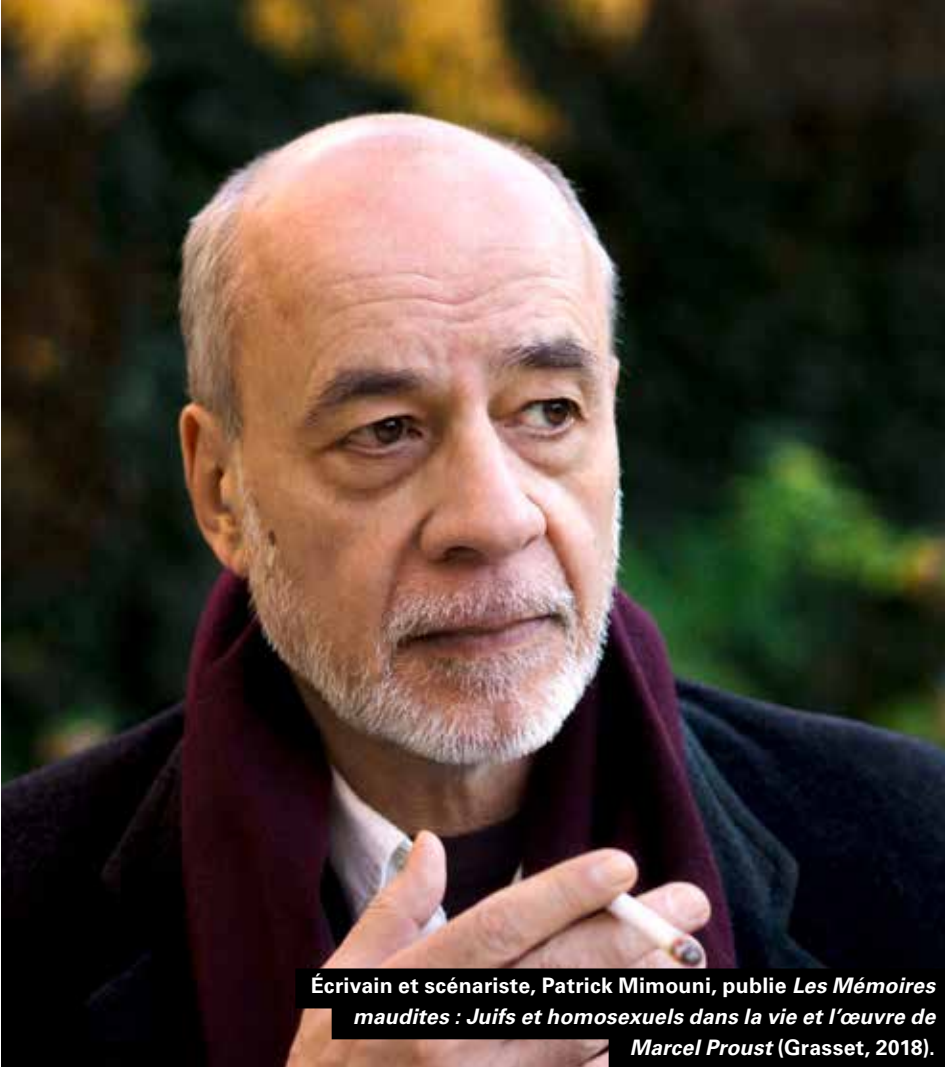
Dans la préface à son livre, Godchaux Weil dit qu'il lui importe d'établir une comparaison entre l'histoire des Juifs à l'époque antique et l'histoire des Juifs au XIX^e siècle. Or, cette alliance entre passé et présent est l'un des fondements de la pensée proustienne. Parfois, ce qui semble totalement révolu et oublié sans la moindre trace resurgit en imposant sa présence, comme le souvenir refoulé que ressuscite le goût de la madeleine.

Vous allez plus loin en proposant une lecture kabbalistique de l'œuvre proustienne. Ne prêtez-vous pas à l'auteur des intentions cachées qu'il n'a pas forcément eues ?

Comme le suggère le titre du premier tome de *À la recherche du temps perdu*, *Du côté de chez Swann*, autrement dit « Du côté du signe », pour Proust, le signe apparaît pour déconstruire un édifice imaginaire. Dans *Contre Sainte-Beuve*, Proust étudie la manière qu'a Balzac d'alerter une toute petite catégorie de lecteurs en employant l'expression « manger du papier » dans *Illusions perdues*. « Manger du papier » signifie en réalité avoir le goût de la fellation. C'est une métaphore liée à la consistance de la pâte à papier et à son rapport au sperme. Proust dit que c'est le peu que Vautrin et ses semblables laissent échapper de leur secret. Cet usage du signe a beaucoup à voir avec la littérature juive, fondée sur le fait que Dieu n'est jamais visible, donc unimaginable, irréprésentable, inconcevable et toujours secret. On ne peut l'aborder qu'à travers des signes jamais littéralement énonçables qui déconstruisent une image mythique.

Proust a cultivé l'ambiguïté jusqu'à défendre Dreyfus tout en fréquentant des figures antisémites notoires de l'Action française. Il a ainsi correspondu avec Maurras, dédié Le Côté de Guermantes à Léon Daudet et multiplié les passages antisémites dans À la recherche. Comment l'expliquez-vous ?

C'était une pratique assez courante à l'époque. Léon Blum, par exemple, fréquentait volontiers Maurice Barrès, un antisémite résolu dont il est pourtant l'ami. Si le narrateur de *la Recherche* est antisémite et homophobe, ce n'était évidemment pas le cas de Proust. Il tient un double discours permanent dans son roman.



Écrivain et scénariste, Patrick Mimouni, publie *Les Mémoires maudites : Juifs et homosexuels dans la vie et l'œuvre de Marcel Proust* (Grasset, 2018).

Depuis leur émancipation (1791), les israélites étaient à la fois citoyens de plein droit et sommés de se fondre dans la population française. En quoi cette injonction les a-t-elle paradoxalement incités à devenir religieux ?

La seule manière de pouvoir promouvoir l'assimilation était d'affirmer que les juifs ne formaient pas un peuple, mais seulement une religion, au même titre que les protestants et les catholiques. Curieusement, les Lumières judéo-françaises furent religieuses puisque la religion était la seule forme d'expression acceptable de la communauté juive. Cela supposait d'aller à la synagogue, de respecter un certain nombre de rites en privé. Pour les juifs agnostiques ou athées comme les membres de la famille maternelle de Proust, tout cela n'avait pas grand sens. D'ailleurs, les personnages juifs d'*À la recherche* n'ont aucun rapport avec la religion.

Pour conclure, expliquez-nous en quoi Proust portait un « regard implicitement sioniste » sur la question juive.

Tout en présentant les Juifs comme des victimes, comme au début de *Sodome et Gomorrhe*, son narrateur reproduit un lieu commun antisémite en prétendant que Swann souffre d'un eczéma ethnique et d'une constipation héréditaire. De même, le narrateur compare l'homosexualité à une maladie irrémédiable et à un vice terrible, mais dit en même temps que les homosexuels sont victimes d'un opprobre immérité. Cette double narration est un élément essentiel de la littérature juive. Leo Strauss lui a consacré tout un livre, *La Persécution et l'Art d'écrire*, pour étudier ce que Maïmonide appelle le discours à deux faces. Sous un régime autoritaire qui réprouve l'homosexualité et la judéité, un auteur ne peut soutenir que la thèse défendue par le public. Mais tout en tenant un discours conventionnel qui plaît au public, il alerte le lecteur en créant des incidents pour tenir un discours sous-jacent de résistance et de révolte contre l'injustice.

Ainsi, vous dévoilez la nature juive cachée sous des dehors catholiques de la famille du narrateur de la Recherche...

Oui, car au XIX^e siècle, l'assimilation des Juifs était une obligation. Cela produisait une sorte de marranisme par le fait de ne pas exposer en public des pratiques qui auraient différencié la communauté juive de l'ensemble du peuple français.

Proust partageait le constat du théoricien sioniste russe Léon Pinsker (1821-1891) : l'assimilation a échoué. Cet intellectuel avançait que malgré toute la volonté des Juifs de s'assimiler à la société russe, ils affronteraient toujours un antisémitisme foncier. Le sionisme de Pinsker, sur lequel Proust ne s'est jamais prononcé en tant que tel, partait de l'idée que les Juifs devraient retrouver leur terre ancestrale pour pouvoir se défendre comme dans une forteresse. Proust développe cette même thèse avec les homosexuels, pensant qu'ils ne pourront jamais devenir hétérosexuels. Ainsi Proust compare un sioniste à un sodomiste résolu, c'est-à-dire à un homosexuel fier de l'être. Mais la bourgeoisie israélite n'épousait pas ses vues. Des relations de Proust comme le grand dreyfusard Joseph Reinach étaient fondamentalement antisionistes. Durant la Seconde Guerre mondiale, un grand nombre de leurs descendants, restés en France sous le régime de Vichy, parce qu'ils pensaient qu'ils n'avaient pas à craindre pour leur vie, ont fini par être déportés, notamment dans la famille de Proust du côté juif. •



Les Mémoires maudites, Patrick Mimouni, Grasset, 2018.



La Lune et les étoiles, Alfred Mucha, 1902.

ALPHONSE MUCHA

LA BELLE ÉPOQUE ILLUSTRÉE

Par Pierre Lamalattie

Le musée du Luxembourg, à Paris, propose à partir du 12 septembre une rétrospective Alphonse Mucha (1860-1939). Cet illustrateur tchèque emblématique de l'Art nouveau a produit des affiches mythiques pour Sarah Bernhardt et les biscuits LU. Il laisse une œuvre singulière à la postérité florissante, notamment dans la bande dessinée.

« **C**hoisissez une autre profession où vous serez plus utile ! » : c'est le commentaire qui, en 1878, accompagne le rejet de la candidature du jeune Alphonse Mucha à l'École des beaux-arts de Prague. Il a 18 ans. Il est originaire de Moravie et a grandi dans un milieu populaire. Son approche est, semble-t-il, un peu simple. Il n'a pas compris ce qu'attend cette respectable institution. Cela n'empêche pas le jeune homme d'arpenter les rues de Prague et de s'attarder dans ses riches églises. Les décors de la Contre-Réforme le font rêver, notamment ceux de la somptueuse Saint-Ignace. Le jeune Mucha tombe dans le baroque comme Obélix dans la potion magique. C'est ainsi que naît son attrait pour le faste visuel. Il prend goût à la plus grande fantaisie. Il emmagasine des images de corps à moitié nus, de drapés lyriques et de chevelures emportées par des souffles.

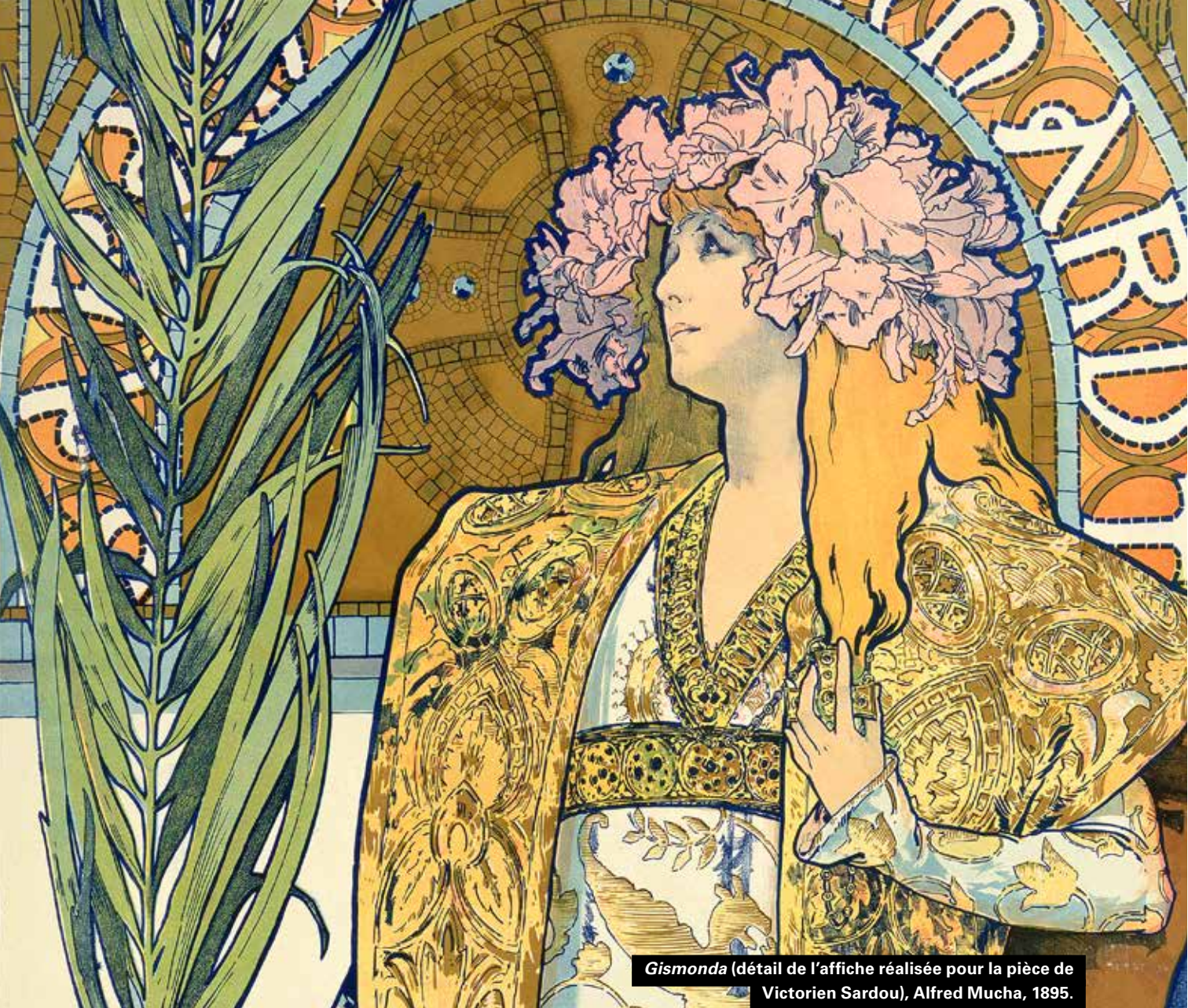
Cependant, il doit trouver un travail. Il participe à des chantiers de décors de théâtre et apprend son métier sur le tas. On lui confie aussi des décors de châteaux et de résidences. Pour parfaire sa formation, il entreprend d'aller voir ce qui se fait ailleurs en Europe. Il part d'abord à Vienne où il devient un proche de Hans

Makart. Ce peintre prodigieux, peu connu en France, a une œuvre décorative immense à laquelle se rattachent la Sécession viennoise et des artistes comme Gustav Klimt. Ensuite, Mucha se rend à Munich où travaillent des artistes très originaux comme Franz von Stuck. Mucha est d'ailleurs accueilli dans un atelier des Beaux-Arts de la capitale bavaroise au moment où ce dernier en sort. Finalement, en 1887, il se rend à Paris. Il est jeune, pauvre et inconnu. Cependant, il emporte avec lui, sans le savoir, le ferment des innovations d'Europe centrale.

Un Tchèque chez *Le Gaulois*

À Paris, il s'inscrit à des formations privées comme l'Académie Colarossi. Il vit à proximité de cette dernière, dans une chambre louée rue de la Grande-Chaumière. Il exerce par ailleurs le métier d'illustrateur. Il est apprécié et travaille pour Armand Colin. Il s'est fait un copain en la personne d'un ancien agent de change ayant opté pour la vie de bohème, un type parfois excentrique et caractériel, un certain Paul Gauguin. À ce stade, Mucha reste un inconnu, un gagne-petit.

Sa carrière bascule le 24 décembre 1894. Ce soir-là, l'actrice Sarah Bernhardt prend contact avec son imprimeur. Elle voudrait qu'on lui compose et édite en urgence une affiche pour la reprise de *Gismonda*, pièce de Victorien Sardou, programmée tout début janvier. C'est très court. De plus, ça tombe mal, car tous les illustrateurs sont partis pour les fêtes de fin d'année. Mais Mucha est disponible. Il a déjà fait des croquis de la pièce pour le journal *Le Gaulois* et ses dessins ont été appréciés. On lui confie donc l'affiche, faute de mieux. Il travaille à toute allure. Il opte pour des couleurs moins bariolées et plus nuancées que les affiches de théâtre habituelles. Le format très en hauteur tranche. Mucha déploie surtout un style graphique personnel, raffiné et inédit. Le 1^{er} janvier, ses affiches sont placardées dans tout Paris, comme prévu. Mais ce qui n'a pas été anticipé est qu'elles remportent un succès immédiat et gigantesque. Une vraie folie. Les gens les découlent et les découpent pour s'approprier des exemplaires. C'est le début d'une longue collaboration avec Sarah Bernhardt. C'est aussi le commencement de la renommée. Mucha multiplie les affiches et les publicités, il →



Gismonda (détail de l'affiche réalisée pour la pièce de Victorien Sardou), Alfred Mucha, 1895.

crée des objets décoratifs tels qu'argenterie, joaillerie et meubles, il aménage des espaces de prestige, comme la bijouterie Fouquet, actuellement conservée au musée Carnavalet. Il devient riche, célèbre et un tantinet dandy. Il est invité en Amérique à plusieurs reprises. Les femmes les plus en vogue, comme Cléo de Mérode, veulent lui servir de modèle. Au point qu'on identifie quasiment Mucha à ce qu'on appelle désormais, selon l'expression du marchand Siegfried Bing, l'« Art nouveau ».

Son art est considéré comme « dégénéré »

En dépit de tous ces succès, il ressent un petit regret, il a une pointe de nostalgie patriotique. Lui qui n'a jamais éprouvé le besoin d'exprimer aucun message dans ses compositions, voilà qu'il voudrait faire quelque chose pour la cause slave. Cela le taraude d'autant plus que sa patrie, avec la formation de la Tchécoslovaquie en 1919, s'est affranchie de la tutelle austro-hongroise. Il rentre donc dans son pays et

s'attaque à un cycle de 20 toiles géantes traitant de l'épopée slave. S'agissant de peintures d'histoire et non plus d'affiches, sa manière s'adapte. Les empâtements remplacent les traits. La fantaisie fait place à une certaine solennité. Ce n'est plus le même Mucha. On sent toujours un talent, mais le charme éblouissant de sa période Art nouveau s'est envolé. C'est cependant un gros travail qui l'accapare durant tout l'entre-deux-guerres. À peine a-t-il terminé *L'Épopée slave* que les nazis entrent à Prague. Il est aussitôt arrêté par la Gestapo, notamment en raison de ses responsabilités maçonniques. Il est finalement relâché, mais il meurt peu après et son corps est jeté dans la fosse commune. En outre, son art est considéré comme « dégénéré » (*Entartete Kunst*). Nombre de ses travaux sont détruits.

Après la guerre, les artistes « dégénérés » sont réhabilités, mais pas Mucha. Les historiens de l'art ont tendance à le regarder de haut. L'auteur de *Gismonda*

est volontiers jugé facile, frivole, populaire, voire kitsch. Il est quasiment oublié par cette histoire de l'art qui ne retient que la marche en avant vers la modernité, les avant-gardes, le cubisme, etc.

Cependant, surtout à partir des années 1970, l'œuvre de Mucha renoue avec un large succès populaire qui échappe complètement aux institutions artistiques. On n'en finit pas de tirer ses affiches en posters et en sets de table. Beaucoup de gens qui ne s'intéressent pas à l'art sont tout de suite séduits par son style. De nos jours, sur internet, le « fanart » réunit toute une communauté de passionnés qui, pour beaucoup, dessinent à la manière de Mucha. La magie opère encore.

Candeur enfantine

Mucha est insoluble dans la modernité, d'abord parce qu'il est étranger à toute intellectualisation de l'art. Il en est d'ailleurs parfaitement conscient lorsqu'il confie : « *Je préfère être un illustrateur populaire qu'un défenseur de l'art pour l'art !* » Ses meilleures œuvres, celles de la période Art nouveau, sont comme indifférentes à la notion de sujet. Elles ne délivrent aucun message, ne suscitent aucune théorie. Son talent peut se mettre au service de marques de gâteaux secs, de parfum ou de papier à cigarettes. Ses compositions appellent juste le plaisir des yeux. Elles correspondent parfaitement à ce que fustige Marcel Duchamp lorsqu'il parle d'art « *rétinien* ». Mucha est rétinien à 200 %. Son art ne s'adresse pas à l'entendement, mais à la vue, à la sensibilité du regard et aux satisfactions qui s'y attachent. Il y a indiscutablement quelque chose de jouissif chez Mucha.

Ensuite, Mucha est manifestement quelqu'un qui aime dessiner. On sent chez lui quelque chose de cette candeur des enfants contents d'avoir fait un beau dessin bien observé. Il est, en effet, avant tout un observateur. Il éprouve un émerveillement pour la botanique. Il a aussi beaucoup d'attrait pour les femmes plus ou moins dévêtues. Il excelle à représenter leurs corps, leurs chevelures, leurs vêtements. Il aime piocher des motifs décoratifs dans tous les pays et toutes les époques, notamment dans le monde slave et byzantin. Il accumule une grande quantité de livres, photos et croquis. La figuration implique un long travail de documentation.

Cependant, pour lui, dessiner n'est pas seulement être ressemblant. Mucha vise, en quelque sorte, un dessin *plus que ressemblant*. Quand il s'attaque à une forme, il veut en rendre compte en la purifiant, en la concentrant, en la rendant plus caractérisée, plus éloquente que la réalité. Mucha s'intéresse peu aux hommes, à leurs souffrances, à leurs vies. Ce qui le passionne dans le monde, c'est d'explorer l'infinie variété des formes qui s'y trouvent.

Sa sensibilité est contemporaine de la mode du japonisme. En effet, la fin du XIX^e connaît un engouement

pour l'art japonais, et notamment pour ses estampes. Les maîtres nippons ont observé et représenté la nature dans ses moindres détails. Ils ont produit des dessins de végétaux et d'insectes stupéfiants de minutie et de beauté. L'Art nouveau, et Mucha en particulier, leur emboîte le pas. Cette attirance indéfectible pour tout ce que le réel peut receler de fantaisie va cependant en sens inverse du mouvement vers l'abstraction qui marque une bonne partie de la modernité. Mucha, à l'aube du XX^e siècle, a cette rare qualité d'être, à sa façon, tourné vers le monde. Ce n'est pas rien.

Postérité plus importante en BD

Mucha, c'est enfin un style que les amateurs peuvent reconnaître au premier coup d'œil. Sa manière si singulière tient en grande partie à l'importance donnée au trait. Chacune des formes qu'il nous montre est cernée et clarifiée par un jeu de traits bien placés. Dans la vie réelle, comme en peinture, il n'y a guère de traits. Les images qui s'offrent à nous sont souvent relativement confuses et nécessitent un travail d'interprétation, aussi rapide soit-il. Le fait est qu'il y a des dessins ou des peintures qu'on saisit facilement et d'autres moins, de même qu'il y a des textes qu'on comprend du premier coup et d'autres qu'on doit relire plusieurs fois. Évidemment, on ne peut prétendre qu'il est préférable de ne jamais faire d'effort. Cependant, quand on peut saisir de quoi il est question sans obstacles inutiles, c'est plus agréable. Avec Mucha, le travail d'analyse de l'image est en quelque sorte préparé, prédigéré par les traits. On entre dans ses compositions avec facilité. On éprouve un sentiment de grande clarté. Cette lisibilité accrue est une force. Elle autorise Mucha à certaines virtuosités. Ainsi livre-t-il fréquemment des images riches, voire complexes, avec des raccourcis ou des superpositions acrobatiques que d'autres ne pourraient pas se permettre.

À la même époque, la peinture moderne, en s'éloignant du réel, fait le choix inverse. Les toiles sont souvent de plus en plus empâtées, on fragmente, on géométrise. La peinture devient un spectacle en soi et s'éloigne du monde. Les figurations populaires, qui connaissent un grand développement au XX^e siècle avec l'illustration, la BD et l'animation, reposent au contraire, comme chez Mucha, sur la recherche d'une lisibilité accrue des images. C'est, en particulier, le cas des BD adoptant le principe de la *ligne claire*. On aurait donc tort de croire que Mucha et l'Art nouveau ont peu de postérité. C'est exactement le contraire. Raison de plus pour aller voir cette exposition qui, à chaque salle, promet une vraie fête pour les yeux. •



À voir absolument :
« Alphonse Mucha », musée du Luxembourg, Paris, du 12 septembre 2018 au 27 janvier 2019.

MATHIEU ET BATTISTELLA

LES RESCAPÉS DU DEUXIEME ROMAN

Par Jérôme Leroy



Gautier Battistella.

Avec *Leurs enfants après eux* et *Ce que l'homme a cru voir*, Nicolas Mathieu et Gautier Battistella passent avec brio l'épreuve du deuxième roman, fatale à tant de jeunes espoirs oubliés. Quand le premier raconte les années 1990 à travers le destin d'une vallée désindustrialisée de la Meuse, le second projette dans le futur une tragédie familiale qui remonte à l'invasion allemande de la Pologne. Voyage au cœur du malaise français.

On sera reconnaissant à Nicolas Mathieu et à Gautier Battistella de se distinguer pour de multiples raisons dans le raz de marée habituel de la rentrée littéraire, et pas seulement par un talent tour à tour impressionnant et insolent. La première raison est qu'avec *Leurs enfants après eux* et *Ce que l'homme a cru voir*, les deux écrivains ont écrit leur deuxième roman. Cela n'a l'air de rien, mais publier un deuxième roman frise l'anomalie statistique. Par exemple, pour cette rentrée littéraire 2018, il est prévu 94 premiers romans sur 567, ce qui est d'ailleurs un

record. La question est : combien sur ces 94 auteurs en écriront un deuxième, juste un deuxième ? En fait, extrêmement peu. Les cimetières de la littérature considérée comme une activité saisonnière sont remplis de primo-romanciers qui le sont restés pour l'éternité.

Il y a en effet une malédiction du deuxième roman. Elle est connue de tous les éditeurs. Pourquoi est-ce si difficile, un deuxième roman ? Parce que l'auteur, souvent, a tout mis dans le premier. Il se retrouve vidé et, comme le remarquait joliment le regretté Bernard Frank dans *Solde*, il a en quelque sorte réglé trop vite ses comptes : « *On écrit souvent son premier livre comme un testament, pour dire que quelque chose n'allait pas et que l'on n'était cependant pas coupable.* » Et Frank en parlait en connaissance de cause : il avait été salué et par Sartre et par Morand (un exploit !) pour son premier roman, *Les Rats*, en 1953, et était ensuite devenu un brillant chroniqueur, un délicieux critique, mais en aucun cas... un romancier. Il y a aussi, parfois, que l'auteur d'un premier roman a connu un tel succès qu'il ne peut plus que décevoir ses éditeurs ou même ses lecteurs avec la suite : l'exemple emblématique demeure Pascale Roze, prix Goncourt 1996 pour *Chasseur Zéro*, qui a ensuite publié dans une indifférence presque générale.

Mathieu et Battistella restent fidèles à un terroir : le leur.

Nicolas Mathieu et Gautier Battistella ne connaissent pas cette paralysie. Dans une symétrie de dates surprenante, ces deux jeunes quadras ont tous les deux mis quatre ans à écrire le deuxième, mais ils en sont venus à bout. Et le succès qu'ils avaient connu pour le premier les a plutôt encouragés qu'écrasés. Rappelons que Nicolas Mathieu a publié en 2014, chez Actes Sud, *Aux animaux la guerre*, un roman noir qui a reçu le « Goncourt » du polar avec le prix Mystère de la critique, et qui vient d'être adapté par Alain Tasma pour un feuilleton en six épisodes prochainement diffusé sur France 3. Quant à Gautier Battistella, son *Jeune homme prometteur* (Grasset, 2014) avait lui aussi reçu deux (petits) prix. L'auteur, journaliste au *Guide Michelin*, avait été salué par une critique unanime, comme on dit, pour ce roman qui renouvelait de manière brillante, en suivant le vieux schéma du récit initiatique, la montée à Paris d'un Rastignac ou plutôt d'un Rubempré version 2.0 qui allait pourtant trouver, plutôt qu'une gloire éphémère, des racines généalogiques inattendues.

Leurs deux romans tranchent également parce qu'ils refusent courageusement de danser avec les trois spectres qui hantent la littérature française contemporaine et qui offrent davantage de chances de succès. Deux de ces spectres sont déjà anciens : ce sont l'autofiction et l'exofiction. L'autofiction, le philosophe Bruce Bégout¹ en a donné une définition admirable : « *L'auto-*

fiction, c'est comme mettre vite fait son maillot de bain sur la plage sans être protégé des regards par une serviette. On éprouve un sentiment mêlé de gêne et d'excitation, et à la fin, on se prend les pieds dans l'entrejambe et on se casse la gueule sur le sable. » L'exofiction, qui prétend s'opposer à l'autofiction, consiste pour sa part à prendre la biographie d'une personne célèbre et à la romancer, c'est-à-dire, pour préciser les choses brutalement, à se servir de notices Wikipédia et à les entrelarder de descriptions convenues et de dialogues plats afin de faire croire à un travail romanesque : ancien officier SS ou gymnaste roumaine, actrice hollywoodienne suicidée ou résistant exemplaire, l'auteur d'exofiction ne prend pas trop de risques et trouve des modèles suffisamment fédérateurs pour ne pas choquer la ménagère de moins de 50 ans. Dans un cas comme dans l'autre, autofiction ou exofiction, l'écrivain la joue ceinture et bretelles : si on lui reproche d'étaler des intimités de personnes réelles qui n'ont rien demandé ou de multiplier les approximations sur la vie de telle ou telle célébrité, la fiction lui sert d'assurance tous risques : « *Ah oui, mais c'est du roman, au bout du compte.* »

Eh bien non, ce n'en est pas, du roman, précisément. Le travail de métabolisation de la réalité, de réinterprétation du monde qui est au cœur de la littérature, il faut aller voir du côté des Nicolas Mathieu et des Gautier Battistella pour le trouver. Quand Nicolas Mathieu raconte une décennie d'histoire de France, les années 1990 en l'occurrence, à travers le destin d'une vallée désindustrialisée de la Meuse, Gautier Battistella choisit de relire le mythe de Caïn et Abel dans la région toulousaine et dans un futur proche, qui est le meilleur moyen, pour lui, de remettre en perspective une tragédie familiale trouvant ses origines dans l'invasion allemande de la Pologne en 1939.

On remarquera d'ailleurs que l'un comme l'autre restent fidèles à un terroir : le leur. Le premier, qui vit à Nancy, et le second, qui est né à Toulouse, ont choisi de dérouler leurs histoires l'un en Lorraine, l'autre dans le Sud-Ouest. Attention, nous ne sommes pas soudain devenus des pétainistes littéraires, partisan d'une littérature enracinée façon Barrès, c'est juste que nous touchons là, après l'autofiction et l'exofiction, au troisième spectre de cette rentrée littéraire : l'« américanomanie ». L'américanomanie consiste à situer l'histoire aux États-Unis, même si on n'y a jamais mis les pieds ou juste pour un voyage scolaire. Cet atlantisme littéraire pourrait avoir quelque chose d'étrange à l'époque de Trump, il est pourtant particulièrement répandu. Un *serial killer* est plus impressionnant à Boston qu'à Romorantin et le prolo alcoolique, consanguin et raciste, est moins gênant dans le Kentucky que dans le Pas-de-Calais. On évitera ainsi de froisser les susceptibilités, de dire des choses désobligeantes, d'être le messenger qui apporte la mauvaise nouvelle alors que c'est le but de tous les écrivains, quitte à y laisser des plumes dans ces polémiques dont la République des Lettres a le secret. →

Un qui ne renâcle pas devant ce genre d'obstacle, c'est Nicolas Mathieu. *Leurs enfants après eux*, c'est plus de 400 pages polyphoniques, chorales, pour retracer à travers quatre dates – 1992, 1994, 1996, 1998 – le destin d'une bonne vingtaine de personnages dans la vallée d'Heillange. La vallée d'Heillange, autrefois, fut un fleuron de la sidérurgie. Dans les années 1990, ses édiles rêvent de transformer les anciens hauts-fourneaux en parc d'attractions, de reconverter toute cette mémoire encombrante en une économie du loisir. Dans ce que l'on n'appelait pas encore la France périphérique, Nicolas Mathieu montre sans jamais être démonstratif, comment les éléments du désastre se mettent en place.

Pour cela, il retrouve la posture que l'on croyait oubliée du narrateur omniscient. Il maîtrise impeccablement sa création, il nous la fait visiter dans les moindres recoins : le vieux centre-ville et ses maisons de maître abandonnées par les patrons et les ingénieurs d'autrefois, les zones pavillonnaires où toute une classe sociale tente de se battre sur la frontière qui sépare les vies modestes des vies franchement déclassées, les cités où une immigration mêlée à des petits Blancs tient les murs en dealant, le lac et ses plages où l'été la jeunesse donne l'illusion de se mélanger, mais retournera après de brèves étreintes souvent insatisfaisantes vers son assignation d'origine, sans même s'en rendre compte. Et puis l'usine, témoin muet de ce naufrage au ralenti, de cette mutation irréversible : « *Le corps insatiable de l'usine avait duré tant qu'il avait pu, à la croisée des chemins, alimentés par des routes et des fatigues, nourris par tout un réseau de conduites qui, une fois déposées et vendues au poids, avaient laissé dans la ville de cruelles saignées. Ces trouées fantomatiques ravivaient les mémoires comme les ballasts mangés d'herbe, les réclames qui pâlissaient sur les murs, les panneaux indicateurs, grêlés de plombs.* »

Dans cette France qui compte encore en francs, qui n'a pas de téléphones portables, qui va chercher des VHS dans les vidéoclubs, où l'on regarde les premiers clips sur M6, Nicolas Mathieu suit plus particulièrement le parcours de trois adolescents. Ils ont 14 ans en 1992. C'est l'année où Nirvana chante *Smells Like Teen Spirit*, un titre « *presque encore neuf, qui venait d'une ville américaine et rouillée* ».

Il y a Anthony, il a de l'acné, un œil à la paupière refermée. C'est le fils d'un ancien sidérurgiste qui a réussi à se reconverter en créant une petite entreprise de jardinage. Il y a Stéphanie, la bourgeoise un peu ronde dont le père a des ambitions politiques et qui s'endort sur le *Grand Meaulnes* en mangeant des Balisto. Et puis il y a Hacine, le rebeu d'origine marocaine qui vit seul avec son père. Il est le dernier d'une fratrie repartie au bled avec la mère.

Ils vont se rencontrer dans une fête donnée dans la

maison d'un notable. Parents absents, drogue à tous les étages, un peu de sexe prudent dans la piscine – le sida est en pleine forme –, beaucoup de musique. Pendant les dix ans ou presque qui vont suivre, ils ne seront pas amis, mais alors pas du tout : Anthony sera désespérément amoureux de Steph et Hacine sera son ennemi irréductible à cause d'une histoire de moto.

Autour de ces trois adolescents, la maestria de Nicolas Mathieu fait graviter des personnages secondaires à l'épaisseur rare. Le portrait du père d'Anthony ou de sa mère, la manière dont ils luttent contre des pulsions de violence pour l'un et un inéluctable vieillissement pour l'autre sont véritablement poignants. C'est à travers cette humanité fragile, loin de tout manichéisme, que Nicolas Mathieu va rendre compte sans théoriser d'une réalité nouvelle : la panne définitive de l'ascenseur social, la montée du FN, le sentiment toujours plus grand d'abandon d'un peuple pourtant pétri de *common decency*, malgré ses abus de Ricard et de bière les soirs de grand match.

Si influence il y a chez Nicolas Mathieu, elle n'est pas à chercher, malgré quelques apparences, chez les récents médecins légistes de la société française comme Houellebecq, mais davantage chez les vieux maîtres du naturalisme, du côté de Zola et Maupassant. Comme eux, il ne répugne pas aux grandes scènes qui prouvent une vraie maîtrise narrative : l'enterrement d'un ancien de l'usine ou un bal du 14-Juillet. Et toujours comme Zola ou Maupassant, de manière assez sombre finalement, Nicolas Mathieu constate la toute-puissance des déterminismes sociaux et l'impossibilité d'y échapper.

Si déterminisme il y a chez Gautier Battistella, il serait plutôt à rechercher du côté des fatalités antiques, celles qui frappent les familles et font s'effondrer les cités par des caprices du destin. Cela n'empêche pas, chez lui, un évident plaisir de raconter, avec une manière de désinvolture qui emporte le lecteur, une légèreté jusque dans l'épouvante.

On commence par une lettre d'adieu adressée à un garçon par un autre, sans qu'on ne sache rien des deux, puis sans transition, on passe à la vie de Gregor Reijik, petit menuisier polonais né en 1921 qui fuit les nazis, pour arriver après une errance dangereuse et épuisante dans la ville de Carmaux où il espère retrouver un cousin mineur. Hélas, celui-ci vient de mourir. Qu'importe, Gregor devient un spécialiste du boisage des galeries de mine. Sous l'Occupation, Gregor mène une résistance féroce et, à la Libération, il veut oublier la patrie de Jaurès. Il se marie avec Angelina, une Italienne, et part s'installer à Verfeil, à proximité de Toulouse. Là, dans cette commune archétypale de la Haute-Garonne, avec son goût pour le rugby et la chasse à la palombe, il semble enfin trouver la paix et donne naissance à un fils en 1950.

Sans transition, car dans ce roman rapide, Battistella



Nicolas Mathieu.

tournoie et étourdit par ses changements d'époques et de point de vue d'une page à l'autre, sans prévenir ou presque, on saute une génération pour se trouver en présence du petit-fils de Gregor, Simon Reijik. Il vit dans une France très légèrement anticipée où l'état d'urgence est devenu la norme, où d'autres attentats ont eu lieu au Louvre et à Notre-Dame. Simon est un homme étrange, discret, sans histoire. Et pour cause, il efface celle des autres en gommant les mauvaises réputations numériques. Il fait passer vingt ans de la vie d'un homme à la trappe ou au contraire le charge de tous les péchés du monde par quelques manipulations choisies. Il prouve par l'absurde qu'aujourd'hui, seul le virtuel, par un paradoxe effroyable, devient la garantie de la vérité, la preuve d'une existence. Il a pour compagne une enseignante en zone difficile, il gagne beaucoup d'argent, mais a pour seul vice les cigares cubains. On peut penser, néanmoins, qu'il n'est pas très heureux puisqu'il utilise en cachette toute la gamme existante des somnifères, des anxiolytiques et des antidépresseurs.

Cela ne l'empêche pas de pratiquer un humour ravaueur, comme lorsqu'il est obligé de se charger de l'enterrement d'un ami peintre, à Verfeil : « *Suivaient les modèles et tarifs de tombe, standard ou sur mesure (de 2 000 à 15 000 euros), auxquels il convenait d'ajouter les gravures. La feuille d'or, une option choisie*

dans 90 % des cas pour sa résistance aux intempéries, coûtait 15 euros la lettre. Les pauvres préféreront le haïku aux vers hugoliens. » Mais cela n'arrête pas non plus l'altération du temps, de la réalité et de la mémoire de Simon, obligé de se confronter à l'histoire de son frère cadet, Benjamin, mort prématurément. Cela fait de Battistella un étonnant romancier de la fusion entre le présent, le passé et l'avenir, comme si le Temps était une substance dont la plasticité permettait tous les voyages, à mi-chemin entre Proust et Philip K. Dick.

Ainsi, maintenant que Gautier Battistella et Nicolas Mathieu ont transformé l'essai du premier roman, chacun à sa manière, nous tenons avec eux deux écrivains de la mémoire vive, ce qui n'est pas si fréquent dans le paysage littéraire d'aujourd'hui. •

1. Bruce Bégout qui publie d'ailleurs chez Fayard un roman sur lequel nous reviendrons, *Le Sauvetaige*.



Nicolas Mathieu, *Leurs enfants après eux*, Actes Sud, 2018.



Gautier Battistella, *Ce que l'homme a cru voir*, Grasset, 2018.

L'INSPECTION DES TRAVAUX FINIS

Par Jean Chauvet

« Le critique de cinéma, c'est l'inspecteur des travaux finis », disait François Truffaut. Chaque mois, Jean Chauvet parlera des chantiers en cours.

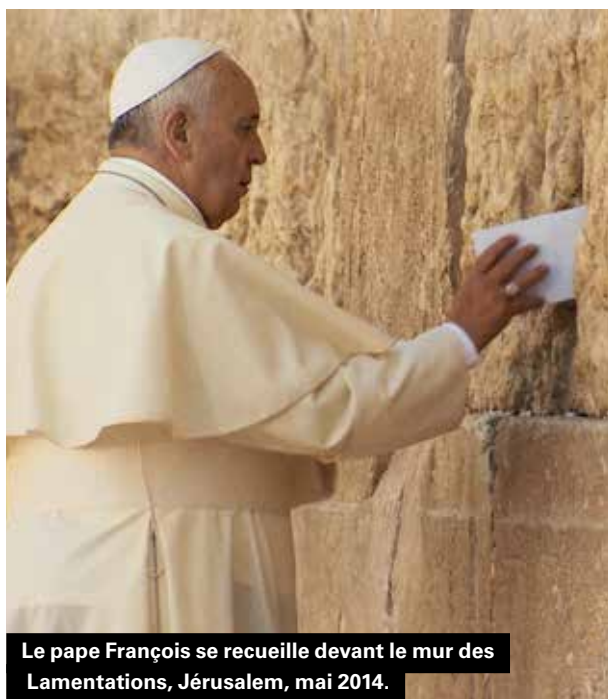
Un pape moderne...

Le pape François : un homme de parole, de Wim Wenders, en salles le 12 septembre 2018.

Mais qu'est allé faire Wim Wenders dans cette galère vaticane ? C'est ce que nombre de festivaliers cannois se demandèrent cette année en découvrant le nouveau documentaire du cinéaste allemand, *Le Pape François : un homme de parole*. Par le passé, il s'est intéressé avec talent aux univers artistiques de la chorégraphe Pina Bausch ou du photographe Sebastião Salgado. Mais dans le cas présent, il a curieusement répondu aux sollicitations du Vatican, via sa société de production audiovisuelle. S'est ensuivi un marchandage entre le cinéaste et son commanditaire coproducteur, fondé, nous dit-on, sur l'extrême liberté du premier et l'ultra bienveillance du second, prêt à fournir qui plus est toutes les archives nécessaires. Au bout du compte, les deux hommes se sont rencontrés à quatre reprises, Wenders insistant sur

sa volonté de recueillir des « *paroles inédites du souverain pontife* ».

Dix heures d'entretien au total, mais pour quel résultat ? Assurément aucune révélation, aucun angle novateur, aucune surprise, bonne ou mauvaise. Ce que l'on voit, ce que l'on entend n'est pas de nature à faire changer d'avis celui qui croit à ce pape et celui qui n'y croit pas. Ce qui, soit dit en passant, va certainement à rebours de la démarche initiale du Vatican. Cette prestigieuse opération de communication devait infléchir les doutes des plus critiques et convertir les plus réticents. Le pape François, excellent produit moderne, aurait dû tenir avec ce film son meilleur plan de com. Certes, le pape répond sans détour aux questions posées, même celles qui pourraient fâcher, pédophilie à l'intérieur de l'Église en tête. Tout est broyé dans une machine parfaitement huilée qui fait se dérouler des questions lénifiantes et des réponses bien calibrées. On ne pousse pas le pape dans ses retranchements, on l'interroge respectueusement. Depuis le réchauffement climatique jusqu'aux questions sociales et « sociétales », tout passe ici à la moulinette d'une complaisance d'autant plus déroutante que, de Wenders, on attendait autre chose qu'une langue digne du thuriféraire de l'office du dimanche matin.



Le pape François se recueille devant le mur des Lamentations, Jérusalem, mai 2014.

Entre deux entretiens, de pieuses images d'archives glanées à travers le monde entier renseignent à l'envi sur l'infatigable capacité du pape François à sourire à toutes et à tous. Le film devient alors un long protocole compassionnel de toutes les souffrances humaines, physiques ou morales. Les malheureux et les exclus de tous bords trouvent auprès de lui un peu de réconfort. Wenders a-t-il seulement conscience que son film se transforme peu à peu en un long clip pour la béatification quasi immédiate du pape François ? On glisse insensiblement de la communication au marketing, de l'exercice convenu et convenable à la fabrication d'un mythe. À l'appui de sa démonstration, Wenders franchit un pas supplémentaire en reconstituant quelques scènes de la vie du modèle subliminal : saint François d'Assise. Ce dernier est forcément la préfiguration de saint François du Vatican. Inquiétant et dérisoire parallèle en version muette et noir et blanc comme un désastreux hommage à Pasolini ou Rossellini. Mais des

petits oiseaux ne font ni le printemps du cinéma ni celui d'un portrait saint-sulpicien en diable.

À ce stade, on s'en veut un peu de citer Staline et son célèbre « *Le pape, combien de divisions ?* » lancé à Laval en 1935 à propos des libertés religieuses en Russie. Mais que demander de plus pertinent face à cette avalanche de bons sentiments et de bonnes intentions ? Les ennemis du pape sont nombreux si l'on en croit François et ses croisades verbales incessantes : la guerre, le terrorisme, la faim, la soif, l'exil, que sais-je encore ? Au bout d'un moment, ce que fait Wenders est tout simplement le portrait et la théorisation par l'exemple d'une impuissance totale. Le pape François, par définition, n'a pas de main et le film de Wenders en est l'implacable démonstration. Ce n'était assurément pas le but recherché et l'heure trente-six nécessaire pour en arriver là ressemble plutôt à un chemin de croix. •



Le Pape François, un homme de parole, Wim Wenders, 2018.

Un médecin de demain

Première année, de Thomas Lilti, en salles le 12 septembre 2018.

Médecin et cinéaste... Thomas Lilti a la double casquette mais, que l'on se rassure, il n'exerce que le cinéma. Ce dernier s'accommode de l'intermittence de sa pratique, la guérison des corps beaucoup moins. À ce jour, il est l'auteur de quatre films, dont trois parlent précisément de médecine. Le dernier en date, *Première année*, s'intéresse avec humour et verve aux années de formation. Les savoureux Vincent Lacoste et William Lebghil enfilent les blouses blanches des étudiants et le film ne lâche jamais une note qui oscille entre ironie et mélancolie. Lilti évite quasiment tous les écueils d'un récit initiatique qui ne se veut ni tout à fait sérieux ni tout à fait comique. La tentation documentaire est reléguée au second plan quand on comprend qu'une relation père/médecin et fils/apprenti constitue le cœur battant du film dans sa dernière partie.

La comédie française est tellement sinistrée que, quand des cinéastes comme Thomas Lilti aujourd'hui, Patricia Mazuy cet été ou Pierre Salvadori prochainement font preuve de singularité, c'est un devoir d'attirer l'attention sur eux. C'est ce que l'on appelle le rire-médecin.



Première année, Thomas Lilti, 2018.

Étrange nostalgie

L'amour est une fête, de Cédric Anger, en salles le 19 septembre 2018.



Guillaume Canet et Gilles Lellouche.

L'esthétique des années 1980 est-elle soluble dans le cinéma français des années 2010 ? Cette curieuse tendance trouve une nouvelle illustration avec le film de Cédric Anger, *L'amour est une fête*. Dans une démarche libérale-libertaire plutôt pataude (on tire sur l'ambulance Jack Lang et on réhabilite le porno débutant dans la foulée), le film multiplie les clichés avec les flics honnêtes mais idiots et les flics ripoux mais sympathiques, tandis que l'univers des films X de la grande époque ressemble à un pays magique et tellement formidable qu'on peut y conduire même un enfant. Guillaume Canet en blond et Gilles Lellouche en gros favoris bruns cabotinent allégrement aux côtés d'un Xavier Beauvois dans le même registre, mais qui lui fait plaisir à voir dans sa caricature de réalisateur porno. Cette nostalgie pour les années Giscard-Mitterrand devrait réjouir Yann Moix, François Bégaudeau ou Frédéric Beigbeder. Ce serait, paraît-il, le temps idéal d'une liberté perdue. Le film de Cédric Anger joue sur cette nostalgie hamiltonienne, images floues incluses. •



L'amour est une fête, Cédric Anger, 2018.

LE TOUR DE FRANCE DE DEUX ENFANCES

Par Élisabeth Lévy



Gérard Pussey.

Dans leurs romans, Gérard Pussey et Edouard Louis se souviennent de leur enfance pauvre. Là où le premier paie la dette à ses pères dans un conte moral et drolatique, le second entend venger le sien à travers un pensum gauchiste. C'est ce qui sépare le garde rouge de l'écrivain.

Tous les écrivains commencent – ou finissent – par revisiter leur enfance. Mais, bien sûr, il y a mille façons de remonter le cours du temps perdu. L'évocation de l'enfance – de l'auteur, du narrateur ou du héros – peut viser au ressourcement ou à la délivrance, exhiler la nostalgie ou le ressentiment.

Deux livres parus au printemps (que l'on me pardonne ce retard) représentent les pôles opposés du tombeau pour l'enfance : si l'un paie ses dettes, l'autre règle ses

comptes. *La Mémoire du lac*, de Gérard Pussey, est (injustement) passé presque inaperçu, *Qui a tué mon père*, d'Edouard Louis, a fait grand bruit. Le premier est un conte moral et drolatique qui pourrait s'intituler *Moby Dick chez les ploucs*, le second – malgré quelques belles pages – un pensum gauchiste qui a enchanté France Inter et *Télérama*, qui y ont vu, rien que ça, « le J'accuse d'Edouard Louis ».

Tout sépare l'auteur du livre-procès et celui du livre-tribut, l'un jeune et indigné, l'autre septuagénaire et désabusé. Dans la catégorie réac et ronchon, Gérard Pussey est de ces écrivains qui ont l'élégance de transformer leur désespoir en drôlerie. Avec sa passion de la dénonciation, Edouard Louis tient plutôt du garde rouge. Lui et son compère Geoffroy de Lagasnerie ont été à l'origine de la rébellion avortée contre Marcel Gauchet et peuvent écrire, sans susciter un grand éclat de rire, que « *le terme intellectuel de droite est un oxymore* ». C'est peu dire que le duo de rebelles se prend au sérieux.

Pussey et Louis ont pourtant en commun une enfance pauvre et rurale, le premier dans l'Allier, le second en Picardie. La pauvreté n'a certes pas la même couleur

dans la France campagnarde des années 1950 et dans la France périphérique des années 2000. Mais c'est leur regard rétrospectif qui crée l'opposition : là où Pussey est tendre, Louis est amer. En somme, Pussey paie sa dette à ses pères, Louis veut venger le sien.

Ayant précédemment réglé ses comptes avec le village de beaufs homophobes et alcooliques (c'est lui qui le dit) où il a grandi, notre Zola à gueule d'ange veut donc rendre justice à ce père qu'il croyait détester quand il ne savait pas qu'il était une victime. Cela en dénonçant nommément les « meurtriers » qui ont fait de lui cet homme au dos et à l'âme brisés : président, ministres, patrons, il égrène héroïquement, comme si la police allait l'arrêter devant l'imprimerie, les noms des coupables qui « *ont du sang sur les mains* ».

Zola, Steinbeck, Orwell en témoignent, le combat pour la dignité ouvrière peut faire de la grande littérature. Mais là, aucune surprise, dès les premiers mots, le lecteur reçoit une brique sur le crâne : « *Quand on lui demande ce que le mot racisme signifie pour elle, l'intellectuelle américaine Ruth Gilmore répond que le racisme est l'exposition de certaines populations à une mort prématurée.* » Ça donne envie de continuer. Un peu plus loin, une phrase résume la thèse de Louis : « *La politique, c'est la distinction entre des populations à la vie soutenue, encouragée, protégée, et des populations exposées à la mort, à la persécution, au meurtre.* » En somme, avant d'être rendu à la page 3, le lecteur s'est vu signifier ce qu'il convient de penser (courage, il n'y en a que 85).

Soyons honnête, il y a quelques passages émouvants sur ce père qui a honte qu'on puisse le traiter de fainéant – et qui se tue littéralement à la tâche, avec ces médicaments déremboursés et ces lois iniques qui l'obligent à faire des dizaines de kilomètres pour aller balayer les rues d'une ville voisine. On pense parfois à *Moi, Daniel Blake*, le film de Ken Loach, l'humour en moins. Louis passe sans s'arrêter sur les instants de bonheur, comme ce jour où le père emmène le fils sur la plage pour « *rouler sur les vagues* ». Curieusement, le lecteur ressent presque physiquement le bonheur de la vitesse et de l'eau salée que l'auteur semble ignorer, tout occupé qu'il est à pontifier. Au fur et à mesure que la maladie progresse, le père acquiert une conscience politique. Lui qui répétait que « *le problème de la France venait des étrangers et des homosexuels* » demande au fils des nouvelles de l'homme qu'il aime. Cette rédemption hollywoodienne évoque *Billy Elliot*, ce film sur un fils de mineur qui devient danseur. La grâce en moins. Chez Édouard Louis, il y a des victimes et des bourreaux : « *Nous sommes ce que nous n'avons pas fait, parce que le monde ou la société nous en a empêchés. Parce que ce que Didier Eribon appelle des verdicts se sont abattus sur nous, gay, trans, femme, noir, pauvre et qu'ils nous ont rendu certaines vies, certaines expériences, certains rêves inaccessibles.* » Il est bien connu que quand on est un homme hétérosexuel et blanc, aucun rêve n'est inaccessible.

Chez Gérard Pussey, il n'y a pas de coupables aux malheurs des hommes, sinon leur folie d'ailleurs, leur soif de savoir, leur rêve de conquête. Mau La-Planche (il travaille dans une entreprise de menuiserie), son fils Miroslaw-Moïse, dit « Miro », et son beau-frère, Oskar Kowalski, surnommé « Tarin », coulent des jours paisibles au bord d'un lac ignoré des cadastres. Tarin, qui est en convalescence chez sa sœur Monika depuis onze ans, s'ingénie à mériter son statut de bon à rien en s'efforçant de ne pas devenir bon à quelque chose. Quand il ne pêche pas et ne monte pas quelque combine, il écrit des contes hilarants pour son neveu – l'hommage à René Fallet, oncle et mentor de l'auteur, est transparent. Autour d'eux, s'affaire et s'embrouille tout un petit peuple de personnages aux noms évocateurs comme Valentin-l'Abattoir ou Alec-Réductions qui trafique des bandages herniaires ou des thermomètres pour améliorer l'ordinaire.

Comme Adam et Ève, Mau, Tarin et le petit Miro perdront le bonheur et l'innocence pour goûter au fruit interdit – et le faire avaler à leurs contemporains. À ceci près que, dans une sorte d'amusant retournement, ce n'est pas l'arbre de la connaissance qui les attire, mais celui de la superstition : chez eux, la vérité ne se trouve pas dans la science que Sebastian, condisciple de Miro, veut amener dans la vallée qu'il finira par transformer en centre touristique, elle gît au fond du lac où, selon la légende ancestrale, est tapie une Bête terrible. Quand Ed Nemo, le patron de la Vigie de Saint-Georges, moque les superstitions, Mau et Tarin sacrifient bonheur et famille à leur obsession : débûcher la Bête du lac pour prouver à tous ces incrédules qu'elle existe bel et bien.

Un jour, Max-Coiffeur explique qu'il se teint par désespoir de « *vieillir dans ce trou perdu* », suscitant la perplexité de l'auditoire – et lançant au passage un engouement provisoire pour la teinture chez les hommes du lac. Tous se posent alors une question nouvelle : « *A-t-on tort d'être heureux ici ?* » Édouard Louis répondrait assurément par l'affirmative. Être heureux quand on est pauvre, quand on est dominé, c'est de la trahison de classe. « *Macron déteste les pauvres* », pérore-t-il. Lui a une curieuse façon de les aimer, en les totémisant. En rabattant toute leur vie sur la souffrance et l'humiliation, il ne leur rend pas justice, il les enrôle. Oubliant au passage qu'avant d'être des « *pauvres* », ce ne sont ni des anges ni des saints, juste des humains comme les autres. •



Édouard Louis, *Qui a tué mon père*, Seuil, 2018.



Gérard Pussey, *La Mémoire du lac*, Le Castor astral, 2018.

BORDEAUX : UN VIN TROP RICHE ?

Par Emmanuel Tresmontant

Dopés pour les rendre plus épais et charnus, les vins de Bordeaux se vendent à prix d'or sur le marché international. Obsédées par l'intensité des couleurs et par les tannins, les grandes maisons de négoce bordelaises fonctionnent comme des entreprises de la Silicon Valley : c'est la technologie qui gouverne. Heureusement, quelques rares bordeaux restent accessibles aux bourses et aux palais délicats.

« **P**our moi, la supériorité du Bordeaux vient de son naturel : il est né de ma terre, de mon soleil et de l'amour attentif que lui voue ma race. [...] La première vertu du Bordeaux, c'est l'honnêteté. »
François Mauriac

« Quatre-vingt-quinze fois sur cent, la femme s'emmerde en baisant », chantait Brassens, car « s'il n'entend le cœur qui bat, le corps non plus ne bronche pas ». Quand on boit du Bordeaux, c'est un peu la même chose... Les vins ont du corps, certes, avec tout ce qu'il faut là où il faut. Mais ont-ils du cœur ? C'est la question que nous aimerions traiter ici.

Dans les années 1980, l'amateur de Bordeaux passait encore pour un type respectable (comme Pierre Desproges, Jean-Paul Kauffmann). Le Bordelais Philippe Sollers pouvait délirer impunément – « Il n'existe de vrai vin qu'à Bordeaux. Je voudrais rendre sensible l'idée que le vin qui n'est pas de Bordeaux est un faux vin. » Il allait jusqu'à faire de sa ville natale l'emblème de « la France des échanges » contre la Bourgogne, symbole, selon lui, de « la France terrienne, avec son esprit paysan de collaboration » (*La Guerre du goût*). Dans les restaurants, la carte des vins était dominée aux trois quarts par les crus du Médoc et de Saint-Émilion.

Aujourd'hui, les choses ont bien changé : « Plus aucun sommelier n'ose vous conseiller un Bordeaux », soupire, fataliste, le directeur des célèbres caves Legrand à Paris. On n'entend plus beaucoup Sollers. Et ces mêmes châteaux renommés, aux pieds de qui il fallait se prosterner pour obtenir une caisse, n'hésitent plus, désormais, à envoyer des émissaires pour proposer leurs vins aux restaurateurs, qui les refusent avec dédain, pour la plupart, comme si cracher sur le Bordeaux était devenu un réflexe, un marqueur idéologique commun

à la gauche et à la droite, la première lui reprochant son esprit de classe et son indifférence environnementale (7 % de vigneron bio seulement), la seconde d'avoir trahi l'identité historique de ses terroirs au profit d'un goût formaté et mondialisé. S'il s'est étendu hors de nos frontières, le Bordeaux-bashing demeure, pour l'essentiel, un phénomène très franco-français (les exportations continuent à bien se porter). Préoccupée, dans les limites que lui autorise la décence, la place de Bordeaux s'efforce péniblement de restaurer son image. Ainsi, en 2014, la plus importante maison de négoce de la ville, Duclot, filiale de Château Pétrus (67 millions de chiffre d'affaires, 6 000 références, 10 millions de bouteilles stockées dans un chai ultra moderne) n'a-t-elle pas hésité à faire venir à sa tête une femme brillante, sortie major de Centrale, mais qui, de son aveu même, « n'y connaissait rien en vins » (elle a vite appris depuis !) : Ariane Khaida, à qui on donna pour mission de « réconcilier les Français avec Bordeaux. »

En 1982, on pouvait s'offrir un Mouton-Rothschild à moins de 200 francs la bouteille.

On rappellera brièvement les raisons de la brouille, bien connues au demeurant. D'abord, il y a la question des prix (grimace des Bordelais aussitôt que l'on prononce ce mot)... Qui se souvient qu'en 1982 on pouvait s'offrir un premier cru classé (un Mouton-Rothschild par exemple) à moins de 200 francs la bouteille ? Depuis l'an 2000 et l'arrivée de l'Asie sur le marché, c'est impossible. « 2005 fut le millésime le plus cher du siècle », se souvient Pierre Bérot, ancien directeur des caves Taillevet, devenu le bras droit d'Ariane Khaida. « Rien qu'en primeur, Ausone 2005 se vendait déjà 500 euros



Grand vigneron méconnu de Pomerol, Jean-Marie Bouldy goûte ses vins matin, midi et soir et privilégie leur côté cristallin, à des années-lumière des « gros vins de Bordeaux » taillés pour plaire aux golden boys de Wall Street...

la bouteille. C'est de cette année que date le divorce avec les Français. »

Comment le brave type qui, depuis toujours, commandait chaque année ses Bordeaux préférés en primeur, prévoyant d'en garder quelques caisses pour le mariage de sa fille, ne se serait-il pas senti trahi en voyant soudain leur cote s'envoler ? Or, c'est exactement ce qui s'est produit !

Attention, on ne parle ici que des 50 ou des 100 châteaux les plus célèbres de Bordeaux, ceux qui ont fait sa gloire internationale, alors qu'il en existe des milliers d'autres, condamnés à faire bon pour survivre, chez qui on peut trouver d'excellents vins à moins de 15 euros : « *Bordeaux est la région où il y a les meilleurs rapports qualité-prix du monde* », assure Alain Vauthier, propriétaire du mythique Château Ausone à Saint-Émilion. Aux lecteurs non conformistes de *Causeur*, nous conseillerons ainsi ces deux perles que sont Château Falfas (Côtes-de-Bourg) et Château Magence (Graves), deux vrais Bordeaux « *à l'ancienne* », produits en biodynamie, merveilleusement frais et digestes, que l'on pourra acheter en direct à moins de 13 euros la bouteille. Même à Saint-Émilion, qui est l'un des villages viticoles les plus touristiques du monde, il est possible de trouver des pépites, comme

chez François Despagne, propriétaire d'un grand cru classé (Grand Corbin-Despagne) : « *Je pourrais vendre tous mes vins à prix d'or aux Chinois si je voulais, mais, contrairement à d'autres, j'ai tenu à garder les clients français qui m'ont toujours soutenu. Trente pour cent de mes vins sont donc en vente directe au château à un prix accessible.* » (Vingt-cinq euros la bouteille.) Pour autant, notre homme n'est pas très optimiste. Alors que ses ancêtres cultivaient déjà ici la vigne au XVII^e siècle, lui se bat pour rester l'un des derniers vignerons indépendants du village, où le coût du foncier a atteint des cimes himalayiques, un hectare de vignes de grand cru classé pouvant coûter jusqu'à 5 millions d'euros ! Comme ils ne peuvent plus payer l'impôt sur la succession, les vignerons sont contraints de céder leurs terres à des multinationales : « *Dans dix ans, si le gouvernement ne fait rien, il n'y aura plus à Saint-Émilion que des vins produits par des banques et des fonds de pension.* »

Deuxième raison : l'arrogance bordelaise. Ego surdimensionnés. Mégalo manie. Rivalités. C'est à qui aura le chai construit par l'architecte le plus célèbre (Christian de Portzamparc à Cheval Blanc, Norman Foster à Margaux, Wilmotte à Cos d'Estournel), les plus beaux fûts neufs, la meilleure note dans le guide Parker... « *Saint-Émilion, c'est moi !* » nous confiait l'an →

dernier sans rire Gérard Perse, propriétaire de Château Pavie, un vin noir comme de l'encre, que ce millionnaire de génie, ayant fait fortune dans la vente de supérettes, et dont le chai gigantesque tout en marbre évoque le palais de Ceaucescu à Bucarest, a réussi à faire classer grand cru « A » (à l'égal d'Ausone et de Cheval Blanc)... Mais chez les seigneurs du Médoc (la rive gauche formant la quintessence de l'aristocratie bordelaise), c'est pire. Même bien intentionnés, journalistes et sommeliers français y sont reçus comme de la valetaille à qui l'on consent à faire goûter des fonds de bouteilles ouvertes depuis une semaine. On marche sur des œufs. Par exemple, n'allez pas demander aux maîtres de céans si, par hasard, le fameux classement de 1855 commandé par Napoléon III, qui fut établi, comme chacun sait, par les courtiers de la chambre de commerce de Bordeaux sur la base exclusive des prix de vente (les vins les plus chers étaient les mieux classés !) ne serait pas, peut-être (excusez-moi de vous poser cette question), un peu... dépassé, cent soixante-trois ans plus tard. Sacrilège ! Pour les Bordelais, ce classement est éternel et immuable. C'est leur Coran. Pourtant, combien de premiers crus classés se sont-ils agrandis depuis 1855 et ont fait entrer dans leur premier vin des raisins provenant de terroirs beaucoup moins prestigieux ? Combien, à l'inverse, de modestes cinquièmes crus classés ont fait des progrès fulgurants, comme Château Pontet-Canet, à Pauillac, dont les vins éclatants et profonds n'ont plus rien à envier à leurs voisins premiers crus classés ?

La réputation d'arrogance est aussi renforcée par le fait que la plupart des « grands vins » de Bordeaux sont vendus et distribués par les maisons de négoce qui constituent le cœur de cette machine commerciale unique au monde, créée il y a des siècles, et qui a pour nom « place de Bordeaux ». Cette structure médiévale aussi opaque que puissante a fait connaître Bordeaux dans le monde entier. Mais, vu de l'extérieur, l'amateur la perçoit aussi comme une machine froide lui interdisant d'acheter les vins en direct au château. Pour tailler une bavette avec le vigneron, sentir l'odeur de son chai et déguster ses vins sur place avec une rondelle de saucisson... mieux vaut aller en Auvergne !

Ce qui explique le rejet des Bordeaux par les Français, c'est leur goût conventionnel.

Mais tout cela n'est rien. Ce qui explique vraiment le rejet des vins de Bordeaux par les Français, c'est leur goût conventionnel, l'impression que l'on a, en les dégustant, de boire toujours le même vin, techniquement parfait, maîtrisé de bout en bout, sans « lâcher-prise », sans émotion, sans vibration, sans mystère... « Depuis la fin des années 1980, les Bordelais font de la pornogra-

phie, assène le caviste parisien Bruno Quenieux dont la tête est mise à prix à Bordeaux... Ils ont confondu "grand vin" et "gros vin" : en réalité, c'est "gros vin de Bordeaux" qu'ils devraient inscrire sur leur étiquette ! Pour eux, l'expression d'un vin passe par son épaisseur et sa matière, alors qu'elle passe par sa longueur et sa finesse. C'est une erreur philosophique. »

Au XVIII^e siècle, les vins de Bordeaux étaient tellement clairs et fins que les Anglais les avaient surnommés « claret ». Le vin noir (que l'on nous vante aujourd'hui) était alors considéré avec mépris (comme le pain noir), c'était le vin du populo. Pour Quenieux, cette dérive matérialiste remonte au XIX^e siècle, quand les courtiers de Bordeaux commencèrent à courtiser le goût de leurs clients américains en insistant sur la nécessité de faire des vins plus épais, plus mûrs, plus charnus et exubérants. On privilégia alors certains cépages solaires apportant de la rondeur et de la suavité (comme le merlot).

Toutefois, jusque dans les années 1980, on pouvait encore boire des Bordeaux non bodybuildés d'une finesse et d'une élégance fabuleuses, comme Malartic-Lagravière 1916, Branaire-Ducru 1949, Ducru-Beaucaillou 1970, Haut-Brion 1971, sans oublier tous les Châteaux Figeac de Thierry Manoncourt, l'un des rares Bordelais à avoir osé dire son fait à Robert Parker : « Les vins que vous aimez me brûlent la gorge, jamais je n'en ferai de semblables ! » (De cette audace, il paya le prix.)

Les grands châteaux bordelais ressemblent désormais aux entreprises de la Silicon Valley. La technologie a pris le pouvoir. Et la recette est toujours la même. « Nous procédons tous à peu près de la même façon, reconnaît Alain Vauthier, comment vendrions-nous nos vins autrement ? » Extraction des couleurs et des tannins. Concentration. Micro-bullage. Utilisation de levures sélectionnées pour sécuriser les vins et accentuer certains arômes flatteurs susceptibles d'enthousiasmer les golden boys de Wall Street prêts à dépenser un million de dollars de leur prime annuelle rien qu'en vins de prestige... Sans oublier le plus important, les fûts neufs chauffés qui apporteront aux vins un petit goût de vanille et de caramel : on est loin d'un Château Rayas (l'un des plus grands vins du monde), à Châteauneuf-du-Pape, où les fûts vieux de quatre-vingts ans sont posés à même le sol et n'impriment aucun maquillage aux vins, lesquels, manipulés le moins possible, expriment tout l'éclat naturel de leur fruit et de leur terroir !

Pour déterminer la date des vendanges, pas question de se fier au seul palais du vigneron : les baies sont analysées en laboratoire (sucres, acidité, épaisseur de la peau). Parfois, le maître de chai vous accueille en s'exclamant : « Cette année, on est au top, on a un indice IPT de tant ! » Cet indice mesure la quantité de polyphénols dans le vin, comme s'il s'agissait d'un critère absolu, alors qu'en Bourgogne les vins ont un taux plus faible,

mais possèdent une expression fabuleuse... « *Est-ce que ce que je fais est en adéquation avec mon terroir et permet de l'exprimer ?* » Pour Bruno Quenieux, « *c'est précisément ce type de questions que la plupart des vigneron de Bordeaux ne se posent plus* ».

Est-il nécessaire d'avoir de grands terroirs pour faire des vins solaires à 15 degrés ? Pour ça, on ira dans les Corbières, le Languedoc ou le Minervois... Or, Bordeaux en possède d'immenses (Ausone à Saint-Émilion, Latour à Pauillac, Cos d'Estournel à Saint-Estèphe), réputés depuis des siècles pour la finesse et la longueur qu'ils génèrent dans leurs vins. Pourquoi donc les maquiller et les trahir ?

À tort ou à raison, on a beaucoup insisté sur le rôle joué par le dégustateur autodidacte américain Robert Parker (qui était avocat de profession). Dès 1982, celui-ci se fait le porte-parole de ses compatriotes et incite les Bordelais à produire des vins plus mûrs, plus alcoolisés, plus boisés, plus concentrés, plus aguicheurs pour conquérir le marché américain. Les vins bien notés par lui se vendant aussitôt aux États-Unis, son conseil est suivi à la lettre et même précédé...

Son mérite était d'être un dégustateur instinctif et constant dans ses goûts, capable de dire avec des mots

simples ce qu'il éprouvait en buvant : au moins défendait-il une certaine conception du vin, même si ce n'est pas la nôtre. « *Les Bordelais devraient lui ériger une statue, grâce à lui, nous nous sommes enrichis, et, personnellement, j'adhère totalement à ses goûts !* » me confiait il y a quelques années Jean-Luc Thunevin, l'inventeur des fameux « vins de garage » encensés par Parker dès 1991.

Dans les années 2000, on assista à l'émergence de monstres, des vins tellement concentrés qu'ils en devenaient imbuables (« *dans les restaurants, la bouteille restait à moitié pleine* », se souvient Gérard Margeon, le sommelier d'Alain Ducasse), comme Château Angé-lus, à Saint-Émilion, l'un des vins préférés de Vladimir Poutine.

Sourds aux avertissements que leur lançaient certains professionnels (comme le meilleur sommelier de France Philippe Bourguignon), les Bordelais se mirent à faire du vin pour les journalistes anglo-saxons (identifiés par eux comme source du pouvoir) et se détournèrent de leurs clients français. Ils le payent aujourd'hui.

Les capacités de résistance de Bordeaux sont heureusement énormes. De plus en plus de jeunes vigneron aspirent ainsi à retrouver le goût de leur terroir →

Converti à la biodynamie depuis 2004, le Château Pontet-Canet, à Pauillac, a remplacé les tracteurs qui tassent les sols par 20 chevaux du Perche. L'écologie, ici, n'est pas un dogme, mais un moyen de redonner vie aux sols, aux plantes, aux animaux, aux humains et aux vins, parmi les plus éclatants de Bordeaux.



(qui n'est pas une notion fasciste) pendant qu'une nouvelle génération d'œnologues bordelais (comme Stéphane Beuret) milite pour le retour à la finesse et contre l'extraction. Longtemps perçu comme une lubie, le bio devient la norme. Bref, les choses bougent... lentement !

Dans les années 2000, ont émergé des vins tellement concentrés qu'ils en devenaient imbuables.

Pour accéder à la magie légendaire des « grands vins de Bordeaux », la première étape est de ne plus fantasmer sur les étiquettes. Acheter un Château Margaux 2009 à 1 800 euros la bouteille n'a strictement aucun sens, à moins de vouloir stocker la caisse dans un coffre à Genève. D'abord, c'est un vin qui ne s'ouvrira pas avant dix ou vingt ans. Ensuite, Château Margaux est-il aujourd'hui à la hauteur de sa légende ? Pour nous être rendus sur place cette année, nous posons humblement la question...

Tout l'été, nous avons sauté sur les rares occasions qu'a encore l'homme blanc de se coltiner aux rudes joies du terroir... Nous sommes allés à la rencontre de vigneron passionnés et honnêtes. Ce sont eux, les héros. En voici deux, dont les vins nous ont enthousiasmés.

Le sage de Pomerol

Archétype du grand vigneron humble et discret, Jean-Marie Bouldy est le propriétaire du Château Bellegrave à Pomerol. On a beau se frotter les yeux, après avoir goûté ses nectars, non, on ne rêve pas : de 32 à 39 euros la bouteille en vente directe au château (contre 3 000 ou 4 000 euros la bouteille de Pétrus)... « À l'exception de Jacques Dupond, seul journaliste à m'avoir consacré un article dans Le Point, les "spécialistes" m'ignorent, je ne suis pas assez spectaculaire pour eux. Pourtant, je fournis des grands chefs étoilés qui adorent mes vins, Pierre Gagnaire, Guy Savoy et La Tour d'Argent. »

Originaire du Périgord, son père avait acheté cette propriété à un horloger parisien en 1951. Dans les années 1970, comme la plupart des vignerons de France, il s'était laissé embarquer par le tout chimique qui offrait une économie de travail phénoménale. À partir de 2001, Jean-Marie a peu à peu abandonné les intrants chimiques avant de se convertir officiellement au bio en 2009 : « Mes raisins ont retrouvé de l'éclat, et mes vins de la profondeur. On vendange plus tôt (car les produits de traitement retardent la maturité du raisin), les grains sont naturellement plus concentrés, avec plus d'acidité et moins d'alcool. Normal, la chimie stérilisait les sols ! »

À taille humaine, son chai simplement blanchi à la chaux inspire plus de sympathie que les monstres architecturaux de ses voisins prestigieux. Surtout, on est impressionné par la gourmandise de ses vins, leur absence de lourdeur, leur honnêteté... On redécouvre surtout à travers eux l'identité singulière de Pomerol : la rondeur, la dentelle, et les petites notes de truffe noire et de violette. Jean-Marie Bouldy est un orfèvre méconnu qui sait donner de la fraîcheur et un côté cristallin à ses pomerols, même sur le très solaire millésime 2009 ! En 2017, il a produit un millésime exceptionnel (toujours en cours d'élevage) à partir de raisins ayant survécu au gel printanier : un miracle de la nature aussi délectable qu'un baiser d'Audrey Hepburn.

Château Bellegrave
Tél. : 05 57 51 20 47
www.chateaubellegravepomerol.fr



Château Bellegrave. En arrêtant d'utiliser les intrants chimiques, Jean-Marie Bouldy récolte une ou deux semaines avant ses voisins des raisins sublimes et naturellement concentrés.

Le renouveau de Margaux

À Margaux, il n'y a pas que les grosses locomotives, comme Château Margaux et Château Palmer, où la moindre quille coûte plusieurs centaines d'euros. On trouve aussi des vignerons petits par la taille, mais grands par le talent, comme Michel Théron, du Clos du Jaugueyron, au village d'Arsac. D'origine languedocienne, Michel vit avec son épouse Stéphanie dans une hutte en bois au milieu de la pinède, comme la famille Ingalls dans *La Petite Maison dans la prairie*... Tous deux parlent avec douceur, sans afféterie. « Il y a vingt ans, les petites propriétés comme la nôtre n'existaient pas à Margaux.



Michel Théron et sa femme au milieu de leurs vignes du Clos du Jaugueyron à Margaux. Ce couple passionné et attachant a retrouvé l'élégance et la buvabilité des grands Margaux d'autrefois.

Aujourd'hui, il y a un renouveau. Une énergie. L'avantage, par rapport aux grands châteaux, c'est que nous restons au contact des vignes. »

Comme Jean-Marie Bouldy, que nous lui avons fait rencontrer, Michel Théron cultive son minuscule

vignoble en biodynamie et recherche la fraîcheur. En 1988, il y a trente ans, il découvrait avec fascination les terroirs du Haut-Médoc et de Margaux : *« Ce sont des sols caillouteux qui absorbent l'eau très vite sans faire de boue. Cette particularité géologique donne aux vins de l'élégance, à condition de ne pas les déformer et les tasser en les concentrant comme c'est la mode depuis vingt ans ! »* Cette rencontre entre un Languedocien plein d'enthousiasme et cette appellation prestigieuse, mais un peu rance, dont on avait fini par oublier qu'elle pouvait aussi être sympathique et vivante, a donné naissance à des vins délicats et soyeux au fruit éclatant, riches, élégants, pleins de sève et buvables, dépourvus d'extraction... Pour Michel Théron, un vin de Margaux doit attendre dix ans pour que son terroir affiche sa différence. Mais ses 2013, 2014 et 2015 sont déjà sensationnels (à partir de 30 euros la bouteille). •

Clos du Jaugueyron

33460 Arsac

Tél. : 05 56 58 89 43

www.closdujaugueyron.fr

C'ÉTAIT ÉCRIT LA DAME AUX CHATS

Par Jérôme Leroy

Si la réalité dépasse parfois la fiction, c'est que la fiction précède souvent la réalité. La littérature prévoit l'avenir. Cette chronique le prouve.

Porte-parole du parti présidentiel, Aurore Bergé est désormais une figure éminente de la Macronie après avoir successivement soutenu Sarkozy, Fillon, Juppé. Elle trouve la vie politique trop violente, surtout avec cette opposition qui a le front de... s'opposer. Néanmoins, elle a trouvé une solution pour adoucir tout le monde. Sa solution, c'est le chat. Aurore Bergé est une fervente adepte de la « zoothérapie » utilisée en milieu hospitalier pour les personnes âgées réconfortées par la présence apaisante de chiens et de chats qu'elles peuvent caresser à heure fixe. Elle voudrait appliquer cette méthode à la vie politique. De là à penser qu'Aurore Bergé la prend, même inconsciemment, pour un Epahd, il n'y aurait qu'un pas que nous nous garderons bien de franchir. Elle nous apprend ainsi, dans une rencontre avec *Paris Match*, qu'elle milite pour la présence de chats à l'Assemblée, « car il y a beaucoup trop de souris. » Là non plus, ne nous attardons pas

sur l'inconscient à l'œuvre dans cette phrase qui pourrait pour certains mauvais esprits dénoncer une trop grande féminisation du Palais Bourbon.

On lui objectera, avec Baudelaire, que si les chats entretiennent d'heureuses relations avec les écrivains, rien n'indique que Pistache et Baloo – ce sont les chats d'Aurore Bergé –, supporteront l'hémicycle, sauf utilisation répétée du 49-3. Le poète des *Fleurs du mal* est en effet catégorique dans « Fusées » : *« Pourquoi les démocrates n'aiment pas les chats ? Il est facile de le deviner. Le chat est beau ; il révèle des idées de luxe, de propreté, de volupté, etc. »* Bref, à moins que la réforme constitutionnelle qui transformera le Parlement en chambre d'enregistrement ne passe, le chat ne se sentira pas à sa place. Plus fort encore, Aurore Bergé, sans doute consciente qu'il y a une domination canine comme il y a une domination masculine, déclare : *« Il faut un chat à l'Élysée ! »* Là aussi, prenons garde : les animaux sur les lieux de pouvoir ne sont pas forcément signe de douceur. Rappelons, avec Suétone, comment Caligula traita son cheval favori : *« Il lui donna un palais, des esclaves et un mobilier, afin que les personnes invitées en son nom fussent reçues plus magnifiquement. On dit même qu'il voulait le faire consul. »*

Cela ne fait pas peur à Aurore Bergé qui déclare : *« La manière dont on traite les animaux reflète le niveau d'une société. »* Dostoïevski, dans *Souvenirs de la maison des morts*, pensait à une autre unité de mesure, le taulard : *« Nous ne pouvons juger du degré de civilisation d'une nation qu'en visitant ses prisons. »* Mais c'était seulement Dostoïevski, autant dire l'ancien monde. •

PICHONNEAU CRÉE UNE START-UP

Par Patrice Jean

Rimbaud écrivait : « *Il faut être absolument moderne.* » Eh bien, Jean-Michel Pichonneau le pense aussi. Réussira-t-il ? On le découvrira au gré de ses exploits relatés chaque mois dans *Causeur*.



Pichonneau a ce travers de se croire un peu plus malin qu'il ne l'est, ce qu'il faut lui pardonner puisque cette présomption est la chose du monde la mieux partagée. Son genre, c'est « on ne me la fait pas à moi ! », c'est « j'ai ma petite idée sur la question, hé hé ! », c'est « vous verrez, vous verrez, vous vous rappellerez ce que je vous avais dit ». Qu'il fréquente une « expo », qu'il lise un roman, qu'il découvre un restaurant, Pichonneau accable la Pichonnette de ses jugements éclairés. Vous pensiez que *L'Éducation sentimentale* était un grand roman, c'est que vous ignoriez cette analyse : « Putain ce que c'est chiant ce bouquin ! » ; vous ne doutiez pas, pauvre naïf, de la grandeur d'un Ingmar Bergman, alors que Pichonneau résume l'œuvre du cinéaste à « des intellos à la con qui bavassent en regardant tomber la pluie » ; et inutile d'aller en Sicile (« c'est nul à chier »), de dîner au *Victoria*, rue Saint-Benoît, « les entrées sont potables, mais le reste ne casse pas trois pattes à un canard ».

Il faut reconnaître qu'internet dévoile les critiques de La Piche, jusque-là trésor secret de

la Pichonnette. Notre Jean-Mi n'est pas de ses égotistes qui gardent pour eux leurs opinions, non, il a le goût du partage, la folle générosité des sages : allez sur les forums de discussion ou les sites de consommateurs, Pichonneau y dispense son savoir, sans chichis, et toujours avec un sens inné de la « blague rigolote ». Qu'on ne compte pas sur lui pour garder par-devers soi les smileys de toutes sortes, notre homme déteste l'avarice ! Le partage, La Piche, il a ça au cœur : « Que voulez-vous, s'excuse-t-il, on ne se refait pas. » Et on ne peut qu'admirer cet élan pour la justice qui l'oblige à rudoyer sur les forums les réacs et les fachos, les intolérants et les peine-à-jouer. Il ne faut pas oublier la dimension politique de sa pensée.

Où se lit le mieux le goût très sûr de Pichonneau (« *le nec plus ultra de l'intelligence* », selon Lautréamont), c'est dans sa dextérité pour mettre des notes : qu'il s'agisse d'étoiles, de toques, de chiffres (sur 5 ! sur 10 ! sur 20 !), de pouces levés, de têtes de Mickey, de mains jaunes, Jean-Mi n'hésite pas, il aligne sans frémir une étoile pour qualifier un roman surfait, trois toques pour modérer les enthousiasmes à propos d'un restaurant, cinq têtes

de Donald pour célébrer un parc d'attractions. Quand d'autres développent des longues analyses ennuyeuses, La Piche, en un seul clic, dit l'essentiel : l'œil de l'aigle.

C'est au cours d'une soirée chez Jean-Louis que l'idée lui est venue : et pourquoi ne pas créer un site où l'on noterait les individus ? Avant de rencontrer, pour la première fois, votre futur beau-père, un collègue, votre banquier, une pute, l'ami d'un ami, vous pourriez visiter le site de La Piche et, par ce biais, savoir sur quel pied danser avec ce nouvel individu. Jean-Louis, juste après l'engloutissement d'une pomme dauphine (dorée à souhait), fit cette objection : « Tu oublies qu'il y aura un tas de connards qui ne se priveront pas pour dire du mal de gens qu'ils n'aiment pas, ce ne sera pas objectif. » Il en faut d'autres pour décontenancer Pichonneau ! « Pfff ! Tout s'équilibre... C'est pareil avec les films : si tu as 1 000 avis favorables sur le dernier Besson contre 200, ça dit quelque chose sur le film. »

Ce ne fut pas facile. Pichonneau, après le travail et malgré la fatigue, s'enfila du fichier, de l'algorithme, du réseau, de la base de données, de la métabase, du data, etc. Ses week-ends et ses vacances disparurent dans les abysses de l'informatique. Combien d'heures de bureau en réalité dédiées au projet ! La Pichonnette en profita pour vivre une « superbe histoire » avec Jean-Louis.

Un jour, le site fut presque terminé. Pichonneau bombait le torse comme un marsouin. Il était très fier, en particulier, de la fonction *Premium* (50 euros de plus) : grâce à elle, vous aviez accès à des commentaires sur la sexualité des individus, soit pour ajouter votre propre savoir sur les talents d'un ou d'une, soit pour lire ce que d'autres en avaient dit. Notre Piche, en connaisseur de l'âme humaine, attendait beaucoup de cette fonction pour « se faire des couilles en or » (métaphore certes usée, mais qui exprime parfaitement l'état d'esprit de Jean-Mi).

Et patatras ! En feuilletant (« chez le dentiste ») un *Paris Match* de janvier (Laetitia Hallyday en couverture), Jean-Mi tomba sur un article à propos d'un « site où l'on note ses amis, ses collègues, ses enfants, ses parents : *lâchetoi.com*. » Avec le regard fou de celui qui vient de perdre une fortune à la Bourse, La Piche se précipita chez lui, alluma son ordinateur et

consulta, éberlué, le site rival qui lui volait ses idées. En plus, c'était bien fait, simple, rapide. Et le start-upper félon proposait, lui aussi, pour une somme de 80 euros, d'avoir accès aux notes et commentaires sur la sexualité de ceux qu'il appelait des « *contemps* ».

Il suffisait d'écrire un nom, un âge, une ville, pour que le site déroule des portraits dessinés ou photographiques des individus. On cliquait alors sur le portrait et la note s'affichait. Pour en savoir plus, on devait s'abonner (20 euros par mois). Pichonneau ne put résister, il sortit sa carte bancaire ; cinq minutes plus tard, il écrivit le nom de toutes les personnes qu'il connaissait. Beaucoup se trouvaient déjà répertoriés sur *lâchetoi.com*. Sylvie Lombard, par exemple se voyait attribuer une note de 6,2 sur 10. Le portrait était divisé en deux parties : les atouts / les lacunes. À propos de Sylvie, un contributeur, dans la colonne « + », avait écrit : « *Une bonne amie, elle est prête à se plier en quatre pour vous rendre service* » ; et, dans la colonne « - » : « *Elle ne sait pas garder un secret.* » Un autre avait ajouté : « *Elle aime chanter du Gérard Lenormand, quelle plaie !* » Une synthèse sans doute écrite par un webmaster s'inscrivait en rouge : « *À fréquenter avec modération et seulement si on aime la guimauve.* » Pichonneau sourit : au fond, c'était pas mal vu. La note de 6,2 lui parut avantageuse. Marc Legoff récoltait un 7 sur 10 franchement bien payé. Et, surprise, la Pichonnette se voyait parer d'un 8 sur 10 ! Il se dit que les internautes la connaissaient bien mal, il s'empressa de compléter son portrait : « *Elle cuisine comme un pied. Elle ronfle. Elle vote au centre droit* », etc. En grand seigneur, il lui attribua la note de 6 sur 10.

Vint son tour. Le cœur battant, il cliqua sur son portrait, la note s'afficha : 3 sur 10 ! Ah, les salauds ! Même pas la moyenne ! Et les commentaires ! « *Il se croit malin alors qu'il est con comme ses pieds. Il veut toujours avoir raison. Il vote à droite* », etc. Dans le service *Premium* (qui lui fit dépenser 80 euros) : « *Un mauvais coup. Bande mou. Une petite bite. À déconseiller (si jamais la tronche du bonhomme ne vous a pas déjà suffi pour fuir en courant).* » La Piche n'est pas de ces hommes qui renoncent : il vient de mettre son site en ligne. Allez-y, vous me ferez plaisir. Et l'on peut croire au sérieux de la notation puisqu'il obtient un 19 sur 20 conforme à sa distinction. •



LES CARNETS DE ROLAND JACCARD L'ACADÉMIE DES OISIFS



On entend souvent dire du mariage que c'est une loterie. Rien de plus faux, car à la loterie, il y a des gagnants.

Cette confidence : « *J'aime deux femmes. Je ne les supporte pas plus de deux heures. J'ai peine à imaginer la torture que ce serait, s'il y en avait trois.* »

Tous les hommes trompent leur femme. C'est la condition indispensable pour qu'ils puissent continuer de vivre avec elle. Les femmes, elles, se paient la tête des hommes – et cela leur suffit.

J'ai renoncé à voyager le jour où j'ai compris que le seul véritable voyage serait de voir l'univers avec les yeux d'un autre.

Nil novi sub sole (« Rien de nouveau sous le soleil », *L'Écclésiaste*). Les personnes âgées que rien ne surprend plus sinon l'éternel retour des mêmes âneries prononcent volontiers cet apophtegme en l'accompagnant d'un geste vague et d'un sourire désabusé. Si le philosophe Lucien Jerphagnon, par un tour de passe-passe que personne ne lui souhaite, revenait sur notre bonne vieille planète, sa première question

serait : « Quoi de neuf ? » Et notre réponse : *Nil novi sub sole*. C'est dire combien la vie est dérisoire. Mais supportable, ajouterait-il, grâce à ces femmes « dont la chair est prompte et l'esprit faible ».

Qui a dit que les mots étaient la drogue la plus puissante utilisée par l'humanité ?

Au fond, disait Montherlant, la plupart des gens ne lisent pas. Ou s'ils lisent, ils ne comprennent pas. Quant à ceux qui comprennent, ils oublient.

Pour anéantir un concurrent, un procédé simple et efficace : ne jamais dire « je le déteste », mais ouvrir grand les bras et soupirer : « Dommage qu'il ne soit plus lui-même. »

Méditer sur ce mot de Camille Paglia : « *Il n'y a pas de Mozart féminin, car il n'y a pas de Jack l'Éventreur féminin.* »

Celui qui accepte d'être volé vole lui-même quelque chose à son voleur.

Patrick Besson raconte que pendant qu'une jeune fille le masturbe avec une énergie froide,





paupières mi-closes, il découvre enfin ce qu'il est venu chercher à Bangkok : la certitude que le plaisir sexuel est inepte.

Pourquoi tant d'immigrés dans nos mégapoles occidentales ? Le cinéaste coréen Kim Ki-duk l'a expliqué sans détour : pas pour la liberté, pas pour fuir la misère ou l'oppression, mais parce qu'une jolie fille peut se tenir à moins d'un centimètre de vous dans le métro. Pour pouvoir frôler la peau de son poignet ou, pour les plus audacieux, se frotter à elle. Dans leur imaginaire, la grande ville est l'espace de la prostitution la plus exotique qui soit. Kim Ki-duk parle d'expérience : il fut pendant des années l'un de ces immigrés, à Séoul d'abord, puis à Paris.

Certains imaginent un islam moderne, laïque et soucieux de vivre en bonne communauté avec les autres religions. Ainsi donc ce qu'il est incapable de faire dans les pays où il tient le haut du pavé, il serait en mesure de le réaliser en Europe. Quelle naïveté !

Pourquoi lutter contre la logique darwinienne qui ne voit aucun intérêt à maintenir en vie des individus qui ne se reproduisent plus ?

Paul Gegauff, scénariste de Chabrol, avait certes du talent, mais son génie il l'a mis dans sa mort. En 1983, en Norvège, la nuit de Noël, sa jeune épouse l'a poignardé. Il lui aurait dit : « *Assassine-moi si tu veux, mais ne m'emmerde pas !* »

Qui peut croire en un Dieu qui finit sa vie sur une croix après avoir marché sur les eaux ? Ne serait-ce pas plutôt un prestidigitateur malchanceux ?

Comment un Dieu tout-puissant et bienveillant aurait-il pu être assez mesquin pour nous pourrir la vie avec des moustiques ?

Patrick Declerck qui, pendant plus de quinze ans a côtoyé les clochards de Paris, me disait qu'ils ont cette hautaine noblesse de ne plus faire de phrases, de ne plus croire au progrès ou en l'avenir de l'homme. De ne plus croire au fond en rien d'autre qu'au néant et à la mort. C'est là toute la religion qu'ils ont et ils n'en veulent pas d'autres. Moi non plus.

Denis Grozdanovitch me rappelle que Torquato Accetto pourrait nous être encore d'un grand secours en cette période d'austérité affichée et de puritanisme étouffant. Torquato Accetto, écrivain napolitain du XVII^e siècle, est l'auteur d'un livre étonnant : *De l'honnête dissimulation*, où il préconise à ceux qui s'y adonnent de savoir camoufler leurs plaisirs. Il avait fondé avec son ami et protecteur, Giovanni Battista Manso, l'Académie des oisifs, qui promulguait l'usage clandestin du bonheur et du libertinage courtois. L'honnête dissimulation, qu'on se gardera de confondre avec la tromperie, est l'ultime recours de tous ceux qui aspirent à une certaine félicité existentielle et qui sont moins égoïstes qu'il n'y paraît, car le seul plaisir qu'on peut partager est celui que l'on éprouve. •



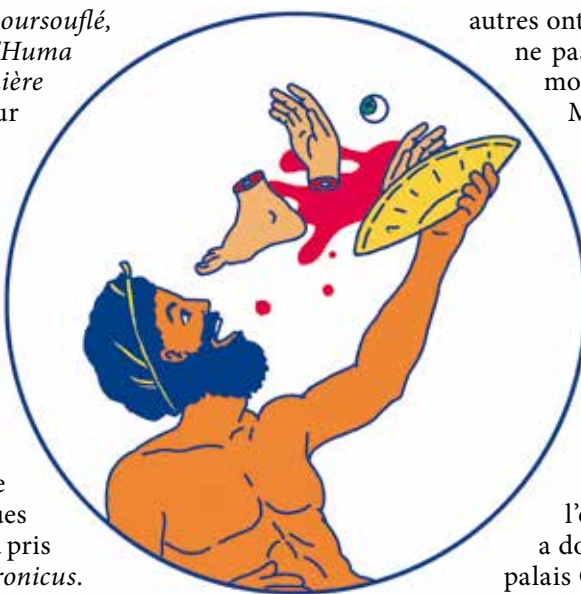
JOLI JOLLY

**Plus que le critique, le comédien, le musicien et le danseur,
c'est l'ouvreuse qui passe sa vie dans les salles de spectacle.
Laissons donc sa petite lampe éclairer notre lanterne !**

Libé trouve le spectacle « *boursoufflé, aux allures de barnum* », l'Huma ne voit qu'« *un son et lumière dépolitisé* ». Qu'est-ce qui leur faut ! Thomas Jolly, chou-chou d'Avignon depuis son *Henry VI* complet en dix-huit heures, ramène Sénèque au palais des Papes pour la première fois depuis *Médée*, il y a un demi-siècle. Et pas n'importe quel Sénèque. *Thyeste*, banquet de famille à faire passer *Cedipe* pour *Pouic-Pouic*¹. Une pièce cannibale tout en soliloques rhétoriques où Shakespeare a pris son impossible *Titus Andronicus*. Du difficile donc, du piègeux. Ni psy ni clown, le jeune Jolly vous cuisine ça grand genre, envahit le plateau sans encombrer, déverse la musique sans noyer un mot (avec micros, d'accord), illumine la Cour d'honneur comme un concert pop sans trahir le lieu. Show devant !

Trop show ? *Contrarium*, dirait Florence Dupont – qui est un peu à Rome ce que Jacqueline de Romilly fut à Athènes. Car le studieux Jolly n'a pas seulement retenu la traduction de M^{me} Dupont, il a dévoré ses livres ; surtout *Les Monstres de Sénèque*, qu'on vous recommande (Belin 1995, 7 euros). « *Les tragédies de Sénèque étaient des spectacles, et d'abord des spectacles, leur action ne progressait que par le moyen du spectacle, celui des corps, de la musique et des mots.* » C'est la mémoire du théâtre latin qui écrit. Thomas Jolly est son prophète.

Le prologue felliniste, le chœur prépubère pendant le récit du carnage, la tête des mômes jetée dans le décor, même les costards *fashion* et les couronnes fluo, tout marche. Hic unique, le joli Jolly en s'octroyant Atrée, rôle principal, commet un double péché : péché d'orgueil parce que le manteau XXL d'Atrée avale un comédien qui, dans un emploi à sa taille, ferait mouche ; péché de modestie parce les



autres ont été choisis sans orgueil pour ne pas blesser le sien. On veut des monstres (*Médée* 1967, c'était Maria Casarès), on a des potes. Trop show, non. Pas assez chair.

Mais bon. Broyés par l'empire qui agonise dans chaque vers de Sénèque, ces petits êtres ont quelque chose de touchant. Et puis tiens, une idée. À cause que Shakespeare lui a souri et qu'il sue le talent, on a poussé le metteur en scène à l'opéra. Irrésistible, l'opéra. On a donc vu un opéra de Cavalli au palais Garnier et un d'Offenbach au Châtelet selon Thomas Jolly. Bof bof. Et vous savez pourquoi ? Pas parce que Thomas Jolly manquerait de métier ou d'oreille. Oreille et métier sont ses plus beaux outils. Parce que nos directeurs dirigent mou.

Que voulez-vous qu'il en fasse, le saltimbanque techno, de Cavalli et d'Offenbach ? Il lui faut des tambours, il lui faut des synthés, il lui faut la pop *new age* de son complice Clément Mirguet. Au lieu d'envoyer le malheureux Thomas conquérir des mondes hostiles, pourquoi ne pas monter un opéra d'eux ? Voulu par eux, écrit par eux. Un bel opéra pop, la Bastille peut bien avaler ça entre deux premières mondiales de fadaïses institutionnelles. Un opéra de Mirguet et Jolly sera sûrement pas *Figaro* ou *Manon*, tiendra mal le choc après *Tristan* (qui tient le choc après *Tristan* ?), fera peut-être du tapage nocturne – le public adore, moi aussi –, mais ça aura de la gueule et le mérite du neuf. D'ailleurs *Thyeste*, qu'était-ce ? Un opéra parlé. Envoyons les mêmes place de la Bastille, faisons-les chanter, faisons-les danser, vive le son, vive le son, vive le son du canon ! •

¹. *Thyeste* est repris à la fin du mois à Perpignan, puis tourne à Saint-Étienne, Angers, Nantes, Paris (La Villette), Strasbourg, etc., jusqu'à Lille fin avril.

Commandez CE HORS-SÉRIE

Comme dans toute tragédie, le sort des protagonistes était fixé dès le début.

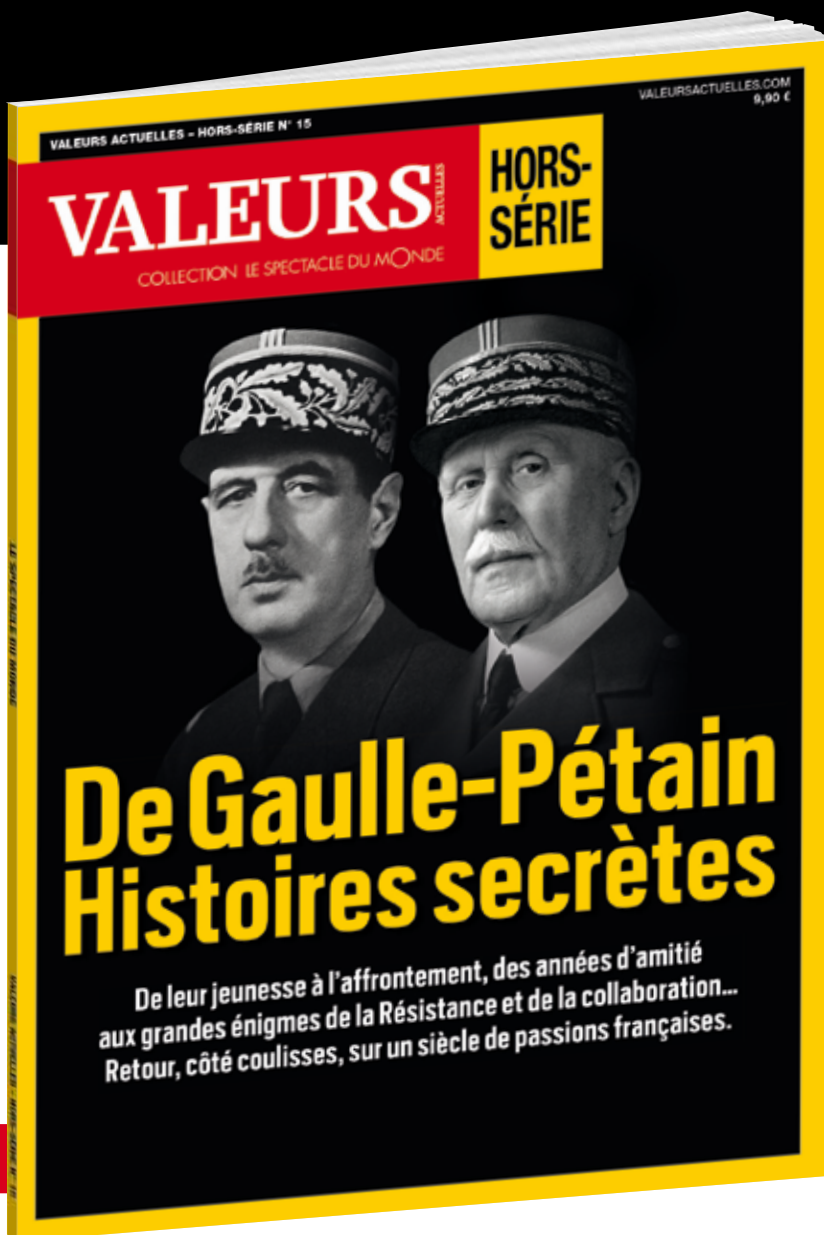
Sur plusieurs des décennies les plus éprouvantes de notre histoire, ces deux hommes n'ont cessé de se croiser. Voilà pourquoi les hors-séries de *Valeurs actuelles* - collection *le Spectacle du monde*, ont voulu apporter au lecteur leur éclairage, en ne se contentant pas de répéter ce qui se dit mais bien en creusant complots, grandeur et solitude. Retour, côté coulisses, sur un siècle de passions françaises.

Découvrez tous nos hors-séries (trimestriel) sur la boutique en ligne :

abo.valeursactuelles.com

rubrique "HORS-SERIES"

AUSSI DISPONIBLE EN KIOSQUE



BON DE COMMANDE

Photocopiez, remplissez et renvoyez ce bulletin avec votre règlement sous enveloppe non affranchie à :
VALEURS ACTUELLES - LIBRE REPONSE 63 854 - 60439 NOAILLES CEDEX



☒ **OUI**, je désire recevoir le hors-série **De Gaulle-Pétain, Histoires secrètes** (VAH015)
pour 9,90€ en exemplaire(s).

VPX18002

➔ **Total:** €

NOM :

Prénom :

Adresse :

Code postal : Ville :

Téléphone :

Je choisis de payer : ☐ par chèque à l'ordre de Valmonde et Cie ☐ par carte bancaire

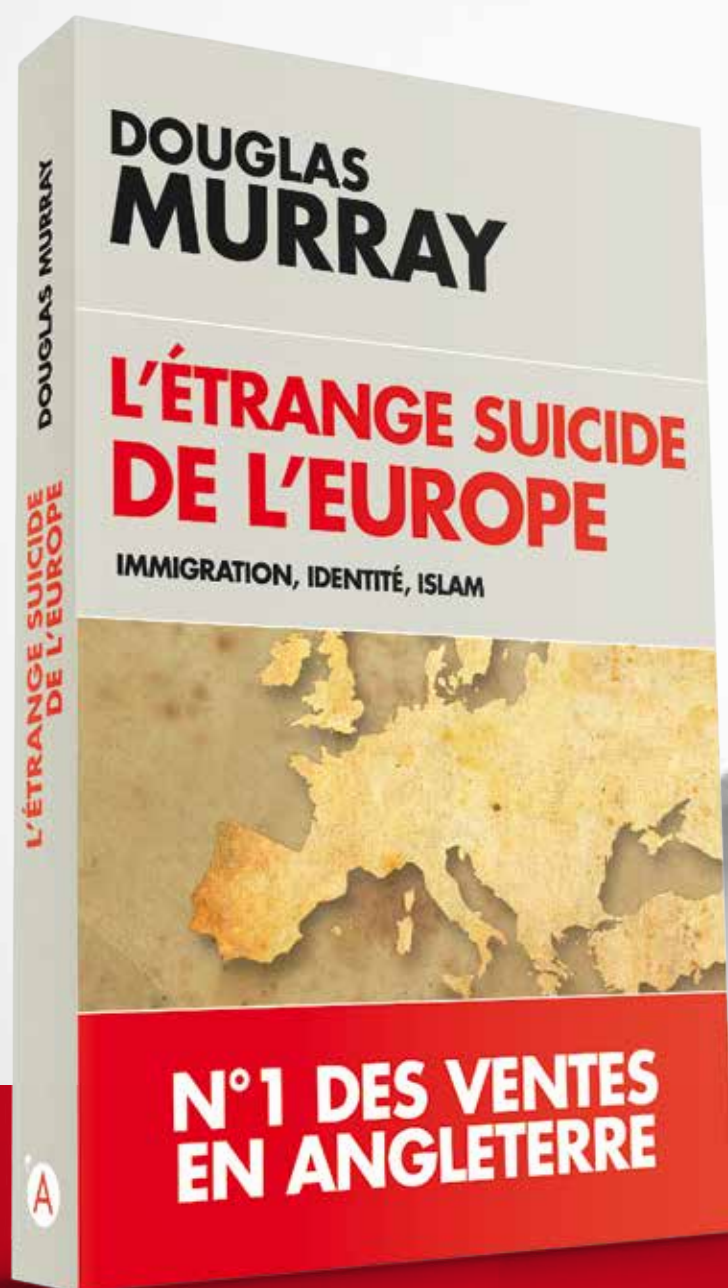
N°
Expire à fin
E-mail :@.....

Signature obligatoire :

☐ Je souhaite également recevoir les informations des partenaires de Valmonde société éditrice de Valeurs actuelles.
Si vous ne souhaitez pas recevoir d'informations, bons plans et autres offres de Valmonde cochez la case ci-contre ☐

Les informations collectées via ce formulaire servent à la gestion de votre abonnement sous la responsabilité de Valmonde et Cie (24 rue Georges-Bizet - 75116 Paris - Siren 775 658 412), société éditrice du magazine Valeurs actuelles. Vous disposez d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement ou de portabilité de vos données. Vous pouvez vous opposer au traitement de vos données par Valmonde et Cie (ou en demander la limitation), ou bien encore, vous pouvez définir le sort de vos données post mortem. Si vous y avez consenti, nous pouvons être amenés à communiquer vos coordonnées à des partenaires extérieurs. Si vous ne le souhaitez pas ou pour exercer vos droits, il vous suffit de nous contacter à l'adresse postale mentionnée ci-dessus ou à l'adresse électronique (abonnement@valeursactuelles.com), en justifiant de votre identité. Pour en savoir plus, retrouvez notre politique de confidentialité accessible à partir de notre site www.valeursactuelles.com. VALMONDE Service abonnements - Tél. : 01 55 56 70 94.

**L'Europe doit-elle être
le seul endroit au monde
qui appartienne
à tout le monde?**



EN LIBRAIRIES

L'ARTILLEUR

www.editionsdutoucan.fr